UNION DES BANQUES MAGHREBINES

2020

RAPPORT ANNUEL

Banques maghrébines : défis et opportunités face à la COVID-19

Rapport dirigé par le professeur Dhafer SAIDANE – SKEMA Business School,

L'auteur remercie Sana BEN ABDALLAH – ESC Tunis et Sana ZOUARI – FSEG Sfax, UCA pour leurs contributions

Executive Summary

Les pays du Maghreb ont fait face à une grave récession, du fait de la crise sanitaire Covid-19 et de la chute des prix des hydrocarbures. Ils ont eu un effet désastreux sur l'économie de la région maghrébine qui connait déjà des difficultés économiques et sociales.

L'Union du Maghreb célèbre son 31ème anniversaire. Face à la crise actuelle et aux conséquences post-Covid l'Union pourrait fournir un espace d'échange des meilleures pratiques et des leçons apprises pour construire un front commun et articuler des réponses et des stratégies communes pour faire face à un ennemi commun : la crise.

Le système bancaire maghrébin n'en sortirait que renforcé de cette coopération accrue afin de continuer à soutenir l'économie et atténuer cette crise.

Notre rapport 2020 révèle que :

1- Le secteur bancaire joue **un rôle majeur dans le financement de l'économie** des pays du Maghreb et son rôle n'est plus à démontrer dans le soutien et la relance de l'économie tout au long de la crise sanitaire.

2- Les cinq pays présentent **un potentiel important** qui devrait leur permettre de retrouver la situation économique et sociale d'avant la crise. Ils peuvent aussi envisager un changement radical en adoptant des programmes de développement durable dans la région basée sur une **digitalisation approfondie des institutions** et des structures économiques.

3- La crise du covid-19 a montré la nécessité pour **les banques d'agir immédiatement et de manière proactive à travers les plans de continuité d'activité** (PCA). Ils doivent faire l'objet d'une attention plus importantes pour faire face aux futures crises et afin d'assurer le plein fonctionnement des institutions financières dans des circonstances inhabituelles.

4- Il existe des potentialités énormes comme **la numérisation des services financiers et l'accélération de la RSE,** qui peuvent apporter une nouvelle croissance significative et d'accélérer la sortie de crise.

5- Les résultats de notre étude montrent que malgré la divergence entre les différentes banques, **la RSE est en train d'évoluer rapidement dans la région**. Le défi pressant maintenant pour les universitaires et les praticiens vise à développer des stratégies et des pratiques de RSE efficaces qui sont alignées sur les contextes locaux.

6- Nos résultats ont des implications importantes sur l'organisation du tissu social et les relations avec l'économie bancaire formelle. Ils montrent que **la digitalisation a le potentiel de lutter contre l'économie non observée**, les décideurs publics ont ainsi tout intérêt à rattraper leurs retards en matière d'adoption de nouvelles technologies. Des **réformes en profondeurs sont nécessaires**. Il est primordial d'améliorer l'infrastructure numérique afin d'assurer un environnement favorable à la transformation digitale.

Plan

Executive Summary 2
Liste des tableaux 7
Liste des Figures 9
Liste des abréviations 10
Introduction Générale 12
Partie 1 Regards sur les économies des pays de l'UMA et l'impact du Covid-19 16
Chapitre 1. Conjoncture économique 17
1.1. Algérie 19
1.1.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 en Algérie 19
1.1.2. Les impacts sociaux de la Covid-19 20
1.1.3. Mesures prises par le gouvernement algérien pour répondre aux défis liés à la crise 21
1.2. Libye 23
1.2.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 Croissance économique 23
1.2.2. Les impacts sociaux de la crise Covid-19 24
1.2.3. Mesures prises par le gouvernement 24
1.3. Maroc 24
1.3.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 au Maroc 24
1.3.2. Les impacts sociaux de la crise Covid 19 28
1.3.4. Crise Covid-19 : une opportunité pour renforcer l'innovation 29
1.4. Mauritanie 30
1.4.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 30
1.4.2. Les impacts sociaux de la crise Covid-19 31
1.4.3. Les principales mesures prises par les autorités mauritaniennes pour faire face à la crise pandémique 31
1.5. Tunisie 32
1.5.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 32
1.5.2. Les impacts sociaux de la crise Covid-19 35
1.5.3. Les principales mesures prises par les autorités tunisiennes pour faire face à la crise pandémique 36
1.5.4. Crise Covid-19 : une opportunité pour renforcer l'innovation en Tunisie 37
Chapitre 2. Politiques monétaire et budgétaire 40
2.1. Algérie 43
2.1.1. Politique monétaire 43
2.1.2. Politique budgétaire 48
2.2. Libye 49
2.2.1. Politique monétaire 49
2.2.2. Politique budgétaire 50
2.3. Maroc 52
2.3.1. Politique monétaire 52

2.3.2. Politique budgétaire 57
2.4. Mauritanie 60
2.4.1. Politique monétaire 60
2.4.2. Politique budgétaire 63
2.5. Tunisie 66
2.5.1. Politique monétaire 66
2.5.2. Politique budgétaire 70
Chapitre 3. Etat des lieux du secteur bancaire maghrébin durant la crise Covid-19 : PCA 77
3.1. Algérie 79
3.1.1. Etat des lieux du secteur bancaire 79
3.1.2. Les PCA des banques algériennes à l'épreuve de la crise 80
3.1.3. Les autres mesures adoptées par la Banque d'Algérie 81
3.2. Libye 83
3.2.1. Etat des lieux du secteur bancaire 83
3.2.2. PCA 84
3.3. Maroc 84
3.3.1. Etat des lieux du secteur bancaire 84
3.3.2. Les PCA des banques marocaines à l'épreuve de la crise 86
3.3.3. Les autres mesures adoptées par Bank Al Maghreb 88
3.4. Mauritanie 89
3.4.1. Etat des lieux du secteur bancaire 89
3.4.2. Les PCA des banques mauritaniennes à l'épreuve de la crise 89
3.4.3. Les autres mesures adoptées par la Banque centrale de Mauritanie 90
3.5. Tunisie 90
3.5.1. Etat des lieux du secteur bancaire 90
3.5.2. Les PCA des banques tunisiennes à l'épreuve de la crise 91
3.5.3. Les autres mesures adoptées par la Banque Centrale de Tunisie 92
Partie 2 Etudes et analyses 98
I. Évaluation de la performance durable des banques maghrébines 99
I.1 Introduction 100
I.2 Développements récents de la RSE dans les pays de l'UMA 102
I.3 La RSE face au Covid-19 105
I.4 Implications du covid-19 sur la RSE 110
I.5 Méthodologie 111
I.6 Description des variables 112

I.7 Statistiques descriptives 114
I.8 Conclusion 115
II. L'économie non observée dans la région maghrébine : la digitalisation lutte-t-elle contre ce fléau ? 116
II.1 Introduction 117
II.2 Littérature 118
II.2.1 Economie non observée : définition 119
II.2.2 Economie non observée : méthodes de mesure et d'estimation 120
II.2.3 Economie non observée et digitalisation : point de vue théorique 122
II.3 Un aperçu sur la situation de l'économie non observée et de la digitalisation dans les pays du Maghreb 124
II.4 Analyse empirique 125
II.4.1 Données 125
II.4.2 Analyse du modèle 127
II.5 Conclusion 131
133
Conclusion Générale 133
Annexe 134
Bibliographie 136

Liste des tableaux

Tableau 1.1.1 - Taux de chômage en % - Algérie 20
Tableau 1.1.2 - Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté - Algérie 21
Tableau 1.2.1 - Taux de croissance - Libye 23
Tableau 1.2.2 - Taux d'inflation - Libye 23
Tableau 1.2.3 - Taux de chômage - Libye 24
Tableau 1.3.1 – IDE - Maroc 27
Tableau 1.4.1 - Taux de croissance annuel du PIB - Mauritanie 30
Tableau 1.4.2 - Taux d'inflation - Mauritanie 30
Tableau 1.4.3 - Taux de chômage - Mauritanie 31
Tableau 1.5.1 – IDE - Tunisie 34
Tableau 2.1.1 - Taux du marché monétaire - Algérie 44
Tableau 2.1.2 - Masse monétaire - Algérie 44
Tableau 2.1.3 - Déficit budgétaire - Algérie 48
Tableau 2.1.4 - Endettement extérieur - Algérie 48
Tableau 2.2.1 - Déficit du compte courant - Libye 49
Tableau 2.2.2 – Masse monétaire - Libye 49
Tableau 2.2.3 - Balance commerciale - Libye 50
Tableau 2.2.4 – Dépenses - Libye 50
Tableau 2.2.5 – Recette pétrolière - Libye 51
Tableau 2.2.6 – Solde budgétaire - Libye 51
Tableau 2.3.1 - Taux directeur - Maroc 52
Tableau 2.3.2 - Masse monétaire M2 - Maroc 54
Tableau 2.3.3 - Déficit budgétaire - Maroc 58
Tableau 2.3.4 – Dettes - Maroc 59
Tableau 2.4.1 - Déficit du compte courant - Mauritanie 63
Tableau 2.4.2 - Solde budgétaire - Mauritanie 64
Tableau 2.4.3 – Réserves - Mauritanie 65
Tableau 2.4.4 – Encours de la dette extérieure - Mauritanie 65
Tableau 2.5.1 – Masse Monétaire - Tunisie 67
Tableau 2.5.2 - Crédits à l'économie - Tunisie 68
Tableau 2.5.3 - Déficit budgétaire - Tunisie 71
Tableau 2.5.4 - Déficit du compte courant - Tunisie 72
Tableau 2.5.5 - Dette publique - Tunisie 73
Tableau 2.5.6 - Dette extérieure sur le PIB - Tunisie 73
Tableau 3.1.1 - Dépôts à vue - Algérie 79
Tableau 3.1.2 - Crédits à l'économie - Algérie 79
Tableau 3.1.3 - Taux de pénétration - Algérie 80
Tableau 3.1.4 - exemples des PCA élaborés par les banques en Algérie 80
Tableau 3.2.1 – Tier 1 et Tier 2 - Libye 83
Tableau 3.3.1 - Total des dépôts - Maroc 84

Tableau 3.3.2 - Crédits bancaires - Maroc....84
Tableau 3.3.3 - Créances en souffrance - Maroc....85
Tableau 3.3.4 - Taux de pénétration - Maroc....86
Tableau 3.3.5 - exemples des PCA élaborés par les banques au Maroc....86
Tableau 3.4.1 - Crédits intérieurs - Mauritanie....89
Tableau 3.5.1 - Taux de pénétration - - Tunisie....90
Tableau 3.5.2 - exemples des PCA élaborés par les banques Tunisiennes....91
Tableau I.1 - Activités RSE de quelques banques maghrébines contre le COVID-19....106
Tableau I.2 - Description des variables....112
Tableau II.1 - Résultats des tests ADF et PP....128
Tableau II.2 - Les tests du diagnostic....128
Tableau II.3 - Test de cointégration « bounds test »....129
Tableau II.4 - ARDL, les relations de long terme (la variable dépendante : la taille de l'économie non observée)....130
Tableau II.5 - ARDL, les relations de court terme ECT (la variable dépendante : la taille de l'économie non observée)....131

Liste des Figures

Figure 1.1-1 - Taux de croissance annuel du PIB - Algérie 19
Figure 1.1-2 - Taux d'inflation annuel - Algérie 20
Figure 1.3-1 – PIB - Maroc 25
Figure 1.3-2 - Taux de chômage - Maroc 26
Figure 1.3-3 - Taux d'inflation - Maroc 27
Figure 1.5-1 - Valeurs ajoutées des différentes activités - Tunisie 33
Figure 1.5-2 - Taux d'inflation - Tunisie 33
Figure 1.5-3 - Entrées de non-résidents et recettes touristiques - Tunisie 34
Figure 1.5-4 – Chômage - Tunisie 35
Figure 2.1-1 - Compte courant - Algérie 43
Figure 2.1-2 - Exportation des hydrocarbures - Algérie 45
Figure 2.1-3 – Importations - Algérie 46
Figure 2.3-1 - Taux de change - Maroc 53
Figure 2.3-2 - Balance commerciale - Maroc 57
Figure 2.4-1 - Masse monétaire - Mauritanie 60
Figure 2.4-2 - Taux de change - Mauritanie 61
Figure 2.4-3 - Taux directeur - Mauritanie 62
Figure 2.5-1 - Taux directeur - Tunisie 66
Figure 2.5-2 - Taux de change - Tunisie 67
Figure 2.5-3 - Balance commerciale - Tunisie 70
Figure 2.5-4 - Dette extérieure - Tunisie 74
Figure 3.2-1 - Dépôts bancaires - Libye 83

Liste des abréviations

ADD	Agence de développement du digital
ARDL	Autorégressif à retards échelonnés
BAM	Bank Al Maghreb
BCA	Banque Centrale d'Algérie
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
CBL	Central Bank of Libya
CCB	Coussin de conservation du capital
CDC	Caisse des Dépôts et Consignations
CDG	Caisse de de dépôt et de gestion
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CRA	Croissant Rouge Algérien
CVE	Comité de Veille Economique
DD	Développement Durable
DSGE	Modèle d'équilibre général dynamique stochastique
ESG	Environnementales, Sociales et de Gouvernances
FIPA	The Foreign Investment Promotion Agency
FMI	Fonds Monétaire International
GNA	Gouvernement d'accord national
HCP	Haut-Commissariat au Plan
IDE	Investissement Direct à l'Etranger
INS	Institut National de Statistique
INSP	Institut National de la Santé Publique
IRSET	Institut de Responsabilité Sociétale des Entreprises en Tunisie
ISR	Investissement Socialement Responsable
LCR	Ratio de Couverture de Liquidité
MENA	Middle East and North Africa
MIMIC	Multiples Indicateurs Multiples Causes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PCA	Plan de Continuité d'Activité
PIB	Produit Intérieur Brut
PLL	Ligne de précaution et de liquidité
PME	Petite et Moyenne Entreprise

ROA	Return On Assets
ROE	Return On Equity
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
TCER	Taux de change effectif réel
TIC	Technologies de l'Information et de la communication
TMM	Taux Moyen du Marché Monétaire
TPE	Très Petites Entreprises
TPME	Très Petites et Moyennes Entreprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UMA	Union du Maghreb Arabe

Introduction Générale

La pandémie du Covid-19 a plongé l'environnement international à son plus bas niveau depuis la Seconde Guerre mondiale. En effet, selon les estimations du FMI, en 2020, l'économie mondiale a connu une contraction estimée à 3.5% en raison de la fermeture des frontières et des mesures de confinement adoptées. La région maghrébine a été pour sa part affectée par cette crise via notamment la chute des prix du pétrole.

Cependant grâce aux politiques monétaires prudentes des différentes Banque Centrales maghrébines, le niveau de la liquidité bancaire a pu se maintenir à un niveau acceptable. Ces mesures d'amélioration sont en général le fruit des mesures de politique monétaire décidées visant la baisse du taux des réserves obligatoires, de l'augmentations des seuils de refinancement des titres publics négociables, de l'allongement de la durée du refinancement et de la satisfaction des demandes de refinancement des banques.

Ce contexte de crise a paradoxalement suscité des opportunités aux sein des banques maghrébines.

Dans ce contexte, les banques maghrébines ont joué un rôle majeur. Elles ont en particulier adopté une approche de planification en mobilisant des Plans de Continuité d'Activité (PCA) pour garantir le maintien des opérations et des services financiers.

La crise a en, effet, été l'accélérateur de nouvelles tendances.

Accélération de la RSE

Depuis le début des années 2000, une nouvelle perception de la RSE (responsabilité sociale des entreprises) a commencé à s'imposer au sein des pays de l'UMA. Le concept s'est développé rapidement même si la pratique reste à confirmer. On a assisté à une augmentation significative de la sensibilisation à la RSE dans les années 2000. Un certain nombre de facteurs internes et externes ont largement contribué à l'installation de la RSE dans la région du Maghreb. Il s'agit principalement des agents de régulation tels que les agences gouvernementales, les agents normatifs tels que les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales locales et internationales, les attitudes managériales et la motivation à adopter les meilleures pratiques sans oublier les pressions des entreprises multinationales, notamment sur leurs fournisseurs et partenaires.

Accélération de la lutte contre les vulnérabilités de l'informel

L'autre phénomène interne à la société maghrébine, l'informel, a montré ses limites face à la crise pandémique. Dans les pays de l'UMA les effets de la crise sanitaire ont en effet révélé la fragilité des travailleurs informels qui sont les plus gravement frappés puisqu'ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour résister aux pressions engendrées par la crise. Cette dernière a porté un coup très dur aux efforts déployés pour éliminer la pauvreté et la vulnérabilité, premier objectif du développement durable de l'ONU. Depuis plusieurs décennies, les pays de la région maghrébine souffrent du phénomène de l'économie non observée. Ce fléau a été perçu comme un mal économique et social qui n'a réussi qu'à exploiter les travailleurs appauvris et à paralyser la capacité des décideurs publics à financer les services de base qui sont indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). L'économie non observée constitue un obstacle et une barrière pour l'environnement d'affaires des entreprises enregistrées sur le marché officiel. Elle peut avoir aussi de graves conséquences sur les performances économiques en faussant les statistiques officielles et la véritable situation économique et sociale d'un pays. L'informel pénalise également les finances publiques et la réduction de l'assiette fiscale.

Digitalisation et decashing

L'économie non-observée constitue un problème majeur pour les pays de la région maghrébine et représente une contrainte majeure à la réalisation des objectifs de développement durable de l'Agenda 2063.

Il conviendrait que la lutte contre ce phénomène figure parmi les priorités des autorités publiques dans la mesure où la réduction de son ampleur pourrait s'avérer utile à la fois pour le secteur privé et pour le gouvernement. Pour les entreprises, la formalisation de l'économie ouvre de nouvelles opportunités pour développer leurs activités à travers un accès plus facile aux sources de financement bancaire. Quant aux travailleurs, la formalisation permet d'étendre les droits auxquels les salariés peuvent prétendre tels que la protection sociale. De plus, la formalisation augmente la capacité des autorités à mobiliser les ressources budgétaires et à augmenter leurs capacités à financer toutes les mesures visant à promouvoir un développement durable.

Des lors, afin de bénéficier des avantages de la formalisation, l'identification des activités et l'évaluation des revenus non officiels au sein des pays de la région maghrébine s'avèrent indispensables pour faire face à ce fléau. C'est à cette fin que de nombreux outils digitaux tentent de répondre.

Les pays du Maghreb se sont engagés dans le processus de transformation digitale indispensable à la formalisation de l'économie, mais les efforts doivent être poursuivis afin d'assurer une meilleure inclusion sociale et économique.

Afin d'élargir la portée de la digitalisation, les autorités doivent veiller à mettre à niveau les infrastructures nécessaires à la transformation digitale pour rendre l'inclusion financière numérique plus attrayante pour les entreprises que si elles opéraient sur le marché non officiel. En effet, si les avantages de la formalisation, comme l'accès au financement, sont plus larges que celles de l'économie non-observée, les entreprises non officielles sont plus susceptibles de s'engager dans le processus de formalisation. Le « decaching » est une alternative intéressante pour faire face à l'économie non observée. En effet, la réduction de la circulation du cash n'est attrayante que si les moyens pour effectuer des transactions financières numériques sont largement disponibles et à faible couts. Les gouvernements doivent s'engager également dans des politiques visant à subventionner les investissements dans les TIC et en créant des écosystèmes qui simplifient les démarches administratives pour assurer l'enregistrement des entreprises tout en offrant des subventions et des allègements fiscaux.

La RSE : ADN des banques maghrébines

La plupart des banques maghrébines se sont engagées dans la RSE et considèrent la société comme partie prenante de leur modèle économique, même lorsque les ressources sont rares.

Les banques des pays de l'UMA sont conscientes de leurs enjeux dans la société et sont engagées dans diverses activités sociales et environnementales notamment durant la crise de Covid-19. Cette dernière pandémie était une opportunité pour accélérer la démarche RSE du secteur bancaire maghrébin. Plusieurs banques ont été impliquées dans diverses questions responsables telles que la santé, l'éducation, le développement rural, l'assainissement, le micro-crédit, etc.

Bien que le secteur bancaire maghrébin a manifesté son intérêt pour l'intégration du développement durable dans ses stratégies, ses pratiques de reporting RSE restent encore non suffisantes. Rares sont les banques qui déclarent leurs activités selon les principes de la RSE. En effet, les normes de notation des pratiques RSE sont moins homogènes que celles de la notation financière. La plupart des banques utilisent, pour le moment, les pratiques RSE comme outil de marketing et beaucoup ne font que des efforts symboliques en faveur de la RSE de manière tangentielle, comme des dons à des fondations caritatives, des ONG, le parrainage d'événements, etc. Peu ont une philosophie de RSE clairement définie dans leurs stratégies.

En fait, plusieurs banques définissent la RSE selon leurs propres moyens et contextes. Le résultat final étant que toutes les activités entreprises au nom de la RSE sont principalement de la philanthropie ou une extension de la philanthropie. Il est nécessaire d'accroître la compréhension et la participation active des banques au développement durable en tant que partie intégrante des bonnes pratiques.

Il serait sage que les banques maghrébines se concentrent sur les domaines dont la société a besoin en les comprenant. Cela, à son tour, assurera l'avancement en matière de RSE. Il est important également, d'intégrer les critères ESG dans leur politique d'investissement pour attirer de nouveaux investisseurs intéressés par une croissance durable et des performances à long terme et donc être en phase avec les pays développés. Cela peut se faire par l'instauration d'une culture de la RSE à travers le renforcement de l'enseignement et la formation à la RSE dans le système éducatif, la consolidation du dialogue avec les parties prenantes, le développement de la RSE dans les PME, la transparence, l'accessibilité aux informations ESG et la digitalisation.

Le besoin actuel est de formuler des politiques stratégiques efficaces et d'adopter divers instruments afin que la RSE puisse être mise en œuvre au mieux vers ses objectifs : croissance environnementale, sociale et économique.

Le rapport annuel 2020 de l'Union des banques maghrébines développe deux parties.

La première se consacre aux « Regards sur les économies des pays de l'UMA et l'impact du Covid-19 » en insistant sur les évolutions de la conjoncture économique et à la politique monétaire et budgétaire des cinq pays du Maghreb. Un point spécifique est dédié à un état des lieux du secteur bancaire maghrébin durant la crise Covid-19 avec notamment un focus sur les Plans de continuité d'activité (PCA) adoptés par les banques maghrébines.

Une deuxième partie de ce rapport intitulée « Etudes et analyses » est dédiée à un examen approfondi de deux thèmes majeurs : l'évaluation de la performance durable des banques maghrébines et l'étude de l'économie non observée dans la région maghrébine avec comme question de fond : la digitalisation lutte-t-elle contre l'informel ?

Partie 1

Regards sur les économies des pays de l'UMA et l'impact du Covid-19

Chapitre 1

Conjoncture économique dans les pays de l'UMA : défis et opportunités de la crise Covid-19

Introduction

La pandémie Covid-19 est une crise planétaire dont les effets seront multiples et historiques. Elle plonge l'environnement international à son plus bas niveau depuis la Seconde Guerre mondiale. En effet, selon les estimations du FMI, en 2020, l'économie mondiale a connu une contraction estimée à 3.5% en raison de la fermeture des frontières et des mesures de confinement adoptées. Dans ses dernières prévisions, la Banque mondiale prévoit que le PIB mondial n'atteindra que près de 84 000 Mds USD en 2020 et 87 000 Mds USD en 2021, soit une perte cumulée de plus de 10 000 milliards de dollars par rapport à la situation qui aurait prévalu sans pandémie. La crise a largement affecté le tissu économique international, et plus particulièrement, les pays exportateurs de matières premières à cause de la baisse des prix du pétrole. Cependant selon la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) 2021 sera l'année de la reprise avec une croissance de +4,3 % en moyenne attendue au niveau mondial. Sauf accident, le commerce international devrait reprendre avec une progression de 6,7 % en volume (-5,2 % en 2020). La reprise sera inégale selon les pays. Les pays développés ne retrouveront pas, fin 2021, leur niveau de PIB d'avant crise. L'Asie et les pays émergents en général vont tirer le reste du monde.

A l'instar de la plupart des pays du monde, la région maghrébine a été largement affecté par la crise Covid-19. La croissance moyenne du PIB au Maghreb a été gravement affecté par la crise sanitaire et la chute des prix du pétrole en s'établissant à -16.7% en 2020 contre 3.42% une année avant.

Les effets de la crise sanitaire vont au-delà de l'activité économique et affecte également la situation sociale des pays du Maghreb. La crise Covid-19 a touché toutes les classes sociales. Toutefois, ce sont les ménages à faible revenu et les travailleurs informels qui sont les plus gravement frappés puisqu'ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour résister aux pressions engendrées par la crise. Cette dernière a porté un coup très dur aux efforts déployés pour éliminer la pauvreté et la vulnérabilité, premier objectif de développement durable de l'ONU.

Face à cette crise, les pays du Maghreb ont pris plusieurs mesures économiques et sociales d'accompagnement et de soutien des entreprises et des personnes les plus vulnérables telles que la mise en place de dispositifs pour différer le paiement des impôts et des crédits bancaires.

S'il y a une chose que cette crise a mis en évidence, c'est qu'elle représente une belle opportunité de passer à une économie de plus en plus numérique grâce à l'accélération de la mise en œuvre et du démarrage de projets numériques.

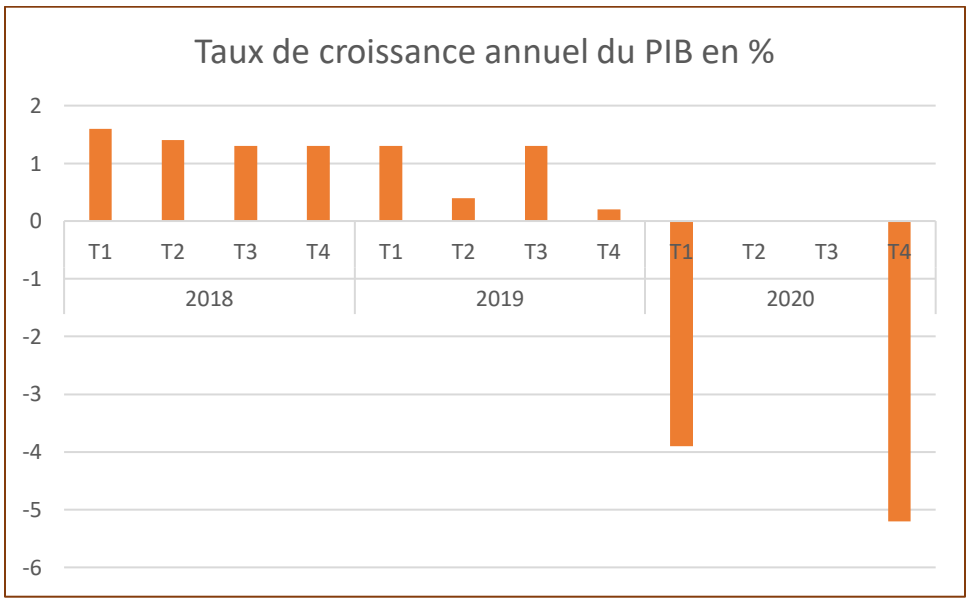
1.1. Algérie

1.1.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 en Algérie

- **Croissance économique**

En tant que premier exportateur de gaz d'Afrique, la croissance économique algérienne dépend dans une large mesure des hydrocarbures qui représentent 95% des exportations. La baisse des cours du pétrole ces dernières années a endommagé le tissu économique du pays. En 2020, dans un contexte où la croissance économique est déjà sous pression (0.2% au cours du quatrième trimestre de 2019), l'Algérie s'est trouvée confrontée à une situation économique difficile en raison des deux chocs : la crise sanitaire Covid-19 et la chute des prix des hydrocarbures qui n'ont fait qu'aggraver la situation. Selon les données publiées par l'Office National des Statistiques, l'Algérie a connu une récession de 3.9%.

Figure 1.1-1 - Taux de croissance annuel du PIB - Algérie

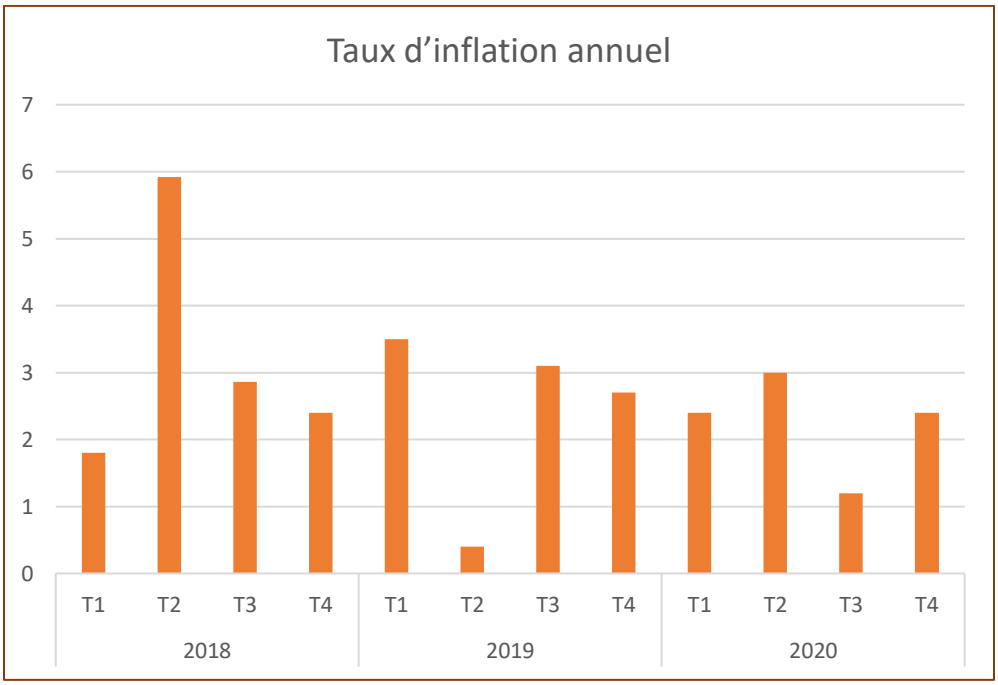


Source : Office National des Statistiques

- **Inflation**

Malgré la conjoncture inédite que traverse le pays suite à la chute des prix du pétrole et la crise Covid-19, le pays a réussi à assurer la stabilité des prix et à préserver le pouvoir d'achat. Le taux d'inflation n'a atteint que 2.4% au cours du quatrième trimestre de 2020 contre 2.7%, une année avant.

Figure 1.1-2 - Taux d'inflation annuel - Algérie



Source : Office National des Statistiques

- **Chômage**

Le marché de l'emploi en Algérie, comme partout dans le monde, a été victime de la crise sanitaire actuelle. En effet, le taux de chômage a dépassé 14% en 2020, contre 11% l'année passée. Selon les prévisions de la banque mondiale, le chômage en Algérie serait de 14.3% en 2021 et 14.7% en 2022.

Tableau 1.1.1 - Taux de chômage en % - Algérie

Années	2018	2019	2020
Taux de chômage en %	11,7	11,4	14,1

Source : https://knoema.fr/

1.1.2. Les impacts sociaux de la Covid-19

Outre les impacts négatifs sur le secteur économique du pays, la baisse des prix des hydrocarbures et la propagation de la crise sanitaire ont conjointement engendré des effets néfastes sur les secteurs sociaux et le développement humain.

- **Pauvreté et précarité des ménages**

Comme partout ailleurs, et à cause des mesures de confinement adoptés lors de la crise pandémique, les petites et moyennes entreprises sont confrontées à des pertes substantielles qui menacent la continuité de leurs activités et de leur solvabilité. La crise sanitaire a aggravé la pauvreté en Algérie. En effet, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a atteint un niveau légèrement plus élevé pour atteindre 1,9 million en 2021. Cela signifie que le nombre de personnes pauvres a augmenté d'environ 200 000 à partir de 2020. En revanche, en 2019 et en 2018, le nombre de personnes pauvres avait atteint 1,3 million de cas.

Tableau 1.1.2 - Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté - Algérie

Années	2018	2019	2020	2021
Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté (en millions)	1,3	1,3	1,7	1,9

Source : https://fr.statista.com/

- **Informalité et vulnérabilité**

C'est dans ce contexte extrêmement difficile qu'un nombre important de travailleurs voient leur situation se fragiliser et sont confrontés à des contraintes financières strictes. Les travailleurs informels sont particulièrement les plus menacés. En Algérie, tout comme les pays voisins, l'économie informelle absorbe une part importante des travailleurs qui ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale.

1.1.3. Mesures prises par le gouvernement algérien pour répondre aux défis liés à la crise

L'Algérie a adopté une série de mesures pour contenir les effets désastreux de la crise.

- **Mise en œuvre des mesures pour différer certains impôts**

En réponse aux impacts économiques et sociaux de la crise, les autorités algériennes ont décidé de reporter la déclaration et le paiement des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises. En plus, les délais contractuels seraient assouplis et les pénalités pour les entreprises qui accusent des retards dans l'exécution des marchés publics seraient suspendues.

- **Soutenir les personnes vulnérables**

Afin de lutter contre la pauvreté, la loi de finance complémentaire publiée en 4 juin 2020 prévoit 20 milliards de dinars d'allocations aux chômeurs en raison de la COVID, et 11,5 milliards de dinars pour les transferts aux ménages pauvres.

- **Soutien du secteur privé par le biais du système financier**

Afin de soutenir les entreprises algériennes dont les activités sont suspendues ou gravement impactées par la crise sanitaire, les banques ont reporté à six mois les échéances de crédits arrivés au 31 mars 2020.

Crise sanitaire : une opportunité pour innover

- **E-enseignement**

Durant cette crise Covid-19, l'Algérie a pu affronter les conséquences des mesures de confinement sur la continuité pédagogique en renforçant l'enseignement à distance. Le recours à l'éducation en ligne représente une solution provisoire mais elle représente également un nouveau mode d'apprentissage en ligne qui s'impose dans le futur.

- **E-administration**

Afin de simplifier les procédures administratives des citoyens en temps de crise sanitaire, les autorités publiques algériennes se sont engagées dans des stratégies de développement de l'administration électronique. La transition numérique de l'administration algérienne s'est appliquée à plusieurs niveaux : la numérisation des documents et des formulaires administratifs, la généralisation des bases de données sur la base du numéro d'identification national (NIN), la modernisation du réseau Internet gouvernemental pour assurer la liaison entre les ministères.

- **E-paiement mobile**

Dans le cadre de la prévention contre la propagation de la Covid-19, le pays a mis en place de nouveaux dispositifs de paiement en ligne au profit des citoyens. En effet, le nombre des transactions via internet a augmenté considérablement depuis la crise sanitaire.

L'Algérie a fait des avancées technologiques en faveur du développement des services financiers numériques : la connectivité haut débit mobile en Algérie est supérieure à la moyenne MENA (Banque mondiale, 2021). L'adoption des outils numériques au sein du secteur bancaire a permis d'améliorer la vitesse et de réduire le coût des services financiers sans compromettre la sécurité et la fiabilité.

Les grandes plateformes de commerce électronique gagnent en importance, la plateforme panafricaine Jumia entrant en Algérie pour rejoindre des plateformes locales comme OuedKniss, Batolis et IdealForme. Les opérateurs de télécommunications ont tiré parti de la capacité de DFS à faciliter les paiements et à offrir des services tels que l'énergie solaire, l'assurance et les prêts (Banque mondiale, 2021).

1.2. Libye

1.2.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 Croissance économique

Le taux de croissance annuel de la Libye a chuté de plus de 60%. Il s'agissait de la plus forte récession du PIB depuis la révolution de 2011. Toutefois, selon les prévisions du FMI de mi-avril 2020, l'économie du pays se renforcera avec une croissance positive du PIB durant les prochaines années.
Majoritairement dépendante par l'exportation des hydrocarbures, le pays a souffert des pertes énormes en termes des recettes pétrolières à cause de la baisse des prix du pétrole. Les exportations de pétrole de la Libye ont chuté d'environ 71% à 2019[1]. En effet, la production moyenne de pétrole par jour aurait diminué de plus 66% par rapport à 2019 selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

- **Croissance économique**

Tableau 1.2.1 - Taux de croissance - Libye

	2018	2019	2020
Taux de croissance annuel du PIB en %	10.9	4	-60,3

Source : Central Bank of Libya

Inédite par son ampleur, la crise actuelle a durement touché l'évolution des prix en Libye. Le taux d'inflation a augmenté pour atteindre plus de 22% en 2020 contre 4,56, une année en avance.

- **Inflation**

Tableau 1.2.2 - Taux d'inflation - Libye

	2018	2019	2020
Taux d'inflation	-1,2	4,56	22,26

Source : https://fr.statista.com/

[1] Source : Statista.com

- **Chômage**

Le chômage en Libye reste élevé à environ 18 % ces dernières années. Selon les données publiées par Statista, en 2020, le taux de chômage des femmes a atteint 24,7% et le taux de chômage des jeunes s'est élevé à plus de 50%.

Tableau 1.2.3 - Taux de chômage - Libye

	2018	2019	2020
Taux de chômage en %	18,47	18,56	18,69

Source: https://fr.statista.com/

1.2.2. Les impacts sociaux de la crise Covid-19

- **Pauvreté et précarité des ménages**

La crise Covid-19 a exacerbé les défis auxquels est confronté le pays avec une population déjà affectée par les conséquences de la guerre. En plus de cela, la chute des cours des matière première a gravement impacté les citoyens libyens dont les conditions de vie sont étroitement liées aux évolutions des hydrocarbures qui représente une part importante du PIB.

- **Informalité et vulnérabilité**

Fragilisé par le contexte conjoncturel, une part importante de la population s'engagent dans des activités informelles pour confronter les effets de la crise.

1.2.3. Mesures prises par le gouvernement

Pour atténuer les effets néfastes de la Crise sanitaire, les autorités libyennes ont annoncé un paquet initial de 500 millions de LYD (environ 1% du PIB) pour aider la population affectée par la crise. Dans cette perspective, la Banque Centrale de Lybie a annoncé que le montant total des fonds dépensés pour lutter contre la pandémie de coronavirus avait atteint environ 1. 3 milliards de LYD.

1.3. Maroc

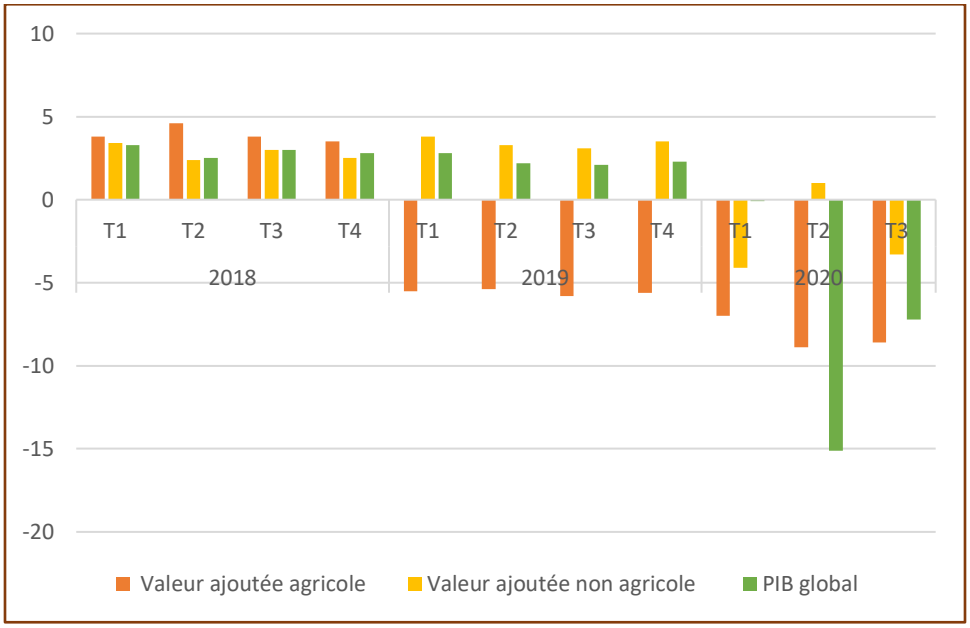
1.3.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19 au Maroc

- **Croissance économique**

En 2020, le Maroc a subi sa première récession depuis les années 1990. Selon les données publiées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), la valeur ajoutée agricole a chuté de plus de 8% au troisième trimestre de 2020 en glissement annuel contre une baisse de 5%

à la même période un an auparavant. Les secteurs non-agricoles ont connu également un ralentissement provoqué par les mesures de confinement. En effet, la valeur ajoutée non-agricole a chuté de 3% au cours du troisième trimestre de 2020 contre une hausse de 3% une année auparavant. Le PIB en volume a baissé ainsi de 7 % au troisième trimestre de 2020 contre un accroissement de 2% au troisième trimestre de 2019.
Les mesures instaurées pour faire face à la crise pandémique ont tendance à améliorer la croissance économique : le PIB s'est contracté de 15% au cours de deuxième trimestre et il s'est amélioré au cours de troisième trimestre après la reprise.

Figure 1.3-1 – PIB - Maroc

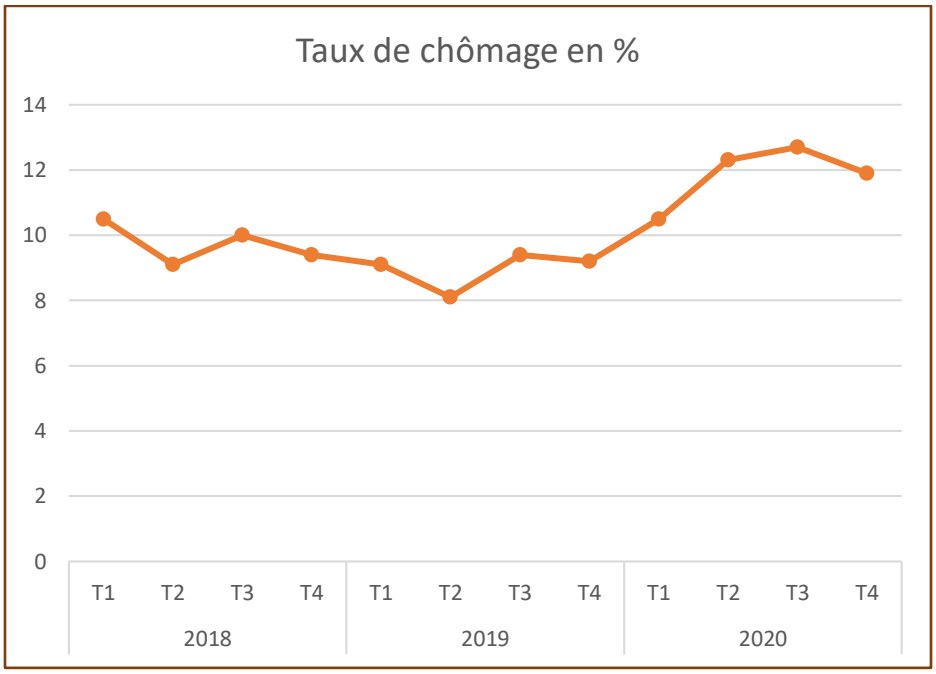


Source : Point de conjoncture HCP

- **Chômage**

La crise pandémique a affecté également le marché du travail marocain : au troisième trimestre de 2020, le taux de chômage s'est aggravé pour atteindre le pourcentage record de 12.7%. Selon les données publiées par HCP, l'économie a accusé une perte de 581 000 emplois net depuis une année auparavant et qu'environ deux tiers des travailleurs ont arrêté leur activité durant le confinement tandis que 62% ont subi une perte de revenu.

Figure 1.3-2 - Taux de chômage - Maroc

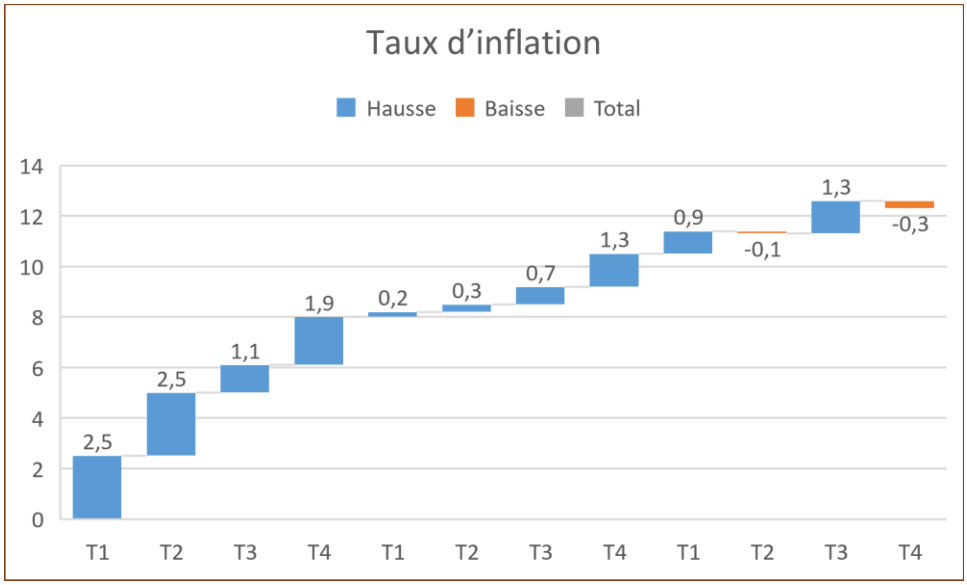


Source : HCP

- **Inflation**

Le taux d'inflation demeure stable au Maroc et il semble être épargné par les effets négatifs de la crise Covid-19. Il est évident alors que le pays a réussi à assurer la stabilité des prix.

Figure 1.3-3 - Taux d'inflation - Maroc



Source : HCP

- **IDE**

A cause de l'incertitude à l'égard de la situation de l'économie mondiale en général, et de l'économie marocaine en particulier, la valeur des IDE ont chuté pour s'établir à 2304 millions de dirhams en 2020 contre 3948 millions de dirhams en 2019.

Tableau 1.3.1 – IDE - Maroc

	2O18	2019	2020
IDE en millions de dirhams	2941	3948	2304

Source : Office des Changes

- **Tourisme**

Comme les autres pays de la région maghrébine, le secteur touristique a été impacté par la crise sanitaire qui s'est accompagnée de la fermeture des frontières. Selon l'OCDE, l'impact pourrait se traduire par une baisse de 45% du tourisme international en 2020 et la reprise de l'activité touristique sera graduelle. La Confédération nationale du tourisme prévoit une reprise à partir d'avril 2021, avec une perte en devises estimée à 138 milliards de dirhams sur trois ans.

1.3.2. Les impacts sociaux de la crise Covid 19

- **Pauvreté et précarité**

La crise sanitaire a augmenté le niveau de pauvreté au Maroc. En effet, selon les données publiées par la Haute Commission de Planification, la crise sanitaire a été à l'origine de l'augmentation du taux de pauvreté au niveau national, passant de 1.7% avant cette crise à 11.7% durant le confinement. La précarité touche particulièrement les zones urbaines, où le taux de pauvreté a augmenté plus que dans les zones rurales.

- **Informalité et vulnérabilité**

La crise covid-19 a touché le marché du travail marocain et l'impact sera probablement ressenti par ceux qui ont un emploi informel qui représente près de 80% des emplois au Maroc selon les estimations de l'OIT. Ces travailleurs sont les plus vulnérables à l'appauvrissement et à la contagion car ils ne bénéficient pas de la sécurité sociale et des systèmes de soutien nécessaires (Nations Unis, 2020).

1.3.3. Les principales mesures prises par les autorités marocaines pour faire face à la crise pandémique

- **Soutien du secteur privé par le biais du secteur financier**

Dans le but de soutenir les entreprises et les particuliers, Bank Al Maghreb a annoncé une série de mesures visant à favoriser l'accès au crédit bancaire à travers le renforcement de la capacité de refinancement des banques auprès de la banque centrale. En effet, les banques ont la possibilité d'avoir accès à tous les instruments de refinancement disponibles (dirham ou devise). Les mesures prudentielles adoptées visent à aider les banques à couvrir les liquidités, les fonds propres et le provisionnement de créances. Bank Al Maghreb a mis en place également une ligne de crédit pour le refinancement de nouveaux crédits décaissés en faveur des micros, petites et moyennes entreprises. Le Caisse de de dépôt et de gestion (CDG), à son tour, a facilité l'accès au financement des PME et TPE à travers la mise en place de certaines mesures exceptionnelles telles que la prolongation des délais de financement jusqu'à 6 mois et report des délais de remboursement des crédits jusqu'à trois mois.

- **Création d'un fonds spécial et d'un comité de veille économique pour gérer la pandémie**

Alimenté par les contributions du secteur public, des entreprises, et des particuliers, le fonds spécial pour gérer les effets de la crise sanitaire a été évalué à 32 milliards de dirhams en fin avril 2020. L'objectif principal de ce fonds est la modernisation des

infrastructures de santé et l'atténuation de l'impact social de la pandémie. Et dans le même esprit, un Comité de Veille Economique (CVE) a été créé pour prendre les initiatives nécessaires pour améliorer la situation économique et sociale du pays.

- **Réduction de la vulnérabilité**

Afin de lutter contre la vulnérabilité, le CVE a fourni une aide financière aux personnes opérant sur le marché officiel et ayant perdu leurs revenus suite au confinement. Ces travailleurs recevront entre 800 à 1 200 dirhams en fonction de la taille des ménages : 800 DH par mois pour les ménages de deux personnes ou moins ; 1 000 DH par mois pour les ménages de trois à quatre personnes ; 1 200 DH par mois pour les ménages de plus de quatre personnes.

- **Mise en œuvre des mesures pour différer les impôts**

Quant aux entreprises officielles et enregistrées, le paiement de toutes les taxes sociales a été suspendu jusqu'au 30 juin 2020 et toutes les inspections fiscales ont été suspendues. Les entreprises dont le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 est inférieur à 20 millions de dirhams peuvent reporter la déclaration fiscale jusqu'au 30 juin.

1.3.4. Crise Covid-19 : une opportunité pour renforcer l'innovation

Le Maroc a pu exploiter des avantages de cette crise puisqu'elle représente un facteur clé de sa réussite à concrétiser des avancées en matière de maintien des transactions de biens et de services en temps crise, et pourrait continuer son essor par la suite.

- **Renforcer les échanges électroniques**

En réponse à la crise sanitaire, l'administration privilégie l'échange électronique pour lutter contre la contagion de la pandémie à travers le renforcement de l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC). En effet, en collaboration avec l'Agence de développement du digital (ADD), le ministère de l'Economie, des finances et de la réforme de l'administration a pris plusieurs mesures telles que l'instauration d'un bureau d'ordre digital avec des guichets électroniques des courriers.

- **Paiement mobile**

Un des avantages de la crise Covid-19, est que le paiement mobile a connu un essor important. Pour encourager ce type de paiement, la loi de finances 2020 a instauré pour

les commerçants qui utilisent le paiement mobile, un abattement de 25% de la base imposable relative au chiffre d'affaires réalisé via un paiement mobile.

- **E-éducation**

Au Maroc, comme dans les autres pays du Maghreb, l'enseignement à distance a été concrétisé grâce à la crise sanitaire. En effet, le ministère de l'éducation a mis en place plusieurs et différents outils pour assurer la continuité de l'année scolaire : création des plateformes numériques, diffusion des cours sur des chaines TV …

1.4. Mauritanie

1.4.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19

- **Croissance économique en Mauritanie**

La Mauritanie n'a pas été épargné de la récession économique qui traverse le monde entier en 2020 suite à la crise sanitaire Covid-19. Le taux de croissance annuel du PIB a chuté de 3.6% après avoir augmenté de 6.7% du PIB. Les fluctuations du PIB est largement touché par la baisse des prix mondiaux des matières premières minérales dans la mesure où les industries extractives représentent une part importante de l'activité économique du pays.

Tableau 1.4.1 - Taux de croissance annuel du PIB - Mauritanie

	2018	2019	2020
Taux de croissance annuel du PIB	3,6	6,7	-3,6

Source : Banque centrale de Mauritanie

- **Inflation en Mauritanie**

En Mauritanie, l'inflation s'est établie à 3.9% en 2020 contre 2. 3% une année avant. L'évolution des prix demeure stable montrant les efforts déployés par le pays pour maitriser l'inflation

Tableau 1.4.2 - Taux d'inflation - Mauritanie

	2018	2019	2020
Taux d'inflation	3,1	2,3	3,9

Source : Banque centrale de Mauritanie

- **Chômage en Mauritanie**

Le taux de chômage est demeuré stable ces dernières années avec un taux inférieur à 10%. Le marché d'emploi n'a pas été impacté par la crise Covid-19 ce qui montre les efforts déployés par le pays afin de lutter contre le chômage.

Tableau 1.4.3 - Taux de chômage - Mauritanie

	2018	2019	2020
Taux de chômage en %	9,46	9,55	9,61

Source : https://fr.statista.com/

1.4.2. Les impacts sociaux de la crise Covid-19

- **Pauvreté et précarité**

Les personnes pauvres sont les plus touchées par les chocs sanitaires et économiques que traversent le monde entier. Selon les prévisions de la Banque Mondiale, le taux de pauvreté international (1,9 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat de 2011) passerait de 5,5% en 2019 à 6% en 2020. Cela équivaudrait à ce que plus de 25000 personnes tomberaient dans l'extrême pauvreté. Si ce scénario se réalise, plus de 42000 Mauritaniens tomberaient sous le seuil de pauvreté international.

- **Informalité et vulnérabilité**

L'impact négatif de la conjoncture actuelle peut se traduire également sur les travailleurs informels qui ont une capacité d'épargne limitée et qui n'ont pas accès aux services publics. Selon les données de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel en Mauritanie (ENESI) de 2012 et 2017, les activités non-officielles représentent plus de 56% de la production totale.

1.4.3. Les principales mesures prises par les autorités mauritaniennes pour faire face à la crise pandémique

- **Soutien du secteur privé par le biais du secteur financier**

La banque centrale de Mauritanie a pris des mesures pour assouplir les conditions de liquidité et soutenir le financement de l'économie, notamment : une réduction du taux directeur de 6,5% à 5% ; une réduction du taux de prêt marginal de 9 % à 6,5 % ; et une réduction des réserves obligatoires des banques de 7% à 5%.

- **Création d'un fonds d'urgence**

Le gouvernement a consacré d'environ 80 millions de dollars (1,1 pour cent du PIB) pour les achats urgents de fournitures et d'équipements médicaux ; subventions à 30 000 ménages pauvres ; et un soutien financier aux petites entreprises individuelles.

- **Différer certains impôts**

Les autorités mauritaniennes ont supprimé les droits de douane et les taxes sur les importations de biens essentiels et a indiqué qu'il prendrait des mesures supplémentaires à mesure que davantage de ressources seraient mobilisées.

- **Crise sanitaire : une opportunité pour innover E-éducation**

Dans le but d'assurer la continuité des programmes pédagogiques, le pays a renforcé davantage les procédures de formation en ligne en lançant dans le cadre de partenariat avec l'Italien le E-learning Mauritania, première entreprise mauritanienne engagée sur l'optimisation de l'usage des TIC dans le système d'enseignement public et privé. Le ministère de l'Enseignement secondaire, de la Formation technique et professionnelle a assuré également la diffusion des cours sur la chaine nationale pour permettre aux élèves de poursuivre les cours à distance.

1.5. Tunisie

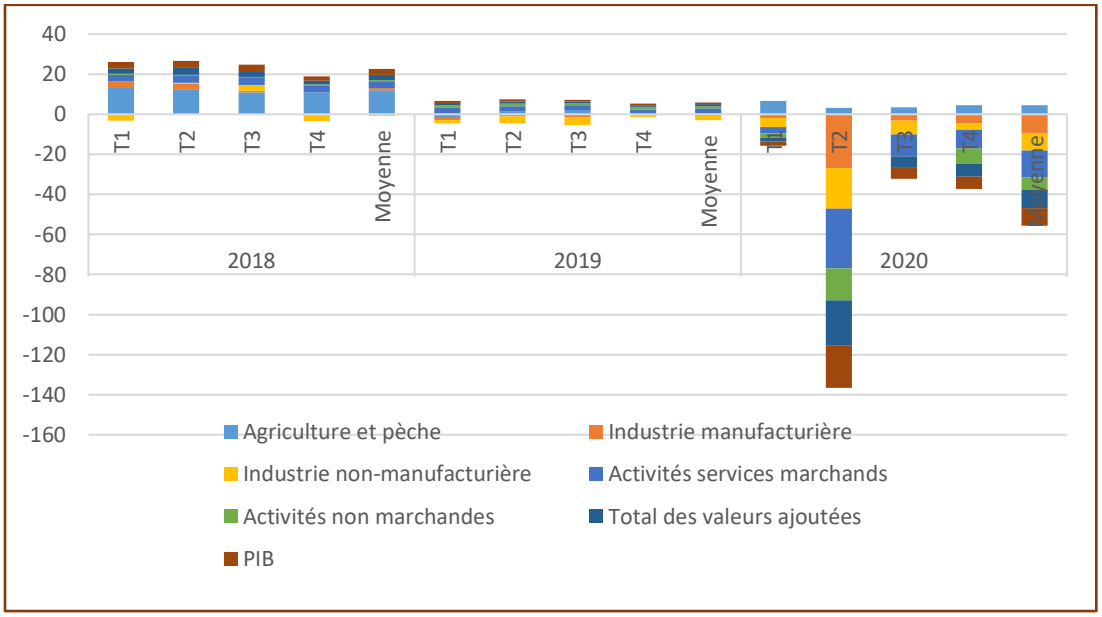
1.5.1. Les impacts économiques de la crise Covid-19

- **Croissance économique**

L'économie tunisienne n'est pas épargnée par la récession économique qui sévit actuellement dans le monde entier. Les données sur l'évolution de la croissance économique en 2020, publiées par l'Institut National de Statistique (INS), montrent une baisse du PIB de 8.8%. Ceci s'est produit suite à la contraction de tous les secteurs économiques à l'exception de celui de l'agriculture et de la pêche (4.4% contre 0.4% une année auparavant) qui a connu une croissance record des exportations d'huile d'olive qui a généré des revenus d'environ 896 millions de dinars tunisiens au cours des trois premiers mois de 2020 (World Trade Organisation, 2020).

Les mesures de déconfinement progressif et graduel prises en mai 2020, ont tendance à améliorer la croissance économique par rapport au deuxième trimestre mais l'économie n'avait pas l'aptitude à attendre un niveau de croissance positif.

Figure 1.5-1 - Valeurs ajoutées des différentes activités - Tunisie

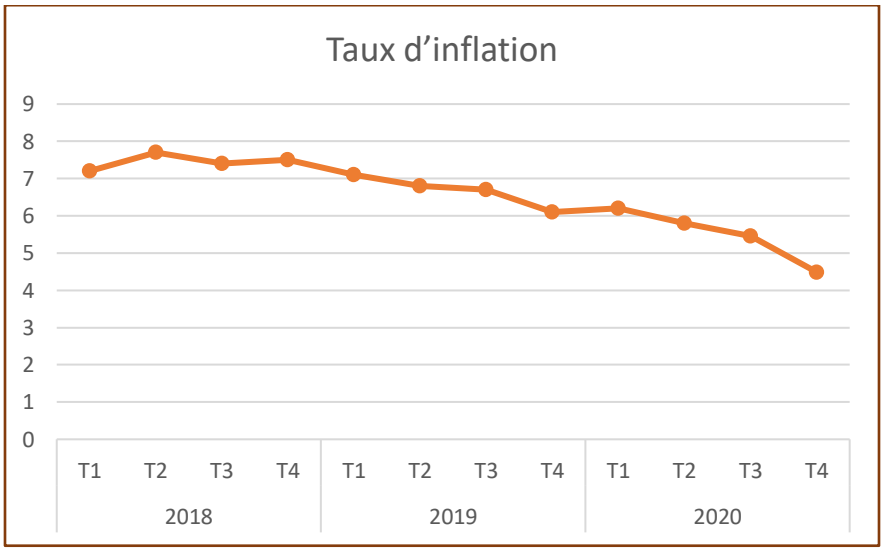


Source : INS

- **Inflation**

Le taux d'inflation en Tunisie a été 4.5% au quatrième trimestre de 2020 restant au niveau le plus bas depuis 2018, comme le montre le tableau ci-dessous. Selon l'INS, cette baisse résulte de la réduction des prix de l'alimentation, des services de restauration et hôtellerie et des produits et services de transport.

Figure 1.5-2 - Taux d'inflation - Tunisie

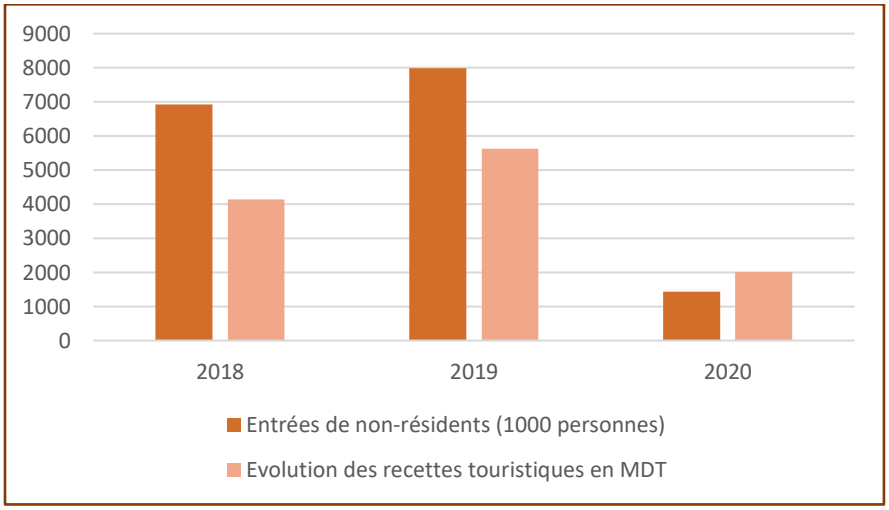


Source : INS

- **Tourisme**

Le secteur du tourisme a beaucoup souffert de la fermeture des frontières et des mesures de confinement adoptées lors de la crise Covid-19. La BCT a annoncé dans le rapport périodique de conjoncture que les flux de touristes étrangers ont connus un repli de 82.1% contre une hausse de 15.4% une année auparavant, pour revenir à 1.4 million de touristes. De ce fait, les recettes touristiques se sont établies à 2 018 MDT en 2020 contre 5 628 en 2019.

Figure 1.5-3 - Entrées de non-résidents et recettes touristiques - Tunisie



Source : BCT

- **Investissements directs étrangers**

En juin 2020, les investissements directs à l'étranger ont atteint 1 074.1 MTND contre 1 251.5 une année auparavant. Ce fléchissement s'explique par la récession de l'activité économique liée à la crise pandémique. Selon la FIPA, les IDE sont répartis sur 41,2% pour les énergies, 53,4% pour les industries manufacturières, 4,6% pour les services et 0,8% pour l'agriculture.

Tableau 1.5.1 – IDE - Tunisie

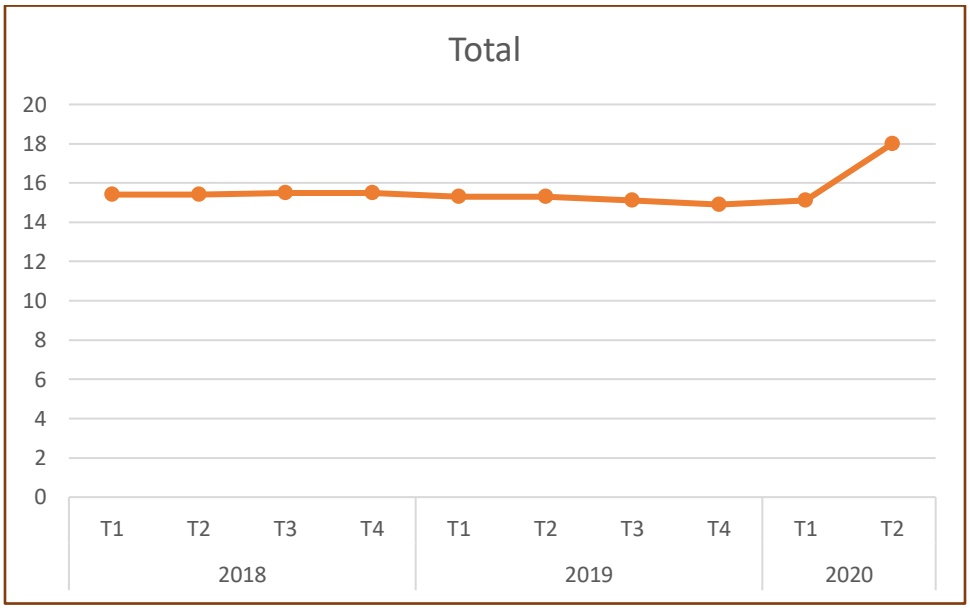
	Juin 2O18	Juin 2019	Juin 2020
IDE (en MTND)	1072,9	1251,5	1074,1

Source : FIPA- Tunisie

- **Chômage**

Le déclin de l'activité économique résultant de la crise Covid-19 a eu un impact important sur l'emploi. Le taux de chômage est passé de 15.3% pour le deuxième trimestre de 2019 au 18% pour le deuxième trimestre de 2020.

Figure 1.5-4 – Chômage - Tunisie



Source : INS

1.5.2. Les impacts sociaux de la crise Covid-19

La Tunisie, à l'instar des autres pays, s'est trouvée confrontée aux lourdes conséquences de la crise sanitaire Covid-19.

- **Pauvreté et précarité des ménages**

Selon les données publiées par l'UNICEF en juillet 2020, les deux mois de confinement ont engendré une perte moyenne de 7% du pouvoir d'achat des ménages (12% pour les pauvres). Selon la même étude, le taux de la pauvreté a enregistré une hausse de 4.5 %, soit près d'un demi-million de nouveaux pauvres. La précarité a touché également les enfants de moins de 18 ans où le nombre des enfants pauvres a passé de 685000 à 900000.

Les résultats de l'enquête faite par la Banque Mondiale en décembre 2020 montrent qu'un tiers des répondants craignaient de ne pas avoir les moyens nécessaires pour

acheter de la nourriture. Cette préoccupation était plus évidente pour les particuliers les plus pauvres et ruraux.

- **Informalité et vulnérabilité**

La crise pandémique a affecté tous les secteurs et en particulier le secteur informel qui n'a cessé de se développer ces dernières années. Il emploie 53% de la population selon l'estimation de l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2018). Ce type d'emploi prend de l'ampleur et réussi à avoir plusieurs formes : la vente sur le bord des routes, la contrebande des marchandises aux frontières avec la Libye et l'Algérie, l'évasion fiscale, etc. Dans la mesure où les travailleurs non officiels ne sont pas enregistrés et sont privés de la sécurité sociale, ils sont gravement affectés par les mesures de confinement puisqu'ils ne trouvent pas les moyens nécessaires pour se procurer des produits nécessaires.

1.5.3. Les principales mesures prises par les autorités tunisiennes pour faire face à la crise pandémique

- **Création du fonds de solidarité COVID-19**

Sous la tutelle du ministère des finances, le gouvernement a créé un fonds de solidarité 1818 pour mieux faire face aux impacts négatifs de la crise pandémique. Grace à des contributions volontaires, le gouvernement a pu collecter plus de 200 millions de dinars tunisiens.

- **Mise en œuvre des mesures pour différer certains impôts**

Pour soutenir les entreprises, les autorités publiques ont rééchelonné le paiement d'impôts jusqu'à trois mois, ont suspendu temporairement certaines pénalités, et ont reporté le paiement des cotisations sociales.

- **Réduction de la vulnérabilité**

Afin de soutenir les personnes en détresses, les autorités publiques tunisiennes ont donné des prestations aux chômeurs et aux travailleurs gagnants mensuellement moins de mille dinars tunisiens. Ils également alloué 300 millions de dinars tunisiens pour les personnes qui avaient droit que 50 pour cent de leurs salaires. L'Etat a consacré 150 millions de dinars tunisiens pour les pauvres sous forme de prime exceptionnelle et a fourni des

transferts de 200 dinars à plus de 600000 personnes travaillant de secteur informel ne bénéficiant pas du système de sécurité sociale.

- **Soutien du secteur privé par le biais du secteur financier**

Pour soutenir le secteur privé, la BCT a demandé aux banques de différer les paiements sur les crédits déjà existants pour une période de 3 à 6 mois et de supprimer les frais pour les paiements électroniques et les retraits afin de s'orienter vers des transactions sans numéraire.

1.5.4. Crise Covid-19 : une opportunité pour renforcer l'innovation en Tunisie

La crise sanitaire a entrainé certes plusieurs risques économiques et sociaux, mais cela n'empêche pas la Tunisie de tirer des leçons. En effet, la crise covid-19 a fait prendre conscience de l'importance de la digitalisation.

- **E-administration**

En période de crise sanitaire, l'administration tunisienne a pris le train de la digitalisation. Et pour consolider cette démarche, un décret gouvernemental a entré en vigueur en janvier 2020 pour fixer les modalités et procédures d'échanges électroniques entre l'administration et les usagers.

- **E- éducation**

Afin de finaliser les programmes et pour garantir la continuité pédagogique, le Ministère de l'Education a lancé une chaine éducative qui diffuse des cours enregistrés par des professeurs et des plateformes d'accès gratuits à l'enseignement à distance tout en invitant les enseignants à fournir des supports de cours publiés en ligne. Le ministère des TIC et de Transformation Digitale a tenu également à complimenter la disposition des trois opérateurs téléphoniques à offrir l'accès gratuit via leurs réseaux mobiles aux plateformes d'enseignement à distance.

- **Paiement mobile**

Il est inévitable que la numérisation des transactions financières soit d'une importance primordiale pour atténuer les risques de la propagation de la pandémie mais il est fort à parier également que la digitalisation permet de lutter contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent et assurer une meilleure inclusion financière et formalisation de

l'économie. Parmi les initiatives menées, on peut citer l'exemple de Ooredoo Tunisie qui a distribué des cartes Mobicash gratuites afin de payer certains services en ligne.

Conclusion

Les pays du Maghreb pourraient faire face à une grave récession, fruit de la crise sanitaire Covid-19 et de la chute des prix des hydrocarbures, qui ont eu un effet désastreux sur l'économie de la région maghrébine qui connait déjà des difficultés économiques et sociales.

Les pays présentent un potentiel important qui devrait leur permettre de rétablir la situation économique et sociale d'avant la crise. Ils peuvent aussi envisager un changement radical en adoptant des programmes de développement durable dans la région.

En effet l'incertitude face à l'avenir représente une belle opportunité pour accélérer la transformation digitale, une des clés du développement durable. Il est un fait que durant la crise Covid-19, les pays du Maghreb ont renforcés l'apprentissage en ligne afin d'assurer la continuité de l'enseignement. Mais cette mesure ne doit pas être provisoire et elle doit s'imposer dans le futur comme priorité du premier ordre. Les pays du Maghreb ont soutenu également toutes les administrations du secteur public et privé qui ont pris le chemin de la transformation numérique, mais cette initiative doit être le début d'un effort plus vaste.

Chapitre 2

Politiques monétaire et budgétaire

Introduction

La majorité des pays maghrébins poursuivent globalement des politiques budgétaires et monétaires saines. A l'instar de la plupart des pays du monde, Les pays du Maghreb ont été fortement affecté par la pandémie de Covid-19. Le coût économique de la pandémie pour le Maghreb est sans précédent et la région continue de lutter contre la pandémie. La plupart des Banques centrales ont pris des dispositions en vue de renforcer le cadre de leur politique monétaire.

Grace à une politique monétaire prudente de la Banque d'Algérie (BA), le niveau de la liquidité bancaire a grimpé de 36.8% (passant de 462 milliards DA à la fin des neuf premiers mois de l'année à 632 milliards DA à la fin 2020). Selon la Banque d'Algérie, cette amélioration est le fruit des mesures de politique monétaire décidées par la BA en matière de baisse du taux des réserves obligatoires, de l'augmentations des seuils de refinancement des titres publics négociables, de l'allongement de la durée du refinancement de 7 jours à un mois et de la satisfaction totale des demandes de refinancement des banques.

De même, la liquidité bancaire de la Banque centrale de Mauritanie a connu également une hausse à la fin de l'année 2020. A cet égard, la BCM a décidé d'augmenter le taux de réserve obligatoire applicable aux banques de 5% à 6% et de maintenir inchangés l'ensemble des autres taux dans le but de stabiliser les prix à la consommation.

Les indicateurs monétaires et budgétaires du Maroc continuent à enregistrer des croissances importantes au cours des deux dernières décennies. Malgré la situation critique liée à l'épidémie de Covid-19, le niveau de l'inflation reste maîtrisable. Le taux directeur reste également stable de 1,5%.

Grâce aux différentes mesures prises par la BCT, Cette année a connu une amélioration des indicateurs monétaires et budgétaires tels que l'augmentation du niveau de la masse monétaire M3 qui a passé de 10% en 2019 à 11,2% en 2020. Selon la BCT, cette légère accélération trouve son origine dans les effets conjugués de la progression des créances nettes sur l'Etat (18,7% contre 12,7%) et des concours à l'économie (9,3% contre 3,6%) à un rythme nettement plus soutenu que celui de 2019.

L'économie libyenne dépend principalement des exportations de gaz et de pétrole. Malgré l'augmentation de la production pétrolière depuis septembre (atteignant 1,2 million de barils par jour en décembre), indique que le solde budgétaire et celui du compte courant de la Libye se sont considérablement détériorés en 2020, avec des déficits correspondant respectivement à 73,8 % du PIB et 59,8 % du PIB (la Banque africaine de développement). Ce redressement reste fragile.

Les banques centrales des pays de l'UMA jouent ainsi un rôle important dans la stabilité du système financier maghrébin. Elles ont été parfois obligées d'adopter des politiques restrictives pour faire face aux conséquences de la pandémie de la COVID-19.

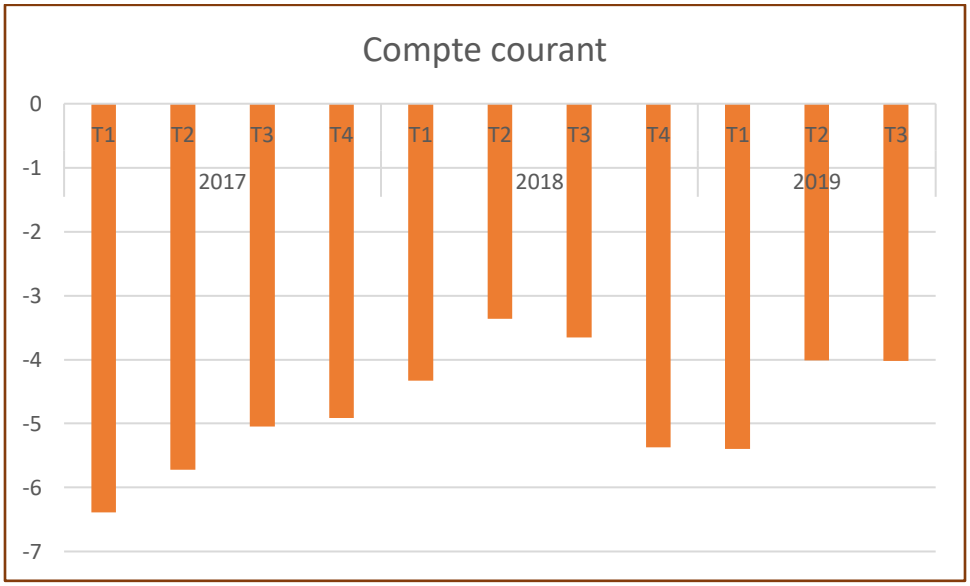
Ce chapitre présente les principales mesures adoptées par les Banques centrales magrébines et les chiffres clés liés à leurs politiques monétaire et budgétaire.

2.1. Algérie

2.1.1. Politique monétaire

- **Compte courant**

Figure 2.1-1 - Compte courant - Algérie



Source : Les auteurs à partir de Datastream

Les grands excédents annuels du compte courant (supérieur à 10% du PIB entre 2005-2012) ont dans le passé permis à l'Algérie d'accumuler d'importantes réserves de change et de réduire sa dette publique. Cependant, un renversement rapide et structurel de l'excédent du compte courant s'est produit à la suite du choc des prix du pétrole en 2014. Les réserves de change qui ont atteint 195 milliards USD en 2013 (environ trois ans de couverture des importations), ont fortement baissé à environ 62 milliards USD (environ 11 mois des importations) en décembre 2019. La forte contraction des exportations d'énergie, en raison de l'épidémie de Covid-19, pèsera sur le secteur extérieur en 2020.

Pour l'impact économique, la loi prévoit 20 milliards USD d'allocations aux chômeurs en raison du COVID, et 11,5 milliards USD pour les transferts aux ménages pauvres. Globalement, afin de s'adapter au nouvel environnement de prix bas du pétrole, la loi de finances complémentaire prévoit une réduction des dépenses courantes et en capital de 5,7% (soit 2,2% du PIB 2019) par rapport à la loi de finances initiale pour 2020.

- **Taux directeur**

Tableau 2.1.1 - Taux du marché monétaire - Algérie

	2017	2018	2019	2020
Taux du marché monétaire	2,99%	-	-	3%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Le 15 mars, la Banque d'Algérie a abaissé le taux des réserves obligatoires de 10% à 8% et son principal taux directeur de 25 points de base à 3,25%.

Le 30 avril, la Banque d'Algérie a annoncé qu'elle abaissait son principal taux directeur de 3,25 à 3%, qu'elle abaissait son ratio de réserves obligatoires de 8% à 6% et qu'elle abaissait les décotes sur les titres publics utilisés dans les opérations de refinancement.

Le 14 septembre, la Banque d'Algérie a annoncé une réduction du taux de réserves obligatoires de 6% à 3% et l'activation des opérations d'Open Market d'un mois.

- **Masse Monétaire**

La situation monétaire en Algérie indique une expansion de la masse monétaire au sens large M2. Selon les données publiées par la Banque d'Algérie, la masse monétaire a significativement évolué de près de 7% en 2020. Conséquence de la crise actuelle, une part importante de la masse monétaire circule en dehors du secteur bancaire officiel, qui atteint 6140.7 milliards de dinars à la fin de l'année 2020.

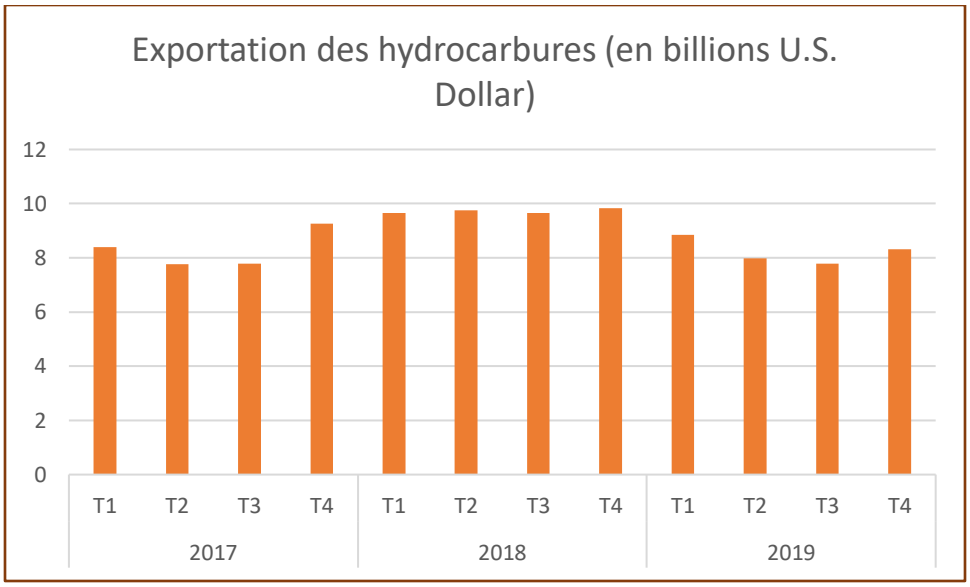
Tableau 2.1.2 - Masse monétaire - Algérie

Année	2019	2020
Masse monétaire (en milliards de dinars algérien)	16 506,6	17 682,7

Source : Les auteurs à partir de la Banque d'Algérie

- **Exportation des hydrocarbures**

Figure 2.1-2 - Exportation des hydrocarbures - Algérie



Source : Les auteurs à partir de Datastream

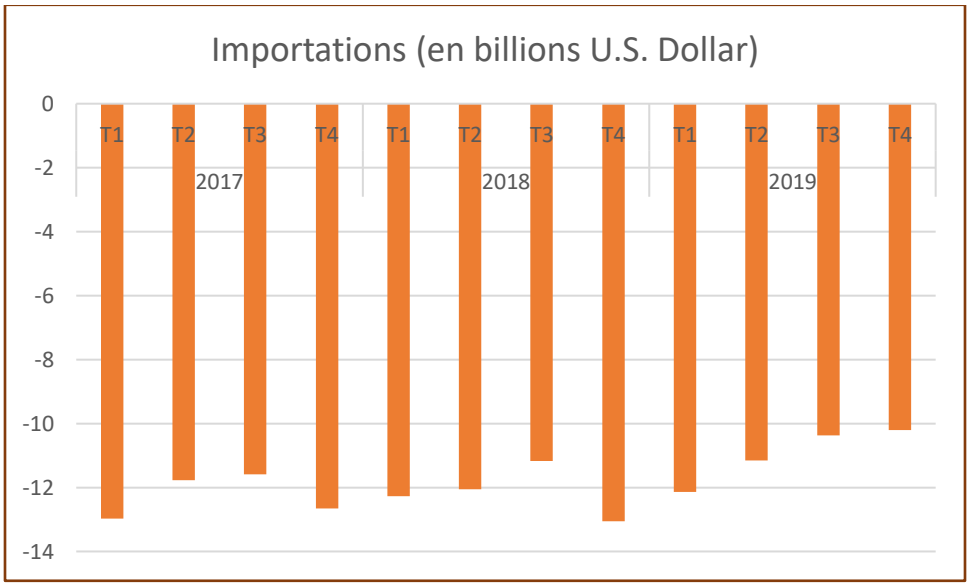
L'économie algérienne est trop dépendante de l'activité des hydrocarbures (pétrole et surtout gaz). La production du secteur représente environ 40% du PIB, 94% des exportations et un tiers des recettes fiscales. Depuis 2014, plusieurs goulots d'étranglement limitent le potentiel de croissance du pays. Par conséquent, la croissance économique n'a généralement pas réussi à rattraper le rythme de la croissance démographique (2% en moyenne). La baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures, la détérioration des infrastructures comme sous-produit du sous-investissement et les inefficacités du modèle économique dirigé par l'État sont les principaux problèmes structurels du modèle économique algérien. Le ralentissement de la consommation privée et le gel des investissements publics en raison de la réduction des dépenses ont également entravé l'activité économique ces dernières années.

L'épidémie de Covid-19 a durement frappé l'économie algérienne alors que la dynamique de croissance était déjà en sourdine. La forte baisse des prix des hydrocarbures et les mesures de distanciation sociale pour contenir la propagation du virus ont fortement pesé sur l'activité. Le FMI prévoit une contraction du PIB de -6,7% en 2020 et une reprise de + 3,4% en 2021 sous l'impulsion d'une hausse des prix des hydrocarbures et d'un effet de rattrapage mécanique.

Les comptes extérieurs de l'Algérie dépendent fortement des ventes de pétrole et de gaz, donc des prix du pétrole déterminés au niveau international. Le pays est le troisième producteur de pétrole en Afrique (après le Nigéria et l'Angola) et ses réserves devraient fournir près de 22 ans d'approvisionnement supplémentaire aux taux d'extraction existants. En outre, les réserves de gaz naturel de l'Algérie sont les dixièmes plus importantes au monde et devraient fournir une production pendant de 54 années supplémentaires.

- **Importations**

Figure 2.1-3 – Importations - Algérie



Source : Les auteurs à partir de Datastream

Suite à la crise du covid-19, les autorités ont annoncé plusieurs mesures visant à réduire la facture d'importation d'au moins 10 milliards USD (6% du PIB). Les autorités ont interdit l'exportation de plusieurs produits, notamment des produits alimentaires, médicaux et d'hygiène. Le 11 octobre 2020, le gouvernement a annoncé qu'une précédente interdiction d'importer des voitures de moins de 3 ans serait maintenue.

- **Mesures de la Banque centrale d'Algérie face au Covid-19**

Des mesures fiscales

Un plan national de relance socio-économique a été discuté lors d'une conférence les 18 et 19 août. Le plan vise entre autres à assurer la sécurité alimentaire et pharmaceutique, à promouvoir un climat des affaires favorable et à favoriser les secteurs à forte valeur ajoutée ainsi que le commerce international et les IDE. Une loi de finances

complémentaire a été promulguée le 4 juin. Elle comprend des provisions d'un montant de 70 milliards de dinars pour atténuer les impacts sanitaires et économiques de la crise du COVID-19. Pour le secteur de la santé, cela comprend 3,7 milliards pour les fournitures médicales, 16,5 milliards pour les primes aux agents de santé et 8,9 milliards pour le développement du secteur de la santé. Pour l'impact économique, la loi prévoit 20 milliards d'allocations aux chômeurs en raison du COVID, et 11,5 milliards pour les transferts aux ménages pauvres. Globalement, afin de s'adapter au nouvel environnement de prix bas du pétrole, la SFL prévoit une réduction des dépenses courantes et en capital de 5,7% (soit 2,2% du PIB 2019) par rapport à la loi de finances initiale pour 2020. En réponse à l'impact économique sur les ménages et les entreprises des mesures de verrouillage, les autorités ont également annoncé que : (i) la déclaration et le paiement des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises ont été reportés sauf pour les grandes entreprises ; et (ii) les délais contractuels seraient assouplis et les pénalités pour les entreprises qui accusent des retards dans l'exécution des marchés publics seraient suspendues.

Des mesures monétaires

Le 15 mars 2020, la Banque d'Algérie a abaissé le taux de réserves obligatoires de 10% à 8% et son principal taux directeur de 25 points de base à 3,25%.

Le 30 avril 2020, la Banque d'Algérie a annoncé qu'elle abaissait son principal taux directeur de 3,25 à 3,00%, qu'elle abaissait son ratio de réserves obligatoires de 8% à 6% et qu'elle abaissait les décotes sur les titres publics utilisés dans les opérations de refinancement.

Le 14 septembre 2020, la Banque d'Algérie a annoncé une réduction du taux de réserves obligatoires de 6% à 3% et l'activation des opérations d'open market d'un mois.

Le 14 octobre 2020, la Banque d'Algérie a annoncé que l'assouplissement des exigences prudentielles pour les banques, annoncé en avril 2020, serait prolongé jusqu'à la fin de l'année.

Le 6 janvier 2021, la Banque d'Algérie a annoncé que l'assouplissement des exigences prudentielles pour les banques, annoncé pour la première fois en avril 2020, serait prolongé jusqu'au 31 mars 2021.

2.1.2. Politique budgétaire

a. Equilibre du budget de l'Etat

- **Déficit budgétaire**

Tableau 2.1.3 - Déficit budgétaire - Algérie

Année	2017	2018	2019	2020
Déficit budgétaire (en % du PIB)	6,40%	7,8 %	5%	15%

Sources : Les auteurs à partir de Datastream

Après le choc des prix du pétrole en 2014, la dette publique est passée rapidement de 8,7% en 2015 à 38,3% en 2018. Parallèlement, le revenu par habitant a commencé à baisser à partir de 2016 et une augmentation spectaculaire de l'inflation (jusqu'à 8%) rodé le pouvoir d'achat des ménages.

Dans ce contexte, le gouvernement a cherché à soutenir les revenus par des mesures de dépenses telles que l'augmentation du salaire minimum et l'introduction d'un allégement fiscal au profit des PME. Pourtant, ces politiques de dépenses actives ont alimenté le déficit budgétaire qui a grimpé à -15,3% du PIB en 2016 (contre -0,4% du PIB en 2013). Le déficit budgétaire avait de nouveau été maîtrisé (-5% du PIB en 2019) grâce à d'importantes réductions des dépenses, en investissement public notamment.

Pourtant, avec l'impulsion des dépenses liées au Covid-19 et à la baisse des hydrocarbures et autres recettes fiscales, le FMI prévoit que le déficit budgétaire atteindra -15% du PIB en 2020. Dans ce contexte, le fonds estime que la dette publique passera à 53% en 2020, bien au-dessus du niveau remarquablement bas de 2015 (8,8% du PIB).

b. Encours de la dette publique

- **Dette extérieure**

Tableau 2.1.4 - Endettement extérieur - Algérie

Année	Dette extérieure publique en % du PIB
2019	2,3%
2020	1,9%

Source : Les auteurs à partir de la Banque Mondiale

À la suite d'importantes pressions sur le remboursement de la dette dans les années 90, une politique active de la dette extérieure a été adoptée pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des emprunts extérieurs. Dans l'ensemble, le niveau de la dette extérieure de l'Algérie est à des niveaux bas (1,9% du PIB en 2020) et de vastes réserves de change (bien que sur une tendance à la baisse) permettent au pays d'amortir les chocs.

2.2. Libye

2.2.1. Politique monétaire

- **Compte courant**

Tableau 2.2.1 - Déficit du compte courant - Libye

Année	2019	2020
Déficit du compte courant en % du PIB	0,3%	59,8%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

La production libyenne de pétrole et de gaz, qui représente près de 60% de la production économique globale et plus de 90% des recettes fiscales et d'exportation, a chuté rapidement à partir du début de 2020.

L'économie libyenne se contracte fortement en raison de la forte baisse des prix du pétrole et de l'effondrement de la production pétrolière de plus de 90% en raison du conflit. Début décembre, la Banque centrale de Libye (CBL) a signalé qu'au cours des dix mois de 2020, le gouvernement avait perdu 11 milliards de dollars de recettes d'exportation de pétrole en raison de l'arrêt de la production et des exportations de pétrole, ainsi que des perturbations des systèmes de paiement.

Selon les estimations du FMI, les exportations de pétrole devraient atteindre un sommet de 13 mois de 1,24 million de barils par jour en décembre 2020. Néanmoins, la baisse des recettes pétrolières pendant la majeure partie de l'année a eu des conséquences néfastes sur l'économie pétrolière et non pétrolière, le déficit du compte courant s'élargissant à 59,8% du PIB en 2020, contre seulement 0,3% en 2019

- **Masse monétaire**

Tableau 2.2.2 – Masse monétaire - Libye

Année	Mars 2020
Masse monétaire (M1) en millions de LYD	110374,1
Masse monétaire (M2) en millions de LYD	113613,1

Source : Les auteurs à partir de la CBL

La masse monétaire a gagné 2% en septembre 2020 par rapport à fin 2019, la monnaie en circulation en dehors des banques diminuant d'environ 870 millions de LYD. Les réserves de change nettes ont diminué, reflétant la baisse des exportations, tandis que le crédit net au gouvernement a augmenté, reflétant l'augmentation du déficit.

- **Balance commerciale**

Tableau 2.2.3 - Balance commerciale - Libye

Année	Mars 2020
Exportations en millions de LYD	38787,9
Importations en millions de LYD	-24034,1
Balance commerciale en millions de LYD	14753,8

Source : Les auteurs à partir de la CBL

Depuis 1963, la Libye a généralement bénéficié d'une balance commerciale favorable. Presque toutes ses exportations sont représentées par du pétrole brut. Les importations se composent d'équipements pour les industries du pétrole et de la construction, de machines agricoles, de biens de consommation et de produits agricoles. Les principaux partenaires d'importation du pays sont la Chine, la Corée du Sud, la Turquie, l'Italie et les pays voisins, l'Égypte et la Tunisie. Les exportations, presque entièrement du pétrole, vont généralement vers l'Italie, l'Égypte, d'autres pays de l'Union européenne et les États-Unis.

2.2.2. Politique budgétaire

- **Dépenses**

Tableau 2.2.4 – Dépenses - Libye

Année	2019	2020
Dépenses en milliards de LYD	44,16	36,2

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Le gouvernement a réduit ses propres dépenses de 22% par rapport à 2019 à 36,2 milliards de LYD, avec une réduction considérable des employés du secteur public. Les salaires et traitements représentent environ 60% du budget du gouvernement libyen, l'un des plus élevés.

- **Ressources du Budget**

Tableau 2.2.5 – Recette pétrolière - Libye

Année	2019	2020
Recettes pétrolières (Md USD)	22,4 (-92,2%)	1,7

Source : Les auteurs à partir de la BCL

Les revenus de la Libye provenant du pétrole et du gaz ont chuté de 92% en 2020. La banque centrale de Tripoli a déclaré que les revenus pour 2020 ont chuté à 652 millions de dollars contre 7,04 milliards de dollars en 2019.

- **Solde budgétaire**

Tableau 2.2.6 – Solde budgétaire - Libye

Année	2019	2020
Solde budgétaire (% du PIB)	9,9%	-59,3%

Source : Les auteurs à partir de la Banque Mondiale

Le solde budgétaire de la Libye s'est considérablement détérioré en 2020 pour atteindre 59,3% du PIB.

- **Mesures de la Banque centrale de Libye face au Covid-19**

Des mesures fiscales

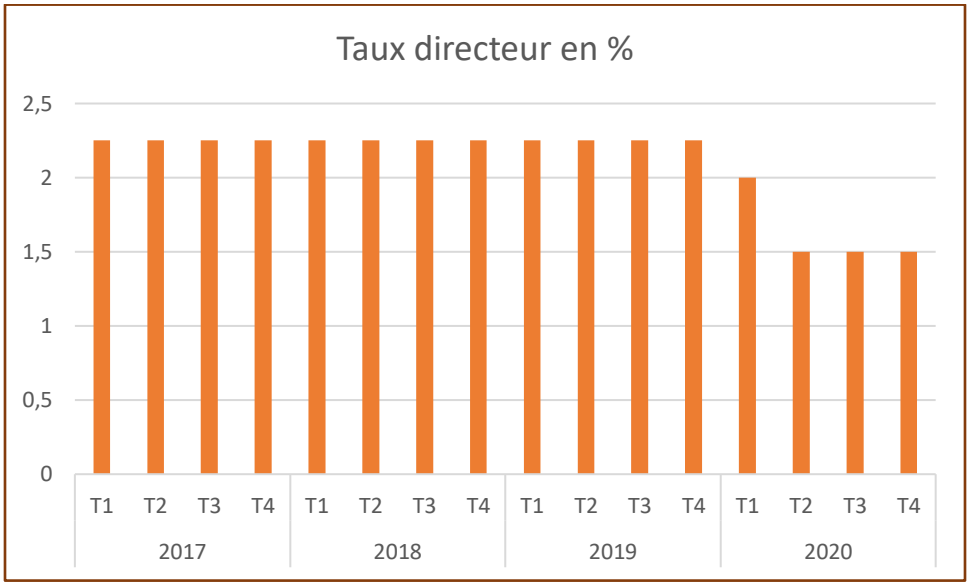
Au printemps 2020, le gouvernement d'accord national (GNA) a annoncé un paquet initial de 500 millions de LD (environ 1% du PIB) en dépenses d'urgence liées au COVID-19. Début janvier 2021, la CBL a déclaré qu'en 2020, le montant total réel des fonds dépensés pour lutter contre la pandémie de coronavirus avait atteint environ 1,3 milliard de LD. Dans un effort pour protéger les réserves en déclin, à la mi-avril, le GNA a annoncé une réduction des salaires de 20% pour les fonctionnaires.

2.3. Maroc

2.3.1. Politique monétaire

- **Taux directeur**

Tableau 2.3.1 - Taux directeur - Maroc

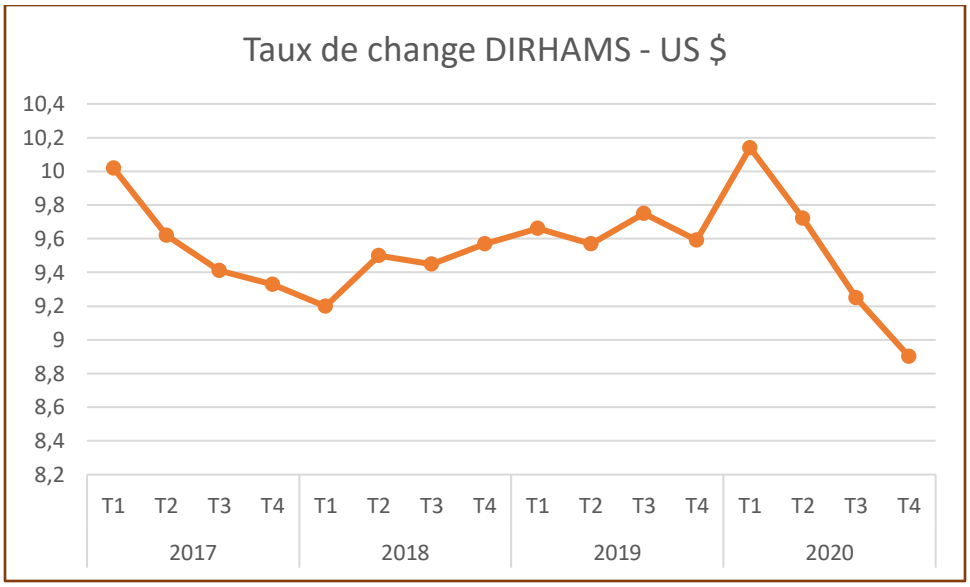


Source : Les auteurs à partir de Datastream

Le Maroc a réduit son taux directeur à 1,5% et débloqué 3,3 milliards de dollars pour lutter contre le coronavirus. Le Royaume a également mis en place un comité de veille économique (Comité de Veille Economique (CVE) pour examiner la situation économique du Maroc face à la crise du coronavirus et prendre les mesures appropriées. La CVE a déjà pris certaines mesures liées à la fiscalité, à l'emploi et à la relance de l'économie.

- **Taux de change**

Figure 2.3-1 - Taux de change - Maroc



Source : Les auteurs à partir de Datastream

La stabilité politique du Maroc, ainsi que les réformes des politiques structurelles et macroéconomiques, ont amélioré l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers. Notamment, la banque centrale marocaine a entrepris avec succès la flexibilisation progressive du régime de change (élargissement de la bande de change de 5%) depuis 2018. Alors que le pays est revenu avec succès sur les marchés financiers en 2019, les conditions de financement extérieur se sont considérablement resserrées dans un contexte d'incertitude en 2020. En avril 2020, le Maroc a fait appel à la ligne de précaution et de liquidité du FMI (environ 3 milliards de dollars) pour reconstituer les tampons externes et faire face à l'impact économique de Covid-19.

Dans le cadre d'une transition graduelle et ordonnée vers un régime de taux de change plus flexible, les autorités ont élargi la fourchette de fluctuation du dirham à +/- 5% (contre +/- 2,5%) le 6 mars 2020.

Le 7 avril 2020, les autorités marocaines ont acheté toutes les ressources disponibles (environ 3 milliards de dollars américains ou 240% de la quote-part et environ 3% du PIB) dans le cadre de la ligne de précaution et de liquidité (PLL). Cet achat aidera les autorités à limiter l'impact social et économique de la pandémie COVID-19 et permettra au Maroc de maintenir un niveau adéquat de réserves officielles pour atténuer les pressions sur la balance des paiements.

- **Masse Monétaire**

En septembre 2020, la masse monétaire a continué sa progression pour atteindre 1160 milliards de dirham contre 995 milliards de dirham deux années en avant. Cette évolution a été marquée par la forte progression de la circulation fiduciaire qui a augmenté de 50,4 milliards de dirhams contre 16,6 milliards de dirham en 2019 et 14,2 milliards de dirham en moyenne durant les cinq dernières années. Elle a également été marquée par l'expansion de 62,3 milliards de dirhams des dépôts à vue, soit le double du rythme moyen depuis 2015 (Banque Al Maghreb, 2020).

Tableau 2.3.2 - Masse monétaire M2 - Maroc

Année	Sep. 2018	Sep. 2019	Sep. 2020
M2 (en milliard de dirham)	995,7	1044,1	1160,9

Source : Les auteurs à partir de Banque Al Maghreb

- **Mesures de la BAM face au Covid-19**

Des mesures fiscales

Les autorités ont créé un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie, d'environ 3% du PIB financé par le gouvernement et par des contributions volontaires d'entités publiques et privées qui seront déductibles d'impôt. Ce fonds couvre les coûts de mise à niveau des installations médicales et de soutien aux entreprises et aux ménages touchés par la pandémie. Les entreprises de moins de 500 salariés temporairement inactifs et connaissant une réduction de leur chiffre d'affaires de plus de 50% ont été autorisées à reporter les cotisations sociales au 30 juin. Leurs salariés, temporairement sans emploi et inscrits à la caisse de retraite, percevaient 2000 dirhams par mois et ont été autorisés à reporter le remboursement de la dette au 30 juin. En avril 2020, près d'un million de travailleurs de 134 000 entreprises étaient éligibles à ces transferts. Les entreprises et les ménages peuvent également reporter le paiement de l'impôt sur le revenu jusqu'au 30 septembre 2020. De plus, le gouvernement a décidé d'accélérer le paiement de ses fournisseurs pour soutenir les entreprises. Le gouvernement a étendu les transferts sociaux aux salariés temporairement sans emploi et a encore reporté les paiements de cotisations sociales pour certains secteurs (y compris le tourisme) jusqu'à fin mars 2021.

Le gouvernement a également pris des mesures pour soutenir les ménages travaillant dans le secteur informel. Les ménages bénéficiant de l'assurance maladie non contributive (RAMED) ont reçu un paiement mobile mensuel de 800-1200 DRH (USD 80-120) à partir du mois d'avril, en fonction de la composition des ménages. Les autres

ménages qui ne bénéficient pas du RAMED peuvent demander une aide en espèces en s'inscrivant en ligne. En avril, 85% des ménages éligibles du secteur informel étaient couverts. Le gouvernement a reporté la date limite de dépôt de l'impôt sur le revenu des particuliers de fin avril à fin juin 2020 et a accordé une exonération fiscale pour les compensations supplémentaires versées par les entreprises aux employés du secteur formel jusqu'à une limite de 50% du salaire mensuel net moyen. Un décret-loi adopté le 6 avril 2020 autorise le gouvernement à augmenter les emprunts extérieurs au-delà du plafond approuvé dans la loi de finances 2020.

Le 6 août 2020, les autorités ont annoncé un plan pour soutenir la reprise économique et les niveaux d'emploi. Le plan prévoit la mobilisation de 120 milliards de DRH, principalement sous la forme de garanties de crédit aux entreprises et de financement pour un « Fonds d'investissement stratégique » nouvellement créé.

Des mesures monétaires

La Banque Centrale a réduit le taux directeur de 75 points de base à un niveau historiquement bas de 1,5% depuis mars 2020. Pour soutenir les entreprises, les paiements de prêts sont suspendus pour les petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants jusqu'au 30 juin. Pour réduire la volatilité, l'Autorité du marché des capitaux a décidé de réviser à la baisse les seuils maximaux de variation applicables aux instruments financiers cotés à la Bourse de Casablanca.

Compte tenu de la demande croissante de soutien de liquidité dans le système bancaire (à la fois en DRH et en EUR / USD), Bank al-Maghrib a opté pour une approche en trois volets pour augmenter la fourniture de liquidités au secteur bancaire: (i) élargir la gamme de garanties acceptées pour les pensions et les garanties de crédit pour inclure les instruments de dette publique et privée (y compris les prêts hypothécaires), (ii) augmenter et allonger les opérations de refinancement de la banque centrale pour soutenir le crédit bancaire aux PME, et (iii) fournir des swaps de change aux banques nationales. En outre, Bank al-Maghrib a décidé de ramener les réserves obligatoires à zéro (de 2 %) pour augmenter la fourniture de liquidités et pour faciliter le refinancement de la contribution des banques aux institutions de microcrédit et aux coopératives de crédit.

Le 29 mars 2020, la Banque Centrale a décidé les mesures prudentielles et réglementaires suivantes pour soutenir le secteur bancaire : (i) les banques sont autorisées à descendre en dessous du ratio de couverture de liquidité (LCR) de 100% jusqu'à fin juin 2019 ; ii) Les conditions de provisionnement sont suspendues pour les prêts bénéficiant d'un moratoire temporaire sur les paiements jusqu'à fin juin 2019 ; (iii) Le coussin de

conservation du capital (CCB) est réduit de 50 points pendant un an. En outre, la banque centrale a appelé les banques à suspendre les paiements de dividendes pour l'exercice 2019. En février 2021, la banque centrale a prolongé la réduction du coussin de conservation des fonds propres jusqu'en juin 2022.

Le 24 avril 2020, le contrôleur des assurances marocain a assoupli certaines exigences de provisionnement pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur le secteur de l'assurance.

En outre, le Maroc a mis en place une facilité de financement pour les prêts (Damane Oxygène) qui accorde des prêts aux PME à des taux d'intérêt bonifiés avec une garantie de 95% du Fonds central de garantie. Le 15 mai, ce programme a été prolongé jusqu'à fin 2020 et les exigences de garantie ont été supprimées pour améliorer l'accès des PME. Quelques 50000 entreprises ont bénéficié de cette facilité, pour un encours total de 1,6% du PIB.

En outre, le gouvernement accordera un prêt sans intérêt d'un montant maximal de 15000 dirhams aux travailleurs indépendants, avec une période de remboursement de trois ans et une période de grâce d'un an. Le gouvernement a également annulé les intérêts capitalisés sur les prêts hypothécaires (jusqu'à 3000 DRH par mois) et les prêts à la consommation (jusqu'à 1500 DRH par mois) accumulés de mars à juin 2020 pour tous les ménages subissant des pertes de revenus.

Le 21 mai 2020, le gouvernement a annoncé une facilité post-crise (Damane Relance) pour soutenir les entreprises qui fourniront un financement pour couvrir les besoins en fonds de roulement à un taux d'intérêt subventionné (avec un taux d'intérêt maximum de 4%). Une garantie souveraine de 95% sera fournie aux PME, pour un équivalent allant jusqu'à 10% du chiffre d'affaires annuel. Les grandes entreprises bénéficieront d'une garantie souveraine de 80 à 90% de l'encours du prêt, qui sera plafonnée à un mois de chiffre d'affaires pour la plupart des secteurs. Les entreprises auront 7 ans pour rembourser avec une période de grâce de 2 ans. En outre, le gouvernement garantira le prêt des entreprises publiques qui sera fourni par les banques exclusivement pour rembourser leurs fournisseurs. À la fin du mois d'octobre, les banques ont accordé des prêts d'une valeur d'environ 2,5% du PIB à environ 25 000 entreprises dans le cadre de cette facilité. Le 5 octobre, le gouvernement a lancé une nouvelle facilité de financement des sociétés immobilières (Damane Relance Promotion Immobilière). Le 6 janvier 2021, le gouvernement a prolongé l'installation de Damane Relance jusqu'à fin mars 2021.

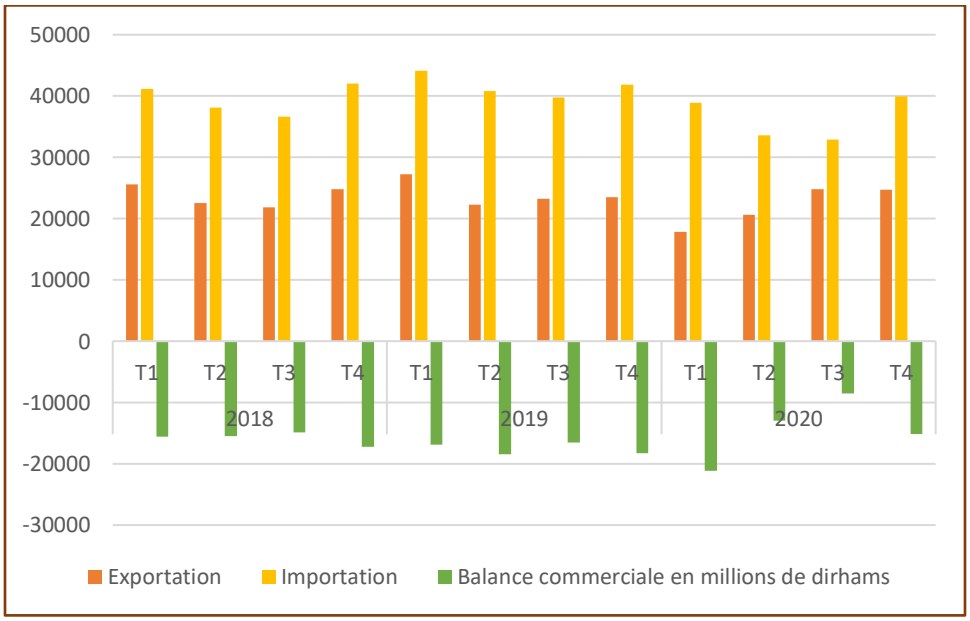
2.3.2. Politique budgétaire

a. Equilibre du budget de l'Etat

- **Balance courante**

Au niveau des échanges extérieurs, les données du premier trimestre montrent que tant les importations que les exportations ont connu une baisse en glissement annuel. En effet, le déficit de la balance commerciale s'est creusé pour s'établir à 21122 millions de dirhams contre 16 847 millions de dirhams lors de la même période de l'année dernière. Selon les données publiées par la revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière, le recul des exportations a concerné l'ensemble des secteurs, avec en particulier des replis des ventes de 26,3% pour le textile et cuir, de 23,3% pour l'automobile et de 5,6% pour les phosphates et dérivés. Pour sa part, la diminution des importations reflète essentiellement l'allégement de 33,7% de la facture énergétique et des reculs de 23,1% des achats de produits finis de consommation et de 18,1% de ceux des biens d'équipement.
Lors du quatrième trimestre, avec la reprise de l'activité économique après le confinement, les importations et les exportations se sont améliorées contribuant à l'amélioration du déficit de la balance courante.

Figure 2.3-2 - Balance commerciale - Maroc



Source : Les auteurs à partir de l'Office des Changes

- **Déficit budgétaire**

Tableau 2.3.3 - Déficit budgétaire - Maroc

Année	Déficit budgétaire (en % du PIB)
2017	3,50%
2018	3,70%
2019	4,10%
2020	5,6%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Les dépenses courantes de santé et de protection sociale ont fortement augmenté afin de contrebalancer les effets de la pandémie, interrompant ainsi les efforts d'assainissement budgétaire entrepris par le gouvernement national ces dernières années. Avec la baisse des revenus (les revenus ordinaires nets ont perdu 10,5% en glissement annuel au premier semestre 2020), le déficit budgétaire a été estimé par le FMI à 5,6% en 2020. De même, le ratio dette sur PIB a grimpé à 76,9% en 2020 (contre 65,8% en 2019).

La baisse des prix du pétrole était une bonne nouvelle pour les importations marocaines, mais cela n'a compensé que partiellement l'impact économique négatif du Covid-19. Le déficit budgétaire et courant du Maroc devrait se creuser en 2020 pour atteindre respectivement -8,9% et -8,2%. Le soutien du gouvernement à la lutte contre la pandémie devrait augmenter la dette publique en 2020 (66,8% du PIB) et ne diminuera probablement qu'après 2024.

Tous les secteurs ont été touché par la crise de Covid-19.

- **Secteur agricole**

À l'exception des industries extractives, toutes les industries du secteur secondaire ont connu une baisse de la valeur ajoutée, de même que pour le secteur agricole et tertiaire (en particulier le tourisme et les activités connexes).

Compte tenu de la richesse du sol marocain, l'économie est dominée par le secteur agricole. Ce secteur emploie près de 34% de la population active et contribue à 11,4% du PIB (Banque mondiale, 2019).

Ces dernières années, le gouvernement s'est concentré sur ce secteur, à travers son « Plan Maroc Vert » et le Fonds de Développement Agricole. Pour confirmer encore cette orientation, le budget 2021 du ministère de l'Agriculture a été augmenté de 14% (à 14,8 milliards de dirhams). Néanmoins, le secteur a été gravement touché en 2020 par

l'épidémie de la pandémie COVID-19, ainsi que par un hiver anormalement sec. En conséquence, la production finale des trois principales céréales (blé tendre, blé dur, orge) a diminué de 39% par rapport à l'année précédente (selon la direction de la stratégie et des statistiques du ministère de l'Agriculture). La baisse de la valeur ajoutée globale du secteur agricole est estimée à 5,8% en 2020.

Globalement, le Maroc reste également très vulnérable à la volatilité du secteur agricole (15% de la production et 20% des exportations). 2020 a été une année moyenne de production, avec 52 millions de quintaux.

- **Secteurs du tourisme et de l'automobile**

En 2019, le secteur de l'automobile s'est stabilisé en conséquence directe des difficultés de l'industrie automobile européenne. À l'inverse**,** l'industrie du tourisme a livré des résultats positifs, grâce aux entrées de nouveaux marchés, dont la Chine (le nombre total de visiteurs a augmenté de 8,2% en 2019). En 2020, la contraction sans précédent des secteurs du tourisme et de l'automobile due à Covid-19 sera les principaux moteurs de la récession.

En 2021, le FMI prévoit une croissance de l'économie marocaine de + 5% grâce à la normalisation des cultures céréalières, la reprise des projets d'infrastructure, l'expansion du secteur manufacturier et la reprise progressive de la demande mondiale et de l'activité touristique.

b. Encours de la dette publique

Tableau 2.3.4 – Dettes - Maroc

Année	2018	2019	2020
Dette extérieure du Trésor (en milliards de dirhams)	148,0	161,5	199,5
Dette intérieure du Trésor (en milliards de dirhams)	574,6	585,7	632,9
Encours de la dette directe (en milliards de dirhams)	692,3	722,6	747,2

Source : Les auteurs à partir des données de la BAM

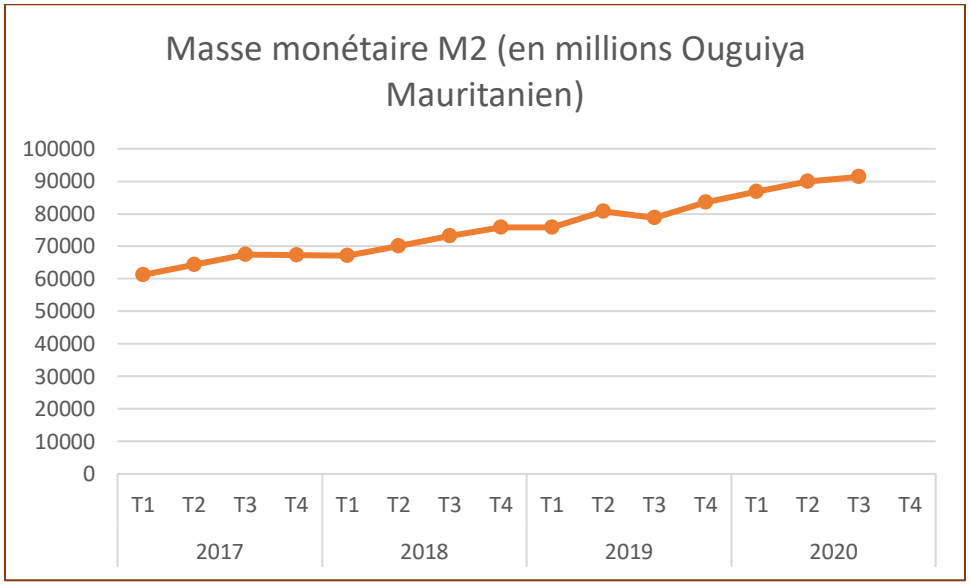
L'encours de la dette publique directe s'est progressé de 11.4 % par rapport à son niveau en 2019, avec une hausse de 8,1% de sa composante intérieure et de 23,5% de celle extérieure.

2.4. Mauritanie

2.4.1. Politique monétaire

- **Masse monétaire**

Figure 2.4-1 - Masse monétaire - Mauritanie



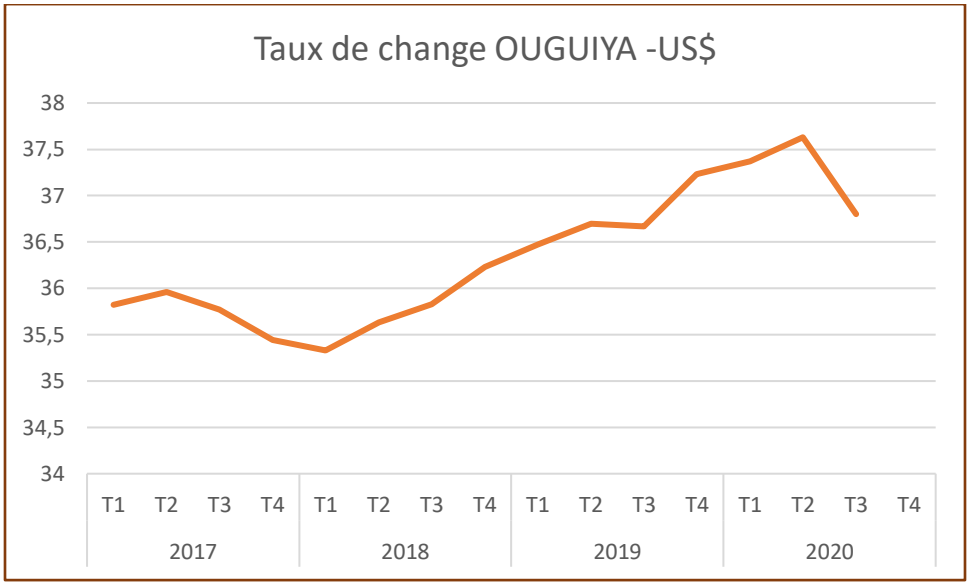
Source : Les auteurs à partir de Datastream

Malgré une expansion monétaire importante soutenue par des politiques accommodantes et des entrées étrangères, le crédit à l'économie a ralenti.

La masse monétaire en Mauritanie a connu une expansion de plus de 100 000 millions de MRU en 2020. La croissance de la masse monétaire au sens large s'est accélérée à 21% en glissement annuel en décembre en raison de la forte accumulation d'actifs extérieurs nets par les banques et la banque centrale (BCM) et des achats d'or artisanal non stérilisés par la BCM. Pour absorber une partie de l'excès de liquidité, la BCM a repris ses opérations d'absorption de liquidité sur 7 jours et a reculé le ratio de réserves obligatoires à 6% en décembre, après l'avoir réduit de 7% à 5% en mars.

- **Taux de change**

Figure 2.4-2 - Taux de change - Mauritanie



Source : Les auteurs à partir de Datastream

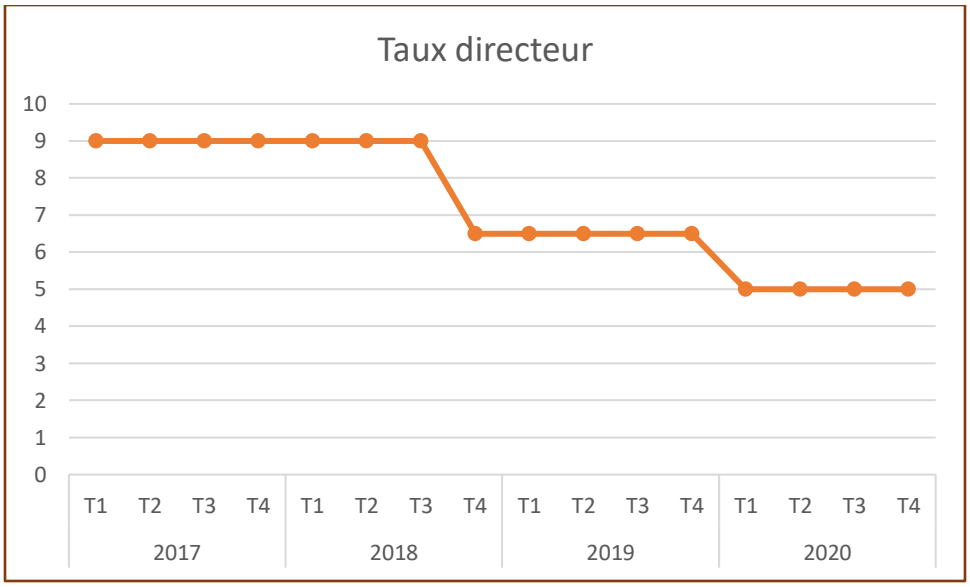
Les autorités ont continué de maintenir une bande rampante étroite avec le dollar américain. En conséquence, le TCER[2] a culminé en mai, avant de baisser en raison de sa dépréciation. En décembre 2020, le taux de change s'était apprécié par rapport au dollar américain de 2,3% en glissement annuel en termes réels (2,7% en termes nominaux) et s'était déprécié vis-à-vis de l'euro de 8,2% en glissement annuel en termes réels (6,3% en termes nominaux).

Les termes de l'échange ont continué de s'améliorer fortement en 2020, en raison d'une hausse soutenue des prix du minerai de fer et de l'or accompagnée d'une baisse des prix du pétrole.

[2] Taux de change effectif réel

- **Taux directeur**

Figure 2.4-3 - Taux directeur - Mauritanie



Source : Les auteurs à partir de Datastream

La banque centrale a pris des mesures pour assouplir les conditions de liquidité et soutenir le financement de l'économie, notamment : une réduction du taux directeur de 6,5% à 5% ; et une réduction du taux de prêt marginal de 9 % à 6,5 %.

- **Mesures de la Banque Centrale de Mauritanie face au Covid-19**

Des mesures fiscales

Le gouvernement a annoncé le 25 mars la création d'un fonds d'urgence d'environ 80 millions de dollars (1,1% du PIB) pour les achats urgents de fournitures et d'équipements médicaux ; subventions à 30000 ménages pauvres ; et un soutien financier aux petites entreprises individuelles. Il a également supprimé les droits de douane et les taxes sur les importations de biens essentiels et a indiqué qu'il prendrait des mesures supplémentaires à mesure que davantage de ressources seraient mobilisées.

Le 6 mai 2020, le gouvernement a approuvé un budget supplémentaire comprenant des dépenses supplémentaires pour la santé, les fournitures médicales, la protection sociale, le soutien aux PME, les stocks de denrées alimentaires et les dépenses liées à la sécurité pour faire face à la pandémie (environ 260 millions de dollars, environ 3,9% du PIB).

Pour aider à fournir des ressources essentielles aux programmes de santé et de protection sociale, le Conseil du FMI a accordé le 23 avril 2020 à la Mauritanie un financement

d'urgence de 95,68 millions de DTS (environ 130 millions de dollars) au titre de la facilité de crédit rapide.

Le sixième et dernier examen du programme gouvernemental soutenu par la facilité élargie de crédit du FMI a été achevée le 3 mars 2021, rendant disponible un décaissement final de 16,56 millions de DTS (environ 23,5 millions de dollars), en plus du décaissement de 36,8 millions de DTS (environ 52,2 millions de dollars) le 2 septembre 2020 à l'achèvement du cinquième examen. Le pays a obtenu un financement d'environ 95 millions de dollars au titre de l'Initiative de suspension du service de la dette et est en train d'obtenir de nouveaux le DSSI. Il a lancé un appel aux partenaires de développement pour un financement supplémentaire et un allégement de la dette.

Des mesures monétaires

La banque centrale a pris des mesures pour assouplir les conditions de liquidité et soutenir le financement de l'économie, notamment : une réduction du taux directeur de 6,5% à 5% ; une réduction du taux de prêt marginal de 9 % à 6,5 % ; et une réduction des réserves obligatoires des banques de 7% à 5%. Ce dernier a été ramené à 6% en décembre 2020.

2.4.2. Politique budgétaire

a. Equilibre du budget de l'Etat

- **Compte courant**

Tableau 2.4.1 - Déficit du compte courant - Mauritanie

Années	2018	2019	2020
Déficit du compte courant en % du PIB	8,6%	3,8%	3,3%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Les développements extérieurs ont été plus forts que prévu en raison de la vigueur des exportations de minerai de fer et d'or et des décaissements importants des donateurs.

Les prix du minerai de fer ont atteint des niveaux records à la fin de 2020 en raison de la forte demande mondiale et des goulots d'étranglement de l'offre. Les exportations élevées de produits de base ont compensé la forte baisse des exportations de pêche qui, conjuguée à la faiblesse des importations en raison du ralentissement intérieur, s'est traduite par un déficit du compte courant plus faible que prévu. Les décaissements importants des bailleurs de fonds et la suspension du service de la dette ont soutenu le

résultat favorable du commerce et ont poussé les réserves internationales brutes à 1 542 millions de dollars à la fin de 2020 (5,9 mois d'importations non extractives), en hausse de 407 millions de dollars sur l'année.

Les termes de l'échange se sont améliorés d'environ 21 pour cent en 2019, entraînant une augmentation des exportations de 22%, tandis que les importations (à l'exclusion des importations de capitaux financées sur l'extérieur des secteurs extractifs) n'ont augmenté que de 6 pour cent en raison de l'augmentation des importations de produits alimentaires. En conséquence, le déficit du compte courant est passé de 8,6% du PIB en 2018 à 3,8% du PIB en 2019 (à l'exclusion des importations de capitaux financées sur l'extérieur des secteurs extractifs, qui sont neutres en termes de réserves).

La production de minerai de fer et d'or a pu surmonter les défis opérationnels posés par la pandémie et la valeur des exportations de matières premières minérales a fortement augmenté. En conséquence, et malgré une mauvaise performance des exportations de produits de la pêche, le déficit du compte courant (hors importations de capitaux financées sur l'extérieur des secteurs extractifs) sera probablement tombé à 3,3% du PIB en 2020, contre 3,8% du PIB en 2019.

- **Solde budgétaire**

Tableau 2.4.2 - Solde budgétaire - Mauritanie

Année	Solde budgétaire en % du PIB
2017	- 0,04%
2018	3,2 %
2019	2,1 %
2020	1,3%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Le ralentissement économique et les mesures de confinement ont affecté à la fois les revenus et l'exécution du budget malgré une accélération au quatrième trimestre 2020, se traduisant dans l'ensemble par un excédent budgétaire.

Les dépenses sociales, en particulier, ont augmenté au quatrième trimestre et se sont avérées 50% supérieures à celles de 2019. Dans l'ensemble, avec des recettes plus importantes que prévu et une exécution inférieure à celle autorisée par le budget supplémentaire de mai, le budget a dégagé un excédent primaire considérable de 1,3% du PIB.

- **Réserves**

Tableau 2.4.3 – Réserves - Mauritanie

Année	2019	2020
Réserves en millions de dollars	1136	1542
Réserves en mois d'importations	5,8	6,1

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Une réduction des réserves obligatoires des banques de 7% à 5%. Ce dernier a été ramené à 6% en décembre 2020.

Malgré une faible inflation, la BCM a augmenté de manière préventive les réserves obligatoires et a mené des opérations de gestion de liquidité pour absorber l'excès de liquidité, ce qui pourrait entraîner une hausse des prix.

Une forte augmentation des réserves officielles qui ont atteint 1 542 millions de dollars (6,1 mois d'importations non extractives) à fin décembre 2020, contre 1 136 millions de dollars (5,8 mois) à fin décembre 2019 (et 824 millions de dollars à fin 2016).

b. Encours de la dette publique

Tableau 2.4.4 – Encours de la dette extérieure - Mauritanie

Année	2019	2020
Encours de la dette extérieure (en millions USD)	4,131	4,342

Source : Les auteurs à partir des données de la BCM

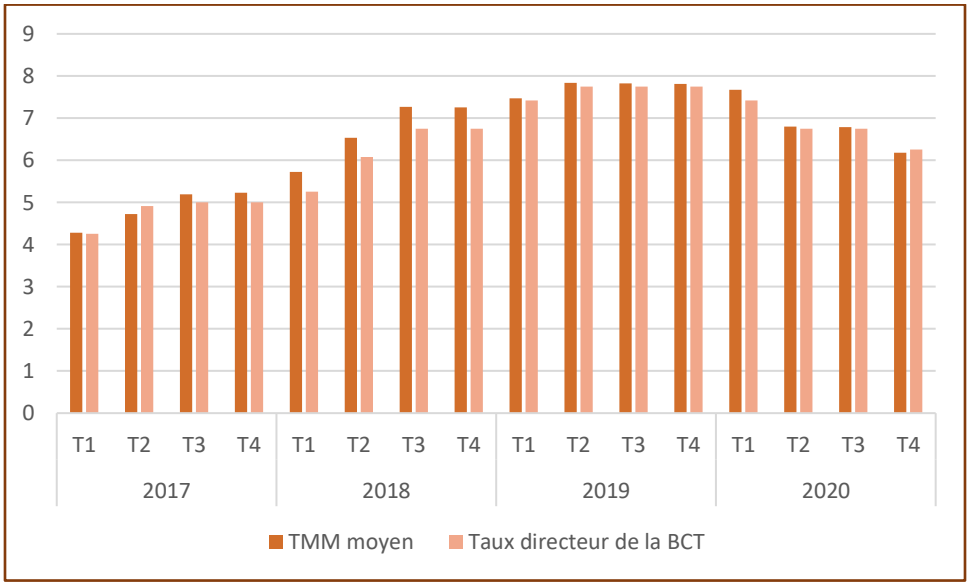
L'encours de la dette extérieure de la Mauritanie est évalué à 4,342 millions USD en 2020, soit 53,1% du PIB contre 4,131 millions USD (soit 52,1% du PIB) en 2019, enregistrant ainsi une augmentation de 5%. Cette évolution s'explique principalement en termes de flux nets par les nouveaux tirages qui se sont établis à 360 USD millions et par le paiement du service de la dette en principal de 217,6 millions USD.

2.5. Tunisie

2.5.1. Politique monétaire

- **Taux directeur**

Figure 2.5-1 - Taux directeur - Tunisie

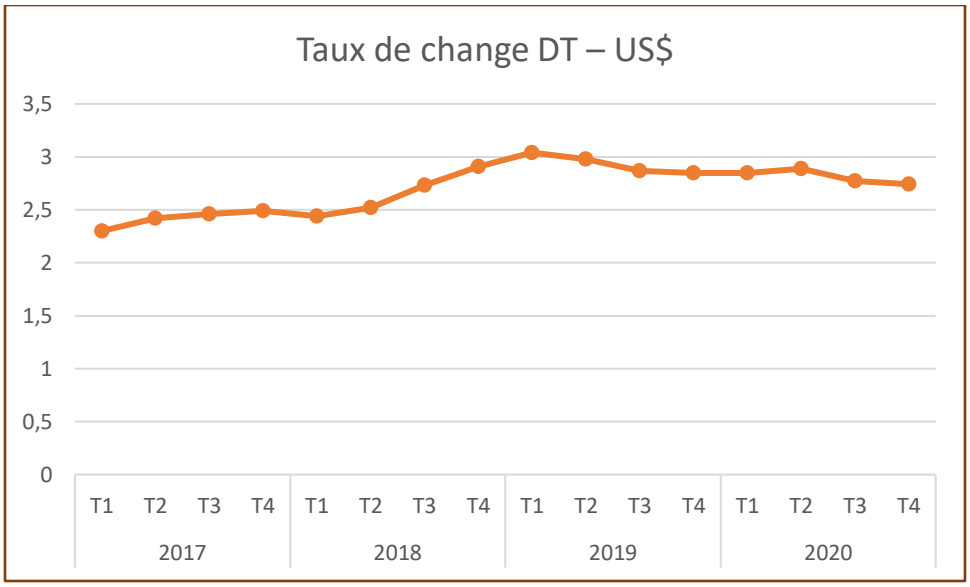


Source : Les auteurs à partir de Datastream

Suite à la crise de Covid-19, la Banque centrale de Tunisie (BCT) a abaissé son taux directeur à deux reprises de 100 et 50 points en mars et octobre, respectivement, (pour atteindre 6,25%) et a pris des mesures réglementaires accommodantes. La BCT a également demandé aux banques de différer temporairement les paiements sur les prêts (y compris le secteur du tourisme), a suspendu les frais pour les paiements électroniques et les retraits, a reporté la date limite de distribution des dividendes pour les banques et a accordé aux banques dépassant le ratio maximum prêt / dépôt plus de temps pour l'atteindre. Certaines de ces mesures ont été prolongées jusqu'en 2021.

- **Taux de change**

Figure 2.5-2 - Taux de change - Tunisie



Source : Les auteurs à partir de Datastream

Le taux de change du dinar a connu en 2020 une correction de sa trajectoire descendante depuis 2017, avec une appréciation de près 5% face au dollar, par rapport à la fin de l'année 2019.

- **Masse Monétaire**

La masse monétaire a connu, durant l'année 2020, une accélération, atteignant plus de 85500000 milliers de dinars. Cette évolution trouve son origine dans les effets conjugués de la progression des créances nettes sur l'Etat et des concours à l'économie à un rythme nettement plus soutenu que celui de 2019, alors que les créances nettes sur l'extérieur ont accusé une nette décélération (BCT, 2020).

Tableau 2.5.1 – Masse Monétaire - Tunisie

Année	Déc. 2018	Déc. 2019	Nov. 2020
Masse Monétaire (en milliers de dinars)	70 148 348	77 879 682	85 512 553

Source : Statistiques Financières

- **Crédits à l'économie**

L'encours des crédits accordés à l'économie a continué de progresser et il a été estimé à la date de novembre 2020, à 90 449 655 millions de dinars. Cette évolution s'explique par le report du remboursement des crédits bancaires pour une période oscillant entre 3 et 6 décidé par les autorités publiques pour soutenir l'activité économique du secteur privé durant la crise sanitaire. En particulier, selon les données publiées par la BCT, les crédits accordés aux professionnels au cours de l'année 2020, ont augmenté (+4.937 MDT contre +2.083 MDT en 2019) ayant bénéficié aux secteurs des services (+4.011 MDT contre +1.830 MDT), de l'industrie (+745 MDT contre +84 MDT) et à celui de l'agriculture et de pêche (+180 MDT contre +168 MDT). Parallèlement ceux profitant aux particuliers se sont inscrits en hausse (+1.420 MDT contre +160 MDT).

Tableau 2.5.2 - Crédits à l'économie - Tunisie

Année	Déc. 2018	Déc. 2019	Déc. 2020
Crédits à l'économie (en milliers de dinars)	80 213 105	85 915 764	91 885 199

Source : Les auteurs à partir de la BCT

- **Mesures de la BCT face au Covid-19**

Des mesures fiscales

Un plan d'urgence de 2,6 milliards TND (2,3% du PIB) a été annoncé le 21 mars 2020. Une partie de celui-ci était des mesures fiscales directes incluses dans le budget 2020 puis prorogées dans le budget 2021. Les mesures fiscales comprennent des contributions de solidarité pour financer la réponse liée au Covid-19 et des mesures pour fournir des ressources financières aux secteurs touchés. Les autorités ont mis en place un fonds dédié Covid-19 (« Fonds 1818 ») financé par des contributions volontaires, retenu un jour de salaire à tous les agents économiques, augmenté le taux d'imposition des intérêts des dépôts bancaires et introduit une surtaxe exceptionnelle de 2% sur les bénéfices sur les sociétés financières pour 2020-2021. Pour soutenir les entreprises concernées, les autorités ont accéléré les remboursements de TVA, rééchelonné les remboursements d'arriérés d'impôts et suspendu temporairement certaines pénalités. Les mesures de dépenses ont fourni un financement supplémentaire pour le secteur de la santé (pour l'achat de fournitures médicales et la création d'unités Covid-19 spécialisées dans les hôpitaux); soutenu les entreprises et les secteurs concernés, comme le tourisme, par une bonification d'intérêt sur les prêts à l'investissement; les chômeurs et les travailleurs

indépendants soutenus; élargissement des transferts directs en espèces aux ménages à faible revenu; et reconstitué les stocks alimentaires stratégiques.

Les mesures fiscales indirectes comprennent un mécanisme de remboursement de garantie pour les nouveaux crédits aux entreprises concernées, et plusieurs fonds hors budget pour financer les entreprises des secteurs prioritaires et se procurer des équipements médicaux (le financement de ces derniers étant assuré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et l'institution financière du secteur public).

La loi de finances 2021 comprend des mesures supplémentaires pour soutenir les entreprises et les secteurs les plus touchés, en particulier le tourisme, y compris une extension du régime de garantie de l'État jusqu'à la fin de 2021, l'exonération du paiement de l'IS en 2021 et un soutien aux chômeurs temporaires en raison de la choc COVID-19.

Des mesures monétaires

La BCT a réduit son taux directeur en deux étapes de 125 points de base cumulés en mars et octobre 2020. Elle a élargi sa boîte à outils de gestion des liquidités en introduisant des instruments de refinancement supplémentaires (avec des échéances de 1 et 3 mois) et en élargissant les garanties éligibles pour les opérations de refinancement de la BCT. Il a assoupli le calendrier des ajustements nécessaires pour atteindre 120% du ratio prêts / dépôts pour les banques qui avaient dépassé ces exigences dans le passé. En janvier 2021, la BCT a révisé une méthodologie de calcul des provisions générales pour répondre aux problèmes potentiels de stabilité financière qui pourraient découler des moratoires sur le remboursement de la dette.

La BCT a également annoncé un paquet pour soutenir le secteur privé, demandant aux banques de différer les paiements sur les prêts existants et de suspendre les frais pour les paiements électroniques et les retraits. La banque centrale a demandé aux banques de reporter le remboursement des crédits par les salariés pour une période de 3 à 6 mois, en fonction du niveau de revenu net. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé un ensemble de mesures financières comprenant la création de fonds d'investissement (600 millions TND), une garantie de l'Etat pour les nouveaux crédits (1500 millions TND), l'activation d'un mécanisme permettant à l'Etat de couvrir la différence entre le taux directeur et le taux d'intérêt effectif sur les crédits d'investissement (plafonné à 3 points de pourcentage).

Par ailleurs, la BCT a également décidé de prolonger le report des remboursements de prêts pour le secteur du tourisme touché par la crise jusqu'en septembre 2021.

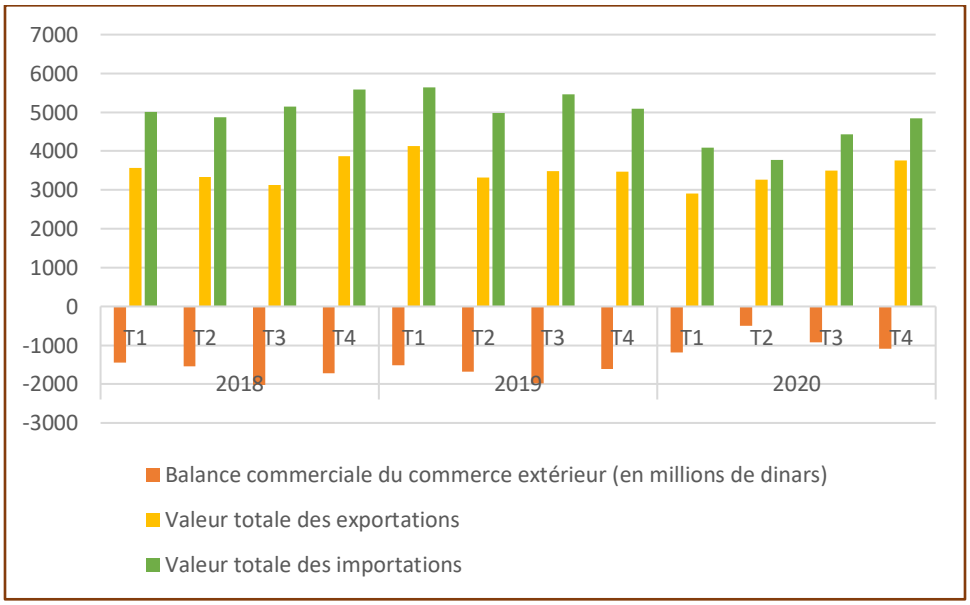
2.5.2. Politique budgétaire

a. Equilibre du budget de l'Etat

- **Balance courante**

Les échanges commerciaux avec l'extérieur n'ont pas été impactés par la crise pandémique malgré la fermeture des frontières du pays. Le solde de la balance commerciale du commerce extérieur s'est établi à -1091.2 MDT au cours du quatrième trimestre de 2020 contre -1609.4 en 2019. La valeur totale des exportations a enregistré une légère hausse par rapport à une année auparavant, comme en témoigne l'augmentation des exportations d'huile d'olive. Parallèlement, la valeur des importations a connu en 2020 un fléchissement de 4 846 MDT contre 5 468 en 2019 et 5 582 en 2018. La compression des importations et la baisse des prix internationaux de l'énergie, en raison de la crise du COVID-19, ont réduit le déficit commercial. L'effondrement des exportations et des importations de 2020 a ramené la balance commerciale à 10% du PIB, dont près de la moitié provient du déficit énergétique (de la baisse des prix internationaux du pétrole).

Figure 2.5-3 - Balance commerciale - Tunisie



Source : Les auteurs à partir de l'INS

- **Déficit budgétaire**

Le déficit budgétaire de la Tunisie a atteint 13,1% du PIB en 2020. Les revenus (hors subventions) ont chuté d'environ 9% (en glissement annuel) jusqu'en octobre 2020, en particulier en raison d'une baisse des recettes fiscales, tandis que les embauches

supplémentaires (dont environ 40% dans le secteur de la santé, y compris pour lutter contre la pandémie) ont poussé la masse salariale de la fonction publique à 17,6% du PIB, parmi les plus élevées du monde. La hausse des dépenses salariales et des mesures de réaction à la crise a été compensée par une baisse des dépenses d'investissement et des subventions énergétiques, en raison de la baisse des prix du pétrole. Les autorités se sont fortement appuyées sur les sources de financement nationales (9,4% du PIB) et le Parlement a voté pour permettre à la BCT, à titre exceptionnel, de prêter 2,81 milliards de DT (2,5% du PIB) directement au Trésor, malgré de fortes réserves de la BCT.

Tableau 2.5.3 - Déficit budgétaire - Tunisie

Année	Déficit budgétaire en % du PIB
2019	3,5 %
2020	13,1 %

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Tous les secteurs ont été touché par la crise de Covid-19 :

- **Secteur agriculture**

Malgré que les activités agricoles et agroalimentaires sur le marché local aient été affectées par la pandémie de Covid-19, ce secteur reste parmi les secteurs les plus résistants. L'agriculture est un secteur clé de l'économie tunisienne, représentant 10,4% du PIB et employant 12,7% de la population active (Banque mondiale, 2020). Une amélioration des méthodes de production ces dernières années a permis au secteur de se développer et de se moderniser (culture d'oliviers, d'arbres fruitiers et de palmiers), tout en permettant au pays d'atteindre un niveau de suffisance alimentaire. L'agriculture biologique est également en plein essor, la Tunisie étant l'un des pays les plus productifs d'Afrique. L'huile d'olive représente la plus grande part des exportations agricoles, suivie des dattes, des olives et des fruits frais.

- **Secteur de l'industrie**

L'industrie représente 22,7% du PIB et emploie 32,5% de la population active. Les secteurs industriels du pays sont principalement tournés vers l'exportation. La crise économique due à la pandémie de Covid-19 a touché le secteur industriel, principalement le secteur du textile et de l'habillement et les sous-secteurs de l'ingénierie mécanique et électrique. Les mesures de contrôle et les restrictions ont amplifié la baisse de la demande étrangère

pour la production de ces sous-secteurs, réduisant les exportations de génie mécanique et électrique et de textiles de 27%.

- **Services et secteur de tourisme**

L'économie locale est largement orientée vers les services, qui représentent 61,7% du PIB, y compris les secteurs en plein essor des TIC (technologies de l'information et de la communication) et du tourisme. Le secteur des services emploie 54,8% de la main-d'œuvre du pays. Le tourisme, qui a souffert des attaques terroristes qui ont frappé le sol tunisien, s'est considérablement redressé en 2019 avec des arrivées internationales s'élevant à 9,4 millions (augmentation de 13,6% sur un an). Le taux de croissance du secteur des services était de 0,6%. Les revenus du tourisme ont chuté de près de 30%, affectés par la fermeture des frontières internationales en mars 2020. Avec le verrouillage total en avril 2020, toutes les réservations de touristes étrangers ont été annulées, avec une baisse estimée de 80% dans le secteur touristique tunisien. Le transport est le deuxième sous-secteur des services le plus touché, avec des pertes estimées à 60% en 2020.

b. Encours de la dette publique

- **Déficit du compte courant**

Le déficit du compte courant de la Tunisie s'est réduit en 2020 pour atteindre 6,8% du PIB (contre 8,4% l'année précédente). Au troisième trimestre de 2020, les revenus du tourisme s'étaient effondrés à 2,2% du PIB (contre 5,1% sur la même période en 2019), tandis que les envois de fonds montraient une résilience à 6,6% du PIB (contre 6,2% du PIB sur la même période en 2019). En conséquence, le déficit du compte courant était ramené à 7,4% du PIB au T3 2020, contre un déficit de 9% sur la même période en 2019.

Tableau 2.5.4 - Déficit du compte courant - Tunisie

Année	Déficit du compte courant en % PIB
2019	8,4%
2020	6,8%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

- **Dette publique**

Tableau 2.5.5 - Dette publique - Tunisie

Année	Dette publique en % du PIB
2017	70,2%
2018	77,9%
2019	72,2%
2020	84,8%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

La dette publique a été enregistrée à 84,8% en 2020 et, selon les estimations actualisées du FMI d'octobre 2020, elle devrait passer à 86,2% en 2021 et à 88,2% en 2022.

Le budget 2021 prévoit de couvrir environ 70% du besoin de financement budgétaire brut (15,4% du PIB) par des emprunts extérieurs, y compris des émissions sur le marché de 5,3% du PIB (environ 2,2 milliards de dollars), ce qui peut présenter des risques budgétaires. Le FMI prévoit pour 2021 un besoin de financement budgétaire plus élevé (18,3% du PIB, contre 17,2% du PIB en 2020) et un financement intérieur relativement plus important par rapport au budget.

- **Dette extérieure**

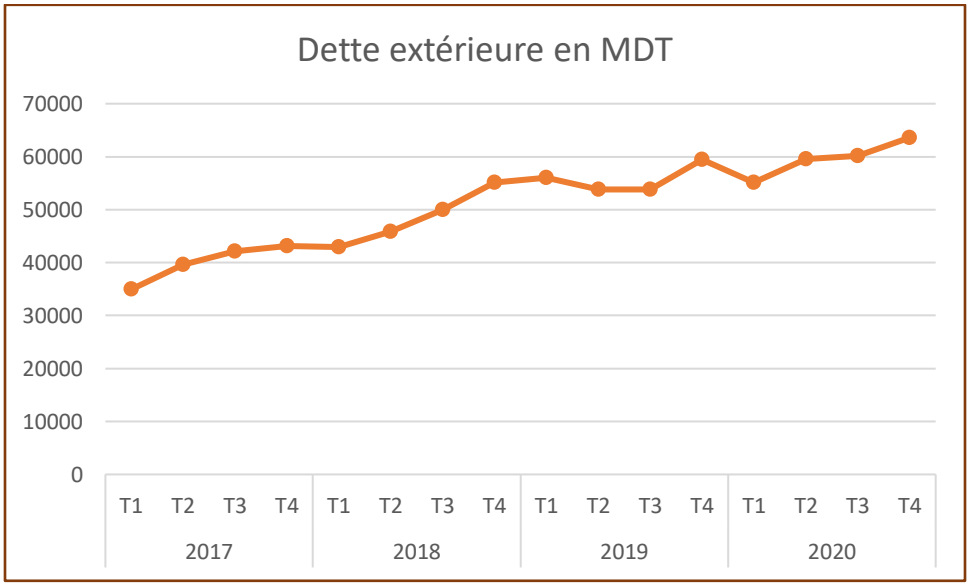
Tableau 2.5.6 - Dette extérieure sur le PIB - Tunisie

Année	Dette extérieure sur le PIB
2018	97,4%
2019	92,8%
2020	94,7%

Source : Les auteurs à partir de Datastream

Le ratio dette extérieure sur le PIB a atteint 97,4% en 2018 et est tombé à 92,8% en 2019. L'amélioration en 2019 est due à l'appréciation de la monnaie (qui a débuté en février 2019 et s'est poursuivie au cours de 2020) et à la réduction du déficit du compte. La dette extérieure est estimée à 94,7% du PIB en 2020, dont 74% à moyen et long terme et 80% à titre de dette extérieure publique.

Figure 2.5-4 - Dette extérieure - Tunisie



Source : Les auteurs à partir de Datastream et de la BCT

La dette extérieure de la Tunisie a atteint un sommet historique de 63600 MDT en décembre 2019, contre 59400 MDT l'année précédente.

Le profil de la dette extérieure de la Tunisie se caractérise par un taux d'intérêt moyen bas, des échéances relativement longues, une part substantielle de la dette concessionnelle et un important élément de don sur la nouvelle dette extérieure. Cela rend la dette extérieure de la Tunisie relativement robuste à la plupart des chocs.

Selon la FMI, il reste un certain nombre de facteurs qui pourraient contribuer à atténuer les risques liés à la viabilité de la dette. Premièrement, la Tunisie a maintenu l'accès au financement à faible coût, les taux d'intérêt effectifs restant inférieurs à l'inflation ces dernières années. Près de la moitié de la dette publique de la Tunisie est due à des donateurs bilatéraux et des institutions multilatérales ayant des taux d'intérêt moyens bas et des échéances relativement longues. En outre, une partie des précédentes émissions d'euro-obligations de la Tunisie était couverte par des garanties souveraines de tiers (gouvernements américain et japonais). Deuxièmement, l'exposition des banques à la dette souveraine est restée relativement faible jusqu'à présent, même si elle a augmenté en 2020 pour atteindre environ 12,2% du PIB. Cela dit, des besoins de financement importants dans les années à venir pourraient amener le gouvernement à dépendre de plus en plus du financement du marché intérieur et extérieur, à moins que la communauté des donateurs n'intensifie le financement concessionnel.

Conclusion

Alors que les pays du Maghreb font face aux pressions de la pandémie et à leurs impacts, les gouvernements doivent trouver la bonne voie à suivre.

Les décideurs algériens sont confrontés à une question particulièrement urgente : doivent-ils abandonner l'approche économique fortement centralisée au profit d'une politique économique plus libérale et ouverte ? Jusqu'à présent, les élites ont hésité entre les deux. En 2019, une nouvelle loi plus libérale sur les hydrocarbures a été adoptée, visant à stimuler les investissements étrangers. Il reste encore de réformes à faire pour les politiques fiscales et les taxes. Un plan de réforme profond et décisif est nécessaire pour que l'Algérie puisse aller de l'avant, car des réformes au coup par coup ne permettront probablement pas de relever les défis actuels et d'assurer la stabilité.

Le Maroc et la Tunisie, de même, devront également faire avancer des réformes globales pour relever le défi, même si le Maroc dans le passé s'est avéré assez bien résister aux chocs. Le Maroc a privilégié une approche économique ouverte – générant d'importants investissements étrangers au fil des années et se diversifiant de l'agriculture pour construire des infrastructures de fabrication et de production – les progrès ont finalement été couronnés de succès.

En Tunisie, la politique économique devrait également se concentrer sur le rétablissement de la viabilité budgétaire et de la dette et sur la promotion d'une croissance inclusive. Une politique et des réformes budgétaires solides et crédibles sont nécessaires pour réduire le déficit budgétaire. La politique monétaire devrait se concentrer sur l'inflation en orientant les taux d'intérêt à court terme, tout en préservant la flexibilité du taux de change et en évitant le financement monétaire du budget.

La liquidité bancaire de la Banque centrale de Mauritanie a connu une hausse à la fin de l'année 2020. La BCM a contribué à soutenir la croissance, à améliorer les soldes budgétaires et à stabiliser la dette, à augmenter les réserves de change et à mettre en œuvre des réformes institutionnelles dans les domaines de la politique budgétaire, monétaire et financière.

Les perspectives économiques de la Libye pour 2021 sont plus optimistes qu'en 2020, avec la reprise de la production de pétrole en novembre 2020, et pourraient atténuer l'effet des prix bas. Les soldes budgétaire et courant devraient également s'améliorer à

8,9% du PIB en 2021 et 31,2% du PIB en 2022, grâce aux augmentations prévues des recettes pétrolières et des exportations en 2021.

Malgré un contexte économique fragile dans les pays de l'UMA, les efforts déployés par les Banques centrales maghrébines ont permis de rééquilibrer le budget et de maitriser les équilibres macro-économiques globaux.

Les avancées réalisées dans la relance économique de la région par les pays du Maghreb sont remarquables. Cependant, il reste encore du chemin à parcourir pour améliorer la situation, notamment suite à la dernière crise sanitaire qui a conduit à une révision des équilibres économiques et financiers globaux.

Chapitre 3

Etat des lieux du secteur bancaire maghrébin durant la crise Covid-19 : Plans de continuité d'activité

Introduction

Les démarches entreprises par les banques maghrébines face à la crise : Plan de continuité d'activité

Selon la définition du comité de la réglementation bancaire et financière relative au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, le Plan de Continuité d'Activité (PCA) est « *l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénarios de crises, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services ou d'autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes de l'entreprise, puis la reprise planifiée des activités* ».

En élaborant un PCA, l'institution en question a le potentiel de réagir pleinement et rapidement face à plusieurs scénarios afin de gagner la crédibilité auprès des partenaires et des clients. De ce fait, l'élaboration des PCA est jugé indispensable dans les institutions financières pour faire face à une récession liée à une crise. En effet, le PCA permet de maintenir l'offre de services financiers indispensables pour soutenir l'activité économique durant et après la crise. De plus, le PCA pourrait réduire la probabilité d'éventuelles défaillances d'une institution dans la mesure il atténue les problèmes de paiement et de règlement. En plus de cela, le PCA permet aux banques de réduire les risques de gestion puisque la suspension prolongée des services financiers affaiblit leur réputation auprès des clients.

L'impact de la crise actuelle est remarquable et persistent sur l'économie en général et sur le secteur financier en particulier. Afin de continuer de se développer durant et après la récession, les banques doivent prendre des mesures efficaces et radicales pour s'adapter rapidement à la situation tout en prenant en considération les exigences gouvernementales et réglementaires. Il s'agit de travailler en coordination avec les autorités publiques pour se préparer à des chocs inattendus notamment une nouvelle vague de pandémie. Le PCA doit inclure des mesures à prendre afin de garantir un niveau suffisant de ressources financières et humaines pour permettre à l'institution de poursuivre ses activités tout en élaborant des scénarios pour identifier les démarches à suivre.

Dans ce contexte, les banques maghrébines ont adopté une approche de planification notamment le Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour garantir le maintien des opérations et des services financiers.

3.1. Algérie

3.1.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Dépôts à vue**

En 2020, les dépôts à vue dans les banques algériennes ont diminué de 3,22% par rapport à une année avant. Selon les données publiées par la Banque d'Algérie, les dépôts à vue collectés auprès du secteur public ont fortement baissé de 17,80 % à fin 2020. Quant aux dépôts à vue collectés auprès des entreprises privées et des ménages, ils ont augmenté de 10,62 % et 9,01 %, respectivement.

Tableau 3.1.1 - Dépôts à vue - Algérie

Année	2019	2020
Dépôts à vue (en milliards de dinars algérien)	4 351,2	4 211

Source : Banque d'Algérie

- **Crédits à l'économie**

Les crédits à l'économie ont évolué de 3.05 % en 2020 en atteignant près de 11188 milliards. Ceci montre l'engagement des banques algériennes pour soutenir de l'économie dans ce contexte difficile. En effet, les crédits accordés au secteur public représentent 51,67 % du total des crédits accordés en 2020 et les crédits accordés au secteur privé représentent 48,32 % dont 8,20 % sont accordés aux ménages (Banque d'Algérie, 2020).

Tableau 3.1.2 - Crédits à l'économie - Algérie

Année	2019	2020
Crédits à l'économie (en milliards de dinars)	10857,8	11188,6

Source : Banque d'Algérie

- **Liquidité bancaire**

La liquidité globale des banques algériennes a baissé au cours des neuf premiers mois de 2020, passant de 1 100,8 milliards de dinars à fin 2019 à 461,8 milliards de dinars à fin septembre 2020 (Banque d'Algérie, 2020). Cette liquidité a commencé à s'améliorer au cours du dernier trimestre de 2020, sous l'effet des mesures de politiques monétaires décidées par la Banque d'Algérie pour atteindre 632,3 milliards de dinars à fin 2020.

Ce sont les banques publiques qui ont subi essentiellement la baisse de liquidité bancaire qui a été attribué à la crise Covid-19 d'une part et à la baisse des revenus pétroliers d'autre part. Les banques publiques algériennes ont augmenté leur financement de la Banque d'Algérie de 404 milliards DZD, soit une augmentation de 36%, grâce à des opérations d'open market (Banque Mondiale, 2020).

- **Prévision de la pénétration de la banque en ligne**

Avec un score de 1.29, l'Algérie occupe la 12ème place en termes de classement de la pénétration de la banque en ligne dans la région MENA en 2020.

Tableau 3.1.3 - Taux de pénétration - Algérie

Année	Taux de pénétration en pourcentage
2018	0,86
2019	1,06
2020	1,29
2021	1,55
2022	1,83
2023	2,16
2024	2,51
2025	2,91

Source : Statista

3.1.2. Les PCA des banques algériennes à l'épreuve de la crise

Dans le but d'absorber les effets de la crise sanitaire et de la chute des revenus pétroliers, les institutions financières algériennes ont élaboré des PCA afin d'être en mesure de réagir et d'assurer la continuité de l'activité.

Tableau 3.1.4 - exemples des PCA élaborés par les banques en Algérie

BNP ParisBas el djazair	BNP Paris Bas El Djazaïr a assuré avec abnégation la continuité de ses services bancaires malgré le contexte de crise sanitaire, grâce à l'esprit d'engagement de ses collaborateurs en back et front office. La banque a pris les devants dès les premiers signes de la crise sanitaire, en mettant en place des mesures exceptionnelles pour la protection de la santé de ses collaborateurs et celle de ses clients

Banque Nationale d'Algérie	BNA a adopté les mesures préventives "nécessaires" afin de lutter contre la propagation de cette pandémie et de prémunir son personnel, ainsi que ses clients. La BNA a, toutefois, encouragé sa clientèle à respecter les consignes de sécurité et de prévention au niveau des agences, en les appelant également à "favoriser" les opérations de banques à distance et au niveau de ses espaces automatiques.
Caisse Nationale d'épargne et de prévoyance-Banque	La banque a recommandé de réguler l'accès des clients à ses agences de façon à pouvoir observer la distance d'un mètre au moins entre les personnes. Concernant les mesures destinées à son personnel, la CNEP a procédé au maintien des effectifs suffisants afin d'assurer le service minimum au niveau de toutes ses structures. La banque a mis en congé exceptionnel rémunéré plus de la moitié (50%) du personnel dans les limites des effectifs nécessaires au service. Les femmes enceintes, les mères de familles ayant des enfants de moins de 16 ans ainsi que les personnes atteintes de maladies chroniques et celles présentant des vulnérabilités médicales sont prioritaires à ce congé exceptionnel de 14 jours.

3.1.3. Les autres mesures adoptées par la Banque d'Algérie

Afin de contenir les effets de la pandémie, la banque d'Algérie a donné certaines restrictions au secteur bancaire, notamment :

- Le seuil minimum du coefficient de liquidité à court-terme est ramené de 100% à 60%
- Les banques sont dispensées de l'obligation de constitution d'un « coussin de sécurité » de fonds propres
- Les banques commerciales une augmentation de leur capital social de 10 milliards à 20 milliards de dinars, d'ici au 30 juin 2021.
- Les banques et les établissements financiers peuvent reporter le paiement des tranches de crédits, arrivant à échéance, ou procéder au rééchelonnement des créances de leur clientèle

- Les banques peuvent consentir de nouveaux crédits aux clients ayant bénéficié des mesures de report ou de rééchelonnement.
- Les banques doivent examiner la situation individuelle de chaque afin de prendre les mesures appropriées : renouvellement des crédits arrivés à échéance, consolidation des impayés non traités, prorogation des dates limites d'utilisation des crédits et des différés de paiement, annulation des pénalités de retard des créances exigibles et maintien/ renouvellement des crédits d'exploitation.

3.2. Libye

3.2.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Ratio d'adéquation de capital**

En 2020, les banques libyennes ont subi une baisse de leurs ratios tier 1 et tier 2 qui ont atteint 16.9 % et 18.2%, respectivement.

Tableau 3.2.1 – Tier 1 et Tier 2 - Libye

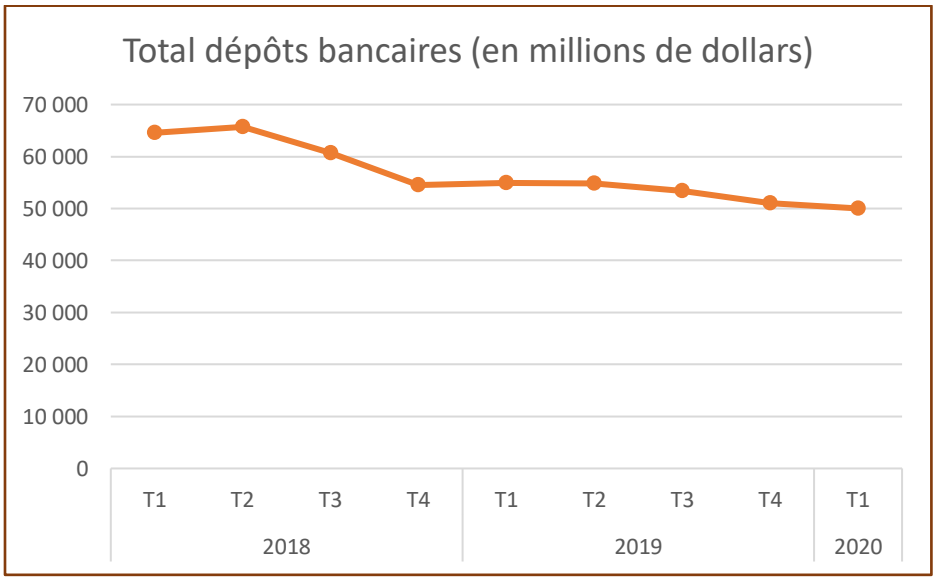
Année	Tier 1	Tier 2
2018	16,5	17,8
2019	17,2	18,4
2020	16,9	18,2

Source : Banque Centrale de Libye

- **Dépôts bancaires**

Les dépôts bancaires des banques libyennes semblent être affectés par la récession de l'activité économique au sein du pays à cause des deux chocs sanitaire et pétrolier. En effet, le total des dépôts bancaires a atteint près de 50000 millions de dollars au cours du premier semestre de 2020 contre 55000 millions de dollars une année avant.

Figure 3.2-1 - Dépôts bancaires - Libye



Source : Statista

3.2.2. PCA

Aucune mesure jusqu'à présent (on développe cette partie au fur et à mesure que les informations seront publiées)

3.3. Maroc

3.3.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Total des dépôts**

Le total des dépôts bancaires a enregistré une hausse pour atteindre 972 milliards de dirham en septembre 2020 contre 922 milliards de dirham une année avant. Selon les données publiées par Banque Al Maghreb, cette évolution se traduit par l'accélération du rythme d'accroissement des dépôts à vue. Dans le même temps, les titres des OPCVM monétaires se sont accrus de 11,8% au lieu de 2,8% un trimestre auparavant. En revanche, les dépôts à terme ont accusé un repli traduisant une accentuation de la baisse des dépôts des entreprises privées et de ceux des ménages.

Tableau 3.3.1 - Total des dépôts - Maroc

Année	Sep. 2018	Sep. 2019	Sep. 2020
Total des dépôts (en milliard de dirham)	897,4	922,3	972,6

Source : Banque Al Maghreb

- **Crédits bancaires**

Les banques marocaines continuent à soutenir le secteur privé pour faire face à la crise pandémique qui a paralysé l'activité économique du pays. En effet, le total des crédits bancaires a atteint 945 milliards de dirham en septembre 2020 contre 898 milliards de dirham en 2019. La continuité de l'évolution des crédits bancaire est soutenue par les différentes mesures mises en place par le Comité de Veille Economique et par Bank Al-Maghrib pour faire face aux impacts négatifs de la crise actuelle.

Tableau 3.3.2 - Crédits bancaires - Maroc

Année	Sep. 2018	Sep. 2019	Sep. 2020
Total des crédits bancaires (en milliard de dirham)	851,4	898,4	945,2

Source : Banque Al Maghreb

- **Créances en souffrance**

Dans ce contexte difficile, les banques marocaines connaissent une forte hausse des créances en souffrance. A fin septembre 2020, elles atteignent 79 milliards de dirhams, en hausse de près 10 de milliards par rapport à l'année dernière. Ces créances ont augmenté de 13,1% pour les entreprises non financières privées et de 17% pour les ménages, avec des ratios qui se sont stabilisés respectivement à 11,6% et à 9,5%. En 2020, la part la plus importantes des créances en souffrances est celle des ménages. En effet, les impayés bancaires des ménages, représentant 42% des créances en souffrance se sont aggravés à fin septembre. Ces impayés s'élèvent à 33,33 milliards de dirhams, soit une hausse de 14,3% depuis le début de l'année ou 4,17 milliards de dirhams en valeur. Concernant les sociétés non financières privées, leurs impayés ont augmenté de 12,2% depuis le début de l'année et culminent à près de 45 milliards de dirhams (Banque Al Maghreb, 2020).

Tableau 3.3.3 - Créances en souffrance - Maroc

Année	Sep. 2018	Sep. 2019	Sep. 2020
Créances en souffrance (en milliard de dirham)	65,6	68,9	79

Source : Banque Al Maghreb

- **Prévision de la pénétration de la banque en ligne**

Selon les prévisions actuelles, la pénétration de la banque en ligne au Maroc devrait atteindre 2.55% d'ici 2025. Face à une mutation technologique permanente et rapide, les institutions financières marocaines sont en train d'accompagner les citoyens dans la transition vers le *digital banking*. Avec un score de 1.1, le Maroc occupe le 13ème rang en termes de classement de la pénétration de la banque en ligne dans la région MENA en 2020.

Tableau 3.3.4 - Taux de pénétration - Maroc

Année	Taux de pénétration en pourcentage
2018	0,74
2019	0,91
2020	1,1
2021	1,32
2022	1,58
2023	1,86
2024	2,19
2025	2,55

Source : Statista

3.3.2. Les PCA des banques marocaines à l'épreuve de la crise

L'ensemble des acteurs du marché financier ont adopté un plan de continuité permettant de poursuivre leurs activités dans le respect des dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables.

Tableau 3.3.5 - exemples des PCA élaborés par les banques au Maroc

Attijari Wafa Bank	Le Groupe Attijariwafa Bank a mis en application son plan de continuité d'activités afin de protéger ses équipes (Front office et Back-office) et servir ses clients tout en respectant les délais malgré le confinement notamment : - déployer une capacité de production à distance de 20% dans le cadre du télétravail. - assurer les meilleures conditions de qualité et de respect de délai à l'ensemble des services et traitements habituellement servis aux clients. S'ajoutant aux activités habituelles, toutes les opérations exceptionnelles inhérentes à cette crise et qui a vu la mobilisation de l'ensemble des forces vives de la banque, du Groupe ainsi que celles de nos prestataires et partenaires externes (reports massifs d'échéances de crédit, distribution des aides aux Ramedistes et non Ramedistes, crédits Oxygène, etc.).
Crédit Agricole au Maroc	La Banque a mis en place et activé la Cellule de crise avec déclenchement du PCA et déploiement de différentes mesures de prévention à savoir : le renforcement des mesures d'hygiène et du gardiennage et le déploiement de campagnes d'affichage en interne au niveau du siège, du réseau et des filiales ainsi que la mise en place d'un nouveau canal de communication interne « CAM RADIO », une forte communication en

	externe, la mobilisation pour l'accompagnement des mesures sociales de l'Etat (Aides, Report…), le maintien de l'activité bancaire et de la qualité de service avec notamment une utilisation forte des canaux digitaux pour accompagner et informer la clientèle et le déploiement de parcours clients adaptés. Une attention particulière a été accordée au règlement dans les meilleurs délais des prestataires notamment les TPME.
Société générale Maroc	L'organisation du PCA a été déclenchée et a été focalisé en premier lieu sur le maintien des activités vitales et critiques de la banque. Il convenait en effet d'assurer la continuité de service tout en garantissant le meilleur niveau de sécurité pour les collaborateurs et les clients, et ce dans toutes les régions. C'est ainsi qu'une adaptation de l'organisation du travail a été mise en place (organisation par shifts d'équipe pour dédensifier les plateaux de bureaux, alternance télétravail/présence sur site, continuité à 100% en télétravail…). Au global, la gestion de la crise a reposé sur la préparation et l'anticipation, la coordination de l'action, l'adaptation permanente à l'évolution de la situation et la mise sous pilotage, et à la formidable mobilisation de nos équipes au réseau et en central.
BMCI	Malgré le contexte de crise sanitaire actuelle et afin de garantir à ses clients une continuité de service habituelle, la BMCI a mis en place un PCA, afin de maintenir la totalité des services de la banque, à travers l'ensemble de son réseau et des diverses équipes mobilisées, dans les meilleures conditions pour ses clients et ses collaborateurs. La BMCI maintient également l'activité de ses différents canaux de banque à distance notamment le numéro abrégé du Centre de Relation Clients « 28 28 », l'application BMCI Mobile et le site internet BMCI.ma, afin de limiter les déplacements de ses clients. La banque invite ainsi ses clients à limiter leurs déplacements dans les agences et à privilégier ses solutions de banque à distance.
Maghrebail	La banque a activé son PCA et veillé à la digitalisation de la majorité de ses processus, ce qui a permis de répondre aux besoins de ses partenaires dans le strict respect des mesures préventives assurant la sécurité de ses collaborateurs, clients et partenaires

3.3.3. Les autres mesures adoptées par Bank Al Maghreb

Face à la crise que traverse le pays, Bank Al Maghreb adopte un ensemble de mesures de politiques monétaires et prudentielles pour soutenir l'activité économiques :

- La banque centrale a réduit le taux directeur de 75 points de base à 1,5% depuis mars 2020.
- Pour réduire la volatilité, l'Autorité du marché des capitaux a décidé de réviser à la baisse les seuils maximaux de variation applicables aux instruments financiers cotés à la Bourse de Casablanca.
- Compte tenu de la demande croissante de soutien de liquidité dans le système bancaire (à la fois en DRH et en EUR / USD), Bank al-Maghrib a opté pour une approche en trois volets pour augmenter la fourniture de liquidités au secteur bancaire: (i) élargir la gamme de garanties acceptées pour les pensions et les garanties de crédit pour inclure les instruments de dette publique et privée (y compris les prêts hypothécaires), (ii) augmenter et allonger les opérations de refinancement de la banque centrale pour soutenir le crédit bancaire aux PME, et (iii) fournir des swaps de change aux banques nationales.
- Bank al-Maghrib a décidé de ramener les réserves obligatoires de 2 à 0% pour augmenter la fourniture de liquidités et pour faciliter le refinancement de la contribution des banques aux institutions de microcrédit et aux coopératives de crédit.

3.4. Mauritanie

3.4.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Crédits intérieurs**

Face à l'incertitude liée à la crise que traverse le pays, les crédits octroyés par les banques mauritaniennes au secteur privé ont légèrement diminué passant de 85500 millions de MRU en septembre 2018 à 83700 millions de MRU après deux années.

Tableau 3.4.1 - Crédits intérieurs - Mauritanie

Année	Sep. 2018	Sep. 2019	Sep. 2020
Crédits intérieurs (en millions de MRU)	85 484	87 285	83 767

Source : Banque Centrale de Mauritanie

3.4.2. Les PCA des banques mauritaniennes à l'épreuve de la crise

Consciente des enjeux considérables associées à cette crise sanitaire, la Banque Centrale de Mauritanie a adopté un plan de continuité d'activité afin d'assurer la stabilité et la continuité opérationnelle des activités financières. Il s'agit de :

- Mettre en place d'un Comité COVID-19, chargé de la coordination entre toutes les parties prenantes et de la définition, de l'implémentation et du suivi de toutes les mesures.
- Définir des scénarios de risques sur trois niveaux
- Définir des tâches indispensables et essentielles de l'institution
- Elaborer d'un plan de communication, interne (vers le personnel) et externe (vers le public, les autorités, les partenaires extérieurs etc.) pour chaque scénario de risque
- Préparer un plan de conduite des opérations d'exploitation, de change de marché monétaire en mode « dégradé», avec un personnel restreint et sans interaction physique privilégiant la participation électronique
- Mettre à la charge du Comité COVID-19 d'une activité de veille sur l'évolution de la crise du COVID-19 dans le monde (en particulier en Afrique), et plus particulièrement des challenges et des solutions mises en œuvre par d'autres institutions similaires pour assurer la continuité de leurs activités et contribuer à la réponse publique à la contagion
- Évaluer les risques potentiels de contagion liés à la circulation des billets et envisager des mesures d'urgence si ces risques se matérialisent.

3.4.3. Les autres mesures adoptées par la Banque centrale de Mauritanie

La banque centrale a pris des mesures pour assouplir les conditions de liquidité et soutenir le financement de l'économie, notamment : une réduction du taux directeur de 6,5% à 5% ; une réduction du taux de prêt marginal de 9 % à 6,5 % ; et une réduction des réserves obligatoires des banques de 7% à 5%. Ce dernier a été ramené à 6% en décembre 2020.

3.5. Tunisie

3.5.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Prévision de la pénétration de la banque en ligne**

Selon les prévisions actuelles, la pénétration de la banque en ligne en Tunisie devrait atteindre 6.7% d'ici 2025. La Tunisie est sur le bon chemin pour accomplir cet objectif. En effet, l'explosion de l'utilisation des Smartphones représente une infrastructure essentielle et favorable au développement de la digitalisation d'une part et de l'inclusion financière d'autre part. Dans ce cadre, plusieurs services financiers en ligne ont été à la portée des clients tels que le paiement des factures à distance, l'émission et l'encaissements de mandats, l'inscription en ligne…

Avec un score de 2.94, la Tunisie occupe le 9ème rang en termes de classement de la pénétration de la banque en ligne dans la région MENA en 2020.

Tableau 3.5.1 - Taux de pénétration - - Tunisie

Année	Taux de pénétration en pourcentage
2018	2
2019	2,41
2020	2,94
2021	3,53
2022	4,19
2023	4,93
2024	5,76
2025	6,69

Source : Statista

3.5.2. Les PCA des banques tunisiennes à l'épreuve de la crise

Tableau 3.5.2 - exemples des PCA élaborés par les banques Tunisiennes

UBCI	Dans ce cadre, l'UBCI a mis en place un ensemble de mesures au niveau de ses agences, pour respecter les règles de précaution dans ce contexte sanitaire : Limitation du nombre de clients pouvant accéder en même temps à une agence ou à un centre d'affaires, tout en respectant une distance de sécurité ; Equipement des guichets par des paravents en plexiglass permettant de limiter les contacts ; et Désinfection régulière de l'ensemble des agences et des GAB.
STB	La banque a décomposé son PCA en trois sous plans, à savoir un plan de secours pour sécuriser la capacité à reprendre l'activité au vu de la gravité du choc de la crise, un plan de crise permettant l'organisation et communication pendant la crise et un plan de reprise pour la préparation, au retour à la situation normale.
Bank ABC	La banque a mis en place un plan de continuité d'activité (PCA) conçu pour minimiser les interruptions des services. Cela inclut une politique de gestion de la continuité d'activité approuvée par le conseil d'administration ainsi que des plans et procédures de continuité d'activité et de reprise après sinistre, qui sont soumis à une révision périodique et indépendante. Bank ABC maintien des plans de continuité d'activité qui traitent des scénarios de risque et notamment des perturbations de nature variable, mais pas exclusivement, la perte de services ou d'infrastructures, le refus d'accès, la cybercriminalité, les attaques et les crises régionales. Le PCA de Bank ABC est focalisé sur la maintenance des processus critiques, y compris les services de trésorerie, de capital et de liquidité et de paiement, fournissant aux clients un accès continu à leurs fonds et maintenant des communications efficaces avec nos clients.
Amen Bank	La banque a mis en place un plan de prévention pour assurer la sécurité de ses ses clients conformément aux instructions données par les autorités publiques. Pour lutter contre la contagion de la pandémie (no human contact transactions), AMEN BANK a pris les mesures exceptionnelles suivantes : - La possibilité de reporter le remboursement des mensualités dues en principal et en intérêt durant la période allant du 1er mars jusqu'à fin

	septembre 2020, avec la modulation du tableau d'amortissement, selon la capacité de chaque bénéficiaire. - La possibilité d'accorder de nouveaux financements, aux bénéficiaires du report, et ce, dans la limite de leurs capacités d'endettement, - Le report du paiement des crédits bancaires pendant une période de 6 mois, au profit des clients particuliers, dont les salaires ne dépassent pas les 1.000 dinars, -L'annulation de la commission de retrait interbancaire DAB, pour 3 mois renouvelables ; le retrait d'argent est gratuit sur les DAB et les espaces libre-service d'AMEN BANK.
BIAT	La banque dispose d'un PCA conforme aux standards internationaux qui assure la continuité des opérations et des transactions, l'atténuation des risques, la protection des collaborateurs et plus globalement le maintien de la confiance des clients dans un marché financier stable. Ce plan permet à la BIAT de répondre efficacement aux besoins de ses clients avec confiance et sérénité.
BH BANK	La banque a activé son PCA pour assurer à sa clientèle l'accès, dans des conditions suffisantes, aux services bancaires. Elle a mis en place un système de sécurité pour préserver la santé de son personnel et de ses clients. La BH BANK a adapté sa tarification permettant la gratuité des cartes bancaires, des services de retrait de billets (DAB) et la suspension de toute commission appliquée aux facturiers et aux commerçants pour le service de paiement électronique.

3.5.3. Les autres mesures adoptées par la Banque Centrale de Tunisie

La BCT a émis plusieurs circulaires portant sur différentes mesures afin de soutenir l'économie du pays, notamment :

- Offrir gratuitement le service de retrait interbancaire de billets de banque des Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) ;

- Suspendre, pour toute transaction dont la valeur ne dépasse pas cent (100) dinars, le prélèvement de toute commission appliquée aux facturiers et aux commerçants pour le service de paiement électronique ;
- Délivrer, gratuitement, une carte bancaire à tout client titulaire d'un compte, qui en fait la demande ;
- Promouvoir un écosystème propice au développement des paiements digitaux et favorable à la réduction du cash et à l'inclusion financière ;
- Asseoir un cadre structuré et standardisé pour les services de paiement mobile qui définit les rôles et les obligations qui incombent aux différents intervenants de la chaine de paiement mobile ;
- Normaliser les exigences minimales pour les différents acteurs de l'industrie des services de paiement mobile ;
- Promouvoir la sécurité et l'efficacité des services de paiement mobile et renforcer la confiance des utilisateurs de ces services.

Conclusion

La crise sanitaire a amené les banques maghrébines à faire preuve d'une réactivité exemplaire pour faire face à cet état d'urgence. Le contexte actuel a poussé les banques à adopter des plans de continuité d'activité afin d'être en mesure de réagir et d'assurer la continuité de l'activité.

Dans les faits, les banques ont mis en place des mesures exceptionnelles pour la protection de la santé de ses collaborateurs et celles de ses clients tout en assurant les meilleures conditions de qualité et de respect de délai à l'ensemble de services et traitements habituellement servis aux clients.

Le contexte actuel a obligé les banques de la région maghrébine à accélérer le processus de transformation numérique afin d'assurer leurs rôles d'intermédiations bancaires et notamment de l'accès aux opérations pour les entreprises et les particuliers.

États des comptes de bilan des banques des pays du Maghreb				
Libellé	**Total actif (En kUSD)**	**Crédits bancaires (En kUSD)**	**Dépôts de la clientèle et ressources interbancaires (En kUSD)**	**Résultat de l'exercice (En kUSD)**
Attijariwafa Bank*	55 518 673	33 652 040	39 802 950	724 585
Banque Centrale Populaire SA*	44 972 300	26 456 350	36 872 478	405 291
Banque Nationale d'Algérie**	29 305 091	17 157 731	21 465 765	159 989
Caisse de Dépôt et de Gestion*	29 155 310	5 499 313	21 282 048	55 996
Jumhouria Bank [1]	27 907 780	5 238 217	20 678 504	28 179
Banque Extérieure d'Algérie*	27 874 786	17 856 410	21 761 472	649 042
Crédit Populaire d'Algérie*	19 093 181	11 581 652	16 292 746	346 447
Libyan Foreign Bank*	17 853 434	1 461 577	13 230 739	7 938
National Commercial Bank*	15 765 478	2 612 483	12 289 596	174 693
Crédit Agricole du Maroc*	12 093 235	8 750 668	9 581 573	64 577
Société Générale Marocaine de Banques*	11 618 520	9 110 565	7 338 176	129 615
Wahda Bank*	11 331 835	777 676	8 124 818	120 184
Sahara Bank BNP Paribas Group	9 378 157	717 202	7 468 813	13 999
Banque de Développement Local*	8 866 988	6 496 284	7 426 760	137 882
Crédit Immobilier et Hotelier*	7 832 035	5 534 891	5 400 622	41 777
Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie BMCI*	7 422 245	5 575 758	5 306 931	62 543
Al Barid Bank*	6 524 182	555 023	5 970 296	19 584
Crédit du Maroc*	6 166 812	4 347 011	4 937 224	53 390
Banque Internationale Arabe de Tunisie	6 034 109	3 760 580	4 967 931	132 249
Bank of Commerce & Development*	5 991 714	346 116	5 252 350	79 270
Banque Nationale Agricole**	4 729 403	3 675 222	3 641 202	49 223
BH Bank**	4 600 877	3 550 863	3 326 303	53 825
Banque Populaire De Rabat **	4 154 133	2 337 206	3 635 240	38 019
Société Tunisienne de Banque**	4 076 100	2 863 947	3 206 959	65 586
Attijari Bank**	3 575 693	2 235 072	2 888 070	66 526
Amen Bank**	3 220 091	2 047 153	2 446 733	52 795

North Africa Bank**	3 194 188	269 471	2 662 917	29 616
Société Générale ALGERIE*	3 181 914	2 177 224	2 550 595	69 385
Arab Tunisian Bank**	2 779 768	1 921 624	2 215 972	3 362
Fonds d'Equipement Communal**	2 455 149	2 418 125	868 604	30 414
Banque de Tunisie**	2 285 161	1 613 107	1 478 181	51 103
BNP Paribas EL DJAZAIR**	2 268 085	1 370 021	1 807 392	40 669
Union Internationale des Banques**	2 261 858	1 964 918	1 803 034	41 536
Banque Al Baraka D'Algérie**	2 195 108	1 284 439	1 439 437	53 149
Gulf Bank Algeria**	2 157 343	1 289 569	1 548 836	50 505
First Gulf Libyan Bank [1]	1 580 347	5 008	1 265 188	19 205
Banque Zitouna**	1 405 732	1 120 791	1 220 029	9 596
Societe Maghrebail SA**	1 357 430	1 321 432	695 920	11 114
Natixis ALGERIE*	1 354 345	691 259	1 011 396	25 936
Aman Bank for Commerce and Investment*	1 348 779	615	868 203	29 504
Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie**	1 276 585	918 513	959 903	20 581
Banque Populaire d'El Jadida-Safi [2]	1 152 935	784 858	1 031 572	11 463
Al Salam Bank**	1 099 525	802 139	734 952	33 631
Libyan Islamic Bank**	1 081 261	4 416	887 469	0
CDG Capital**	1 073 948	40 096	502 418	7 528
Housing Bank For Trade And Finance-Algeria*	812 384	394 743	596 542	46 881
Al Waha Bank **	750 751	64 571	561 533	3 397
Citibank-Maghreb SA *	718 807	126 418	618 958	16 143
Trust Bank Algéria*	679 684	534 854	425 758	14 837
Arab Banking Corporation*	633 235	409 467	352 339	15 490
United Bank For Commerce & Investment*	625 716	0	512 856	20 069
Banque Tunisio Koweitienne**	619 060	474 676	422 007	-9 261
BMCE Bank International*	613 795	285 937	472 274	3 742
Qatar National Bank*	564 452	394 123	434 973	-160
Salafin**	507 689	451 495	103 881	13 591

Nuran Bank**	488 151	14 132	357 442	3 751
Banque de Tunisie et des des Emirats**	423 125	266 370	306 822	3 033
Banque Nationale de Mauritanie**	418 519	275 156	224 727	1 058
Banque Mauritanienne pour le Commerce International**	382 926	236 600	292 429	2 313
Tunisian Saudi Bank**	331 114	226 946	244 761	-1 015
Banque Tuniso-Libyenne**	308 901	130 876	264 887	-6 923
Banque Populaire Mauritanie**	277 269	189 562	210 489	4 710
Assaray Bank Trade & Investment Bank [3]	209 285	6 328	170 494	2 074
Attijari Bank Mauritanie [4]	199 322	120 326	156 483	5 407
Crédit Agricole-CIB Algérie*	196 226	86 908	96 261	3 632
Banque Mauritanienne de l'Investissement**	161 295	113 370	117 978	2 323
Banque El Amana**	152 442	122 595	87 806	1 174
Générale De Banque De Mauritanie Pour L'investissement Et le Commerce**	145 468	101 800	52 014	977
Banque pour le Commerce et l'Industrie**	145 311	90 863	110 048	1 206
Banque Al Wava Mauritanienne Islamique*	135 373	56 666	88 509	2 968
Banque des financements islamiques**	78 742	42 612	52 624	-899
Chingutty Bank*	43 045	24 852	23 326	359
International Bank of Mauritania	35 775	20 635	18 762	262
Banque Islamique de Mauritanie**	34 194	15 075	23 625	-3 224
Moyenne	**5 504 404**	**2 760 797**	**4 154 486**	**59 387**
Total	**401 821 489**	**204 298 945**	**307 431 954**	**4 394 634**

Source : Les auteurs à partir de la base de données Orbis

* L'année en question est 2018, ** L'année en question est 2019
[1] L'année en question est 2017
[2] L'année en question est 2014
[3] L'année en question est 2015
[4] L'année en question est 2016

Partie 2
Etudes et analyses

Évaluation de la performance durable des banques maghrébines

État des lieux et perspectives

I.1 Introduction

Depuis le début des années 2000, une nouvelle perception de la RSE a commencé à s'imposer aux pays de l'UMA. Le concept s'est développé rapidement et prodigieusement et assume actuellement un statut élevé même si la pratique reste à la traîne. Il y a eu une augmentation significative de la sensibilisation à la RSE vers le début des années 2000. Un certain nombre de facteurs internes et externes ont largement contribué à l'installation de la RSE dans la région du Maghreb. Il s'agit principalement des agents de régulation tels que les agences gouvernementales, les agents normatifs tels que les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales, les attitudes managériales et la motivation à adopter les meilleures pratiques occidentales et les pressions des entreprises multinationales, notamment sur leurs fournisseurs et partenaires.

En plus d'une sensibilisation élevée, la motivation des managers à s'engager dans des activités de RSE a commencé à augmenter. Il convient de noter que le paysage de la RSE au Maghreb est très hétérogène en raison des différences sociales, politiques et économiques entre les pays. Si la pratique de la RSE est réglementée par des lois telles que les lois sur l'environnement et le travail en Tunisie et au Maroc (El Khazzar et Benfares 2017), elle l'est moins dans les autres pays du Maghreb. De plus, alors que dans quelques pays du Maghreb, le secteur privé est globalement bien accepté par la société, ce n'était jusqu'à récemment pas le cas dans d'autres pays. En Algérie, par exemple, en raison de la perception largement répandue de la corruption dans le secteur privé, il existait un fort climat de méfiance à l'égard des entreprises privées et des sociétés multinationales. C'est peut-être l'héritage de décennies de diabolisation des entreprises privées et des multinationales, qui sont considérées comme cupides et agissant uniquement dans leur propre intérêt. En conséquence, les activités de RSE étaient considérées comme une forme de manipulation trompeuse ou de greenwashing visant à améliorer l'image des entreprises. Toutefois, les forts besoins sociaux, les finances publiques tendues et les initiatives de soutien des ONG émergentes ont amélioré l'image publique du secteur privé et le rôle positif des multinationales. Dans d'autres cas, frustrés par les initiatives gouvernementales souvent « trop peu trop tard » pour faire face aux défis sociaux et environnementaux croissants, les ONG et la société civile se sont tournées vers les entreprises privées pour obtenir leur soutien.

De nombreux signes montrent que la RSE s'installe dans la région de Maghreb. Un nombre croissant d'entreprises ont commencé à publier des rapports sur la RSE ou le développement durable (KPMG 2017). Un nombre croissant des écoles de commerce ont commencé à intégrer des cours sur la RSE et la durabilité. De plus, de nombreuses

entreprises ont commencé à participer dans des initiatives RSE. En conséquence, plusieurs ONG ont commencé à évaluer la responsabilité sociale des entreprises privées sur leurs performances environnementales et sociales.

Bien qu'un nombre croissant d'organisations s'engagent désormais dans la RSE aux pays du Maghreb et déploient de sérieux efforts pour intégrer la RSE dans divers aspects de leurs activités, la nature de la RSE au Maghreb reste floue. À ce jour, il n'existe pas de consensus clair sur sa signification et son impact.

Notre revue de la littérature et notre observation attentive de la pratique de la RSE dans la région montrent que jusqu'à présent, la RSE n'a pas reçu suffisamment d'attention de la part des universitaires et des praticiens.

Quand on parle de philanthropie, on sent qu'elle est indigène au Maghreb, mais chaque fois que l'on parle de la RSE, cela ressemble à une pratique importante introduite au Maghreb par des sociétés multinationales et des institutions internationales telles que l'ONU. En effet, jusqu'à tout récemment, la RSE était inexistante et tout ce qui était pratiqué était une inspiration des pratiques occidentales.

En s'appuyant sur les conceptualisations de la RSE utilisées dans les recherches menées dans les pays non occidentaux (Jamali et al, 2019; Lythreatis et al., 2019 ; Chang et al, 2017 ; Jain et al, 2017 ; Jain et Jamali, 2015 ; Jamali et Neville, 2011), nous considérons que la RSE comprend toutes les activités que les entreprises identifient comme une responsabilité envers l'amélioration de l'état social et du bien-être de leurs parties prenantes, y compris l'environnement, ainsi que la construction et le maintien de relations avec ces parties prenantes, qu'elles soient volontairement ou mandatées par des règles et/ou des normes.

Une définition aussi large de la RSE est nécessaire pour saisir les diverses conceptualisations de la RSE utilisées par les chercheurs menant des recherches dans les pays en développement. Par exemple, alors que la philanthropie peut être séparée de la RSE dans les pays développés (Porter et Kramer., 2002), la philanthropie dans les pays en développement est souvent comprise comme une forme dominante de RSE. En outre, nous conceptualisons la RSE comme un terme générique qui englobe les politiques, les processus et les pratiques spécifiques, y compris les rapports et les divulgations (Jain et Jamali, 2016 ; Jamali et Neville, 2011).

Cet article étudie les pratiques RSE de différentes banques maghrébines, grâce à l'analyse de leurs sites Web, rapports annuels et RSE. A notre connaissance, c'est la première étude qui vise à créer un score de performance durable pour les banques de l'UMA.

I.2 Développements récents de la RSE dans les pays de l'UMA

Les dernières décennies ont connu des développements significatifs dans le domaine de RSE et de durabilité dans la région du Maghreb. Avant de discuter des développements récents, il est important de souligner l'hétérogénéité observée des pratiques RSE au Maghreb. Cela est principalement dû aux différentes stratégies nationales qui façonnent les pratiques RSE.

Par exemple, au Maroc, la RSE est formalisée par le label RSE délivré par la confédération générale des entreprises marocaines (CGEM). Depuis mai 2005 le gouvernement marocain a lancé l'Initiative nationale pour le développement humain qui vise à développer les bases d'un programme national d'intégration des objectifs sociaux dans les décisions d'investissement. Concrètement, l'initiative offre aux acteurs économiques un cadre de référence et des ressources financiers (25 millions d'euros pour ses cinq premières années sociales) afin de maintenir et d'accroître le dynamisme.

Le Maroc vit un mouvement de normalisation en plein émergence et l'année 2004 marque le début d'un nouveau code du travail marocain qui renforce le cadre législatif local à l'attachement aux droits de l'homme et aux conventions internationales du travail, donnant lieu à des instances de médiation, d'arbitrage, de concertation et de mécanismes pour des négociations collectives périodiques. Le nouveau Code du travail prévoit des instruments adaptatifs de certaines mesures aux caractéristiques sectorielles et organisationnelles, principalement des outils internes tels que le comité d'entreprise, le comité d'hygiène et de sécurité, l'accord d'entreprise et la convention collective de branche… Plusieurs normes marocaines liées à la gestion des aspects sociaux dans l'entreprise, ont été fondées notamment à travers la norme NM00.5.600 (Système de gestion des aspects sociaux). Cette norme fait référence aux principes définis dans la SA 8000 (Responsabilité sociale 8000) et onze conventions de l'Organisation internationale du travail. Elle est compatible avec d'autres systèmes de management (qualité, environnement et sécurité) et vise à standardiser les réglementations locales et le code du travail.

La RSE au Maroc est encore à un stade très précoce de développement, malgré des conditions favorables dans lesquelles la RSE peut s'épanouir, comme la culture marocaine caractérisée par la solidarité et la transparence ou le libre-échange entre le Maroc et de nombreux pays développés plus conscients des préoccupations sociales et environnementales, impliquant ainsi aux entreprises marocaines de présenter le même intérêt et la même implication dans ces préoccupations. Par ailleurs, les actions menées

pour motiver les entreprises à être socialement responsables n'ont pas permis de débattre et d'adopter largement la RSE dans ce contexte.

On peut citer principalement parmi ces actions le label de responsabilité sociétale de l'entreprise, mis en place en 2007 par la CGEM en partenariat avec Vigéo. Il atteste la conformité des pratiques de gestion des entreprises avec les objectifs de la Charte RSE élaborée par la Confédération. Cette charte est la principale référence pour l'attribution du label, elle se matérialise par neuf axes inspirés des principes de la norme ISO 26000.

Faisant partie de cette dynamique internationale, la Tunisie a porté plusieurs initiatives pour encadrer et accompagner la RSE et la gestion responsable des entreprises (Ben Hassine et Ghozzi-Nékhili, 2013).

Ce pays s'est doté d'un cadre réglementaire et institutionnel favorable à la mise en œuvre de la RSE dans ses différentes dimensions depuis 2018. Cependant, malgré ces initiatives, l'engagement des entreprises en faveur de la RSE a tardé à décoller en Tunisie jusqu'en 2010 (ANDD, 2014). La révolution contre l'exclusion et le capitalisme de copinage qui a eu lieu en Tunisie en 2011, a accéléré le rythme de l'histoire du pays et a accéléré le processus d'institutionnalisation de la RSE (Koleva et Gherib, 2012). En effet, seules les entreprises ayant de bonnes politiques de ressources humaines et un engagement fort envers leurs communautés locales ont été épargnées et protégées par leurs salariés pendant la crise. Ces faits ont souligné l'importance d'un changement dans la gestion, de la maximisation du profit des actionnaires à la maximisation de l'utilité des parties prenantes en Tunisie. Poussé par ce changement politique dans le pays, le cadre institutionnel a évolué pour devenir un contexte plus favorable pour les entreprises à s'engager dans la RSE. Une stratégie nationale de responsabilité sociale des organisations est entrée en vigueur et a conduit à l'adoption en 2018 d'une loi nationale sur la RSE considérée comme une initiative législative pionnière dans la région et dans le monde en général (IRSET, 2018).

L'Algérie, est également ouverte depuis quelques années dans son contexte international, notamment dans le cadre de la relation avec l'Union européenne avec laquelle l'Algérie a un statut avancé. L'Algérie est dépassée par le concept de RSE et ses entreprises sont obligées de suivre le mouvement. Dans ce contexte, les entreprises sont non seulement appelées à répondre à la pression institutionnelle du pays dans lequel elles opèrent, mais subissent également la pression des institutions au niveau international. Ainsi, dans l'ambition de réguler le marché international, le programme RS-MENA a été développé, qui consiste à accompagner les organisations opérant dans la région MENA, dont l'Algérie pour la mise en œuvre de la norme ISO 26000. L'Algérie est certainement récente. Bien

qu'elle ait été précédée d'une réflexion dans la littérature depuis 2007, peu d'études ont abordé la RSE.

Les entreprises algériennes sont donc confrontées à un certain nombre d'exigences et de normes avec des entrepreneurs internationaux. Cette approche vise à faciliter la prise en compte des préoccupations sociales et sociétales par les entreprises locales, ce qui facilitera leur intégration dans leur environnement international. L'Algérie a également signé un certain nombre de traités d'échange et adhéré aux normes internationales et avec les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques. En outre, l'Algérie a adopté des mesures pour réglementer et encourager les entreprises à contribuer au développement social et à assumer leur responsabilité sociale. Parmi ces mesures, on peut noter la loi sur la protection de l'environnement, la loi de l'emploi, le droit des mesures de santé dans les entreprises et la loi sur la sécurité au travail.

En Algérie, la RSE se développe progressivement mais de manière inégale selon les secteurs et la taille des entreprises. De plus, la plupart des entreprises algériennes considèrent les programmes sociaux comme un domaine de responsabilité gouvernementale et ne considèrent pas ces types d'actions dans leur choix d'entreprise lors de la prise de décision (Département d'État des États-Unis, 2013).

Il est également clair pour la société algérienne que les structures sont en mutation. Pourtant, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de véritable dialogue ouvert sur la question de savoir si les entreprises devraient accepter des engagements plus importants pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux.

Les entreprises algériennes dans leur majorité ne manifestent quasiment aucun enthousiasme pour l'engagement social et environnemental (Dadene et Ahmed, 2014). De nombreuses recherches sur la RSE en Algérie se concentrent sur les dirigeants ou les managers d'entreprises, mais elles ignorent le rôle important de la société pour développer et promouvoir la RSE en Algérie.

Il est nécessaire pour les entreprises d'adopter et de mettre en œuvre une stratégie de réponse qui renverse les contraintes passives pour en faire une opportunité stratégique proactive. En effet, développer la RSE permettrait probablement aux entreprises algériennes de devenir compétitives dans un contexte de mondialisation.

En Mauritanie, la prise de conscience de la responsabilité sociale des entreprises a également augmenté avec l'entrée des entreprises étrangères sur le marché mauritanien.

L'Etat a commencé par quelques initiatives. Cependant ces initiatives restent encore timides.

En Libye, le niveau de responsabilité sociale des entreprises s'est amélioré depuis les années 2000 en raison des pressions exercées par les parties prenantes (Pratten et Mashat 2009, Bayoud et al., 2012). Cependant, les informations sur la responsabilité sociale des entreprises sont encore limitées (Elmogla et al., 2009 ; Hawashe, 2014). La Libye a un système économique, politique et social unique et particulier. Ce pays a été témoin de changements dans son régime gouvernemental. Par conséquent, l'environnement des affaires est devenu plus difficile et l'État et son environnement institutionnel sont devenu plus faibles. Malgré la situation du pays, plusieurs réformes ont été engagées en faveur de la RSE tels que les conventions de l'OIT.

I.3 La RSE face au Covid-19

Le Covid-19 pose des défis aux entreprises et aux organisations en ce qui concerne les conduites éthiques et la RSE. Cette crise a inévitablement mis les entreprises à l'épreuve de leur engagement en matière d'éthique et de RSE. Certaines personnes penseraient que les pressions financières à court et à long terme induites par cette épidémie peuvent fortement pousser les entreprises à rechercher des gains à court terme, parfois même par la fraude et la mauvaise conduite, et à réduire les investissements socialement responsables à long terme, probablement en raison du manque de ressources disponibles et de la pression croissante pour survivre.

Heureusement, nous avons observé que de nombreuses entreprises ont non seulement résisté aux pratiques commerciales contraires à l'éthique pendant cette crise, mais se sont également engagées de manière proactive dans diverses activités de RSE, en particulier celles qui peuvent offrir une aide et une assistance immédiates à la lutte contre le virus. Sans aucun doute, la pandémie actuelle offre un large éventail d'opportunités significatives à ceux qui ont une approche plus consciente et plus perspicace de la RSE. Par exemple, des entreprises manufacturières magrébines ont transformé leurs usines pour produire des ventilateurs, des équipements de protection individuelle, des désinfectants pour les mains, etc., certaines d'entre elles font don de ces produits au lieu de les vendre. Plusieurs banques ont pris des mesures sans précédent pour faire face à la crise de la COVID-19. Le tableau ci-dessous présente une petite synthèse de la démarche RSE adoptée par certaines banques maghrébines pendant la période COVID-19.

Tableau I.1 - Activités RSE de quelques banques maghrébines contre le COVID-19

Banques Algériennes	
Crédit Populaire d'Algérie	- Action de solidarité pour la lutte contre la propagation du COVID 19, organisée par l'Association des Banques et Etablissements financiers, en avril 2020.
Arab Banking Corporation	- ABC Algérie officialise un don au Croissant Rouge Algérien d'un montant de 13 Millions de Dinars Algériens. Le Croissant Rouge Algérien, en accord avec les directives ministérielles Algériennes, prendra en charge l'affectation des fonds aux différents programmes relatifs à la pandémie COVID-19.
BNP PARIBAS EL DJAZAIR	- Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus (Covid-19), BNP Paribas el Djazaïr fait don de plus de 16 millions de dinars d'équipements et matériels médicaux aux hôpitaux algériens. Cette contribution allouée au Croissant Rouge Algérien (CRA), partenaire de cette opération, servira à doter un certain nombre d'hôpitaux de moyens et matériels nécessaires aux personnels de santé et aux patients, dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.
Trust Bank Algéria	- La Trust Bank Algeria a reporté, sans aucun frais, les échéances de remboursement prévues du 06 avril au 05 mai 2020 au titre des financements contractés auprès de Trust Bank Algeria avec un glissement de 30 jours sur les échéanciers de remboursements.
Banques libyennes	
Al Waha Bank	- Al Waha Bank a lancé la compagne « protège toi » qui vise à assurer la sécurité de ses employés et de ses clients. La Banque islamique libyenne a décidé de prendre certaines mesures et directives nécessaires pour prévenir la propagation du virus. Une attention est portée à la stérilisation de tous les départements et succursales sur une base régulière et continue, ce qui contribue à la continuité de la réalisation de ses travaux et de l'accueil des clients avec les plus hauts niveaux de sécurité.
Banques marocaines	
Attijariwafa Bank	- Pour tous ses clients particuliers, professionnels, TPE et entreprises, dont les revenus ou les activités ont été impactés par la situation actuelle, Attijariwafa bank offre la possibilité de demander le report des échéances de crédit jusqu'au 30 juin 2020.

	- Réorganisation du travail : l'alternance présentielle/télétravail, la répartition des équipes sur plusieurs espaces distincts géographiquement, la limitation des circulations entre les différents locaux, la réduction du nombre de personnes dans les réunions, le recours à la vidéo-conférence et au canal digital, autant que possible. - Collecte dons pour le fonds spécial pour la gestion de la pandémie COVID-19.
Banque Centrale Populaire SA	- Report des échéances des crédits immobiliers et de consommation pour les clients impactés. - La banque populaire met en place des mesures exceptionnelles pour répondre aux besoins de trésorerie des entreprises : (1) le report jusqu'au 30 juin 2020 des échéances fixes et ce sans pénalités de retard (2) une ligne additionnelle de trésorerie, sous forme de crédit in fine à échéance au 31 décembre 2020, destinée à couvrir jusqu'à 3 mois de charges courantes (le versement des salaires, le règlement des fournisseurs, le paiement de loyer, etc). Ce prêt est couvert exclusivement par la garantie de la Caisse Centrale de Garantie « Damane Oxygène » (3) les entreprises dans l'incapacité de rembourser ce crédit à la date d'échéance pourront bénéficier de son amortissement sur 5 ans. - La gratuite des services en ligne pour l'ensemble de sa clientèle - Don d'un milliard de dirhams au fonds spécial pour la gestion de la pandémie covid-19
Banques mauritaniennes	
Banque Populaire Mauritanie	- La BPM, a mis en place un plan de prévention visant à éviter toute éventuelle propagation du virus au niveau des locaux de la banque. Ce plan comporte des mesures de sécurité sanitaire dont notamment l'installation de gel hydro alcoolique aux portes de tous les locaux d'accès et la diffusion d'une campagne de sensibilisation auprès de son personnel sur les mesures de précaution à suivre conformément aux prescriptions édictées par les Pouvoirs Publics en Mauritanie et l'Organisation Mondiale de la Santé.
Banques tunisiennes	
BH	- BH Bank a mis à la disposition du ministère de la santé un bâtiment à 6000m². - BH Bank a mis à la disposition des Tunisiens bloqués en France, suite à la Covid-19, deux unités hôtelières de près de 200 chambres individuelles.

	- Contribution sociale de solidarité de 3,9 MD et don pour la lutte contre la COVID-19 de 11,4MD.
STB	- Pour les particuliers, le report des échéances des crédits à partir de fin mars à fin septembre pour les revenus inférieurs à 1000 DT. - Pour les entreprises, le report des échéances durant la période allant du 1er mars jusqu'à fin septembre 2020 ; lancement d'une ligne de crédit de fonctionnement et gestion exceptionnelle « Crédit coronavirus ». - Dans le cadre de la médecine de travail et des services d'assistance sociale ont été prodiguées en faveur du personnel de la Banque : l'intervention de la nouvelle caisse d'entraide crée en 2017 pour soutenir le personnel malade et l'amélioration des contrats d'assurance. - Contribution au Fonds de solidarité à 12 millions de dinars.
Amen Bank	- Distribution des aides sociales, grâce au « DINAR EXPRESS » 1er produit cardless en Tunisie - Contribution d'AMEN BANK pour un montant de 11,4 millions de dinars, pour lutter contre le Covid-19 - Application par AMEN BANK de mesures de soutien de ses clients : suspension du remboursement des échéances en principal et intérêts ainsi que le report de remboursement des crédits bancaires sur la période restante du crédit initial plus 7 mois, au profit des clients particuliers dont les revenus mensuels ne dépassent pas les 1 000 dinars et 3 mois pour les particuliers dont les revenus mensuels dépassent les 1 000 dinars. - Le soutien d'AMEN BANK à l'hôpital Charles Nicolle : l'acquisition de 23 lits électriques - Contribution de 11,4 millions de dinars, au profit du Fonds dédié à la lutte contre la pandémie.
BIAT	- A travers son initiative « Moltazimoun – engagés », la BIAT s'engage à offrir les solutions les plus adaptées aux besoins de chacun de ses clients pour atténuer l'impact de la crise sur le budget des particuliers et contribuer à la préservation du tissu économique et la protection des emplois en Tunisie. L'initiative comprend plusieurs mesures concrètes en faveur des clients particuliers, professionnels et entreprises : - Le report des échéances des crédits des particuliers dont le revenu net est inférieur à 1000 dinars pour la période allant

	du 1er mars au 30 septembre 2020. Les échéances des crédits prélevées en mars ont déjà fait l'objet d'une régularisation ; - Le report de toutes les échéances des crédits des particuliers dont le revenu net est supérieur à 1000 dinars pour une période de 3 mois allant du 1er avril au 30 juin 2020 ; - Les clients particuliers n'ont aucune démarche à faire pour bénéficier du report d'échéance. - Toutes ces mesures sont bien entendu applicables à tous les crédits à usage particulier contractés par les professionnels - Une enveloppe supplémentaire de 500 millions de dinars est consacrée aux nouveaux besoins de financement des entreprises et des professionnels. Cette enveloppe sera allouée sur demande des clients selon leurs besoins spécifiques et leurs capacités - Des mesures d'encouragement des canaux à distance ont été mises en place : (1) La gratuité des retraits via les distributeurs automatiques de la BIAT pour tous les détenteurs de cartes bancaires et postales tunisiennes ; (2) La gratuité des transactions sur les terminaux de paiement électronique dont le montant est inférieur à 100 dinars pour tous types de cartes ; (3) La gratuité des cartes prépayées et des cartes épargne pour la première année. - La BIAT a fait don d'un montant de 18,3 millions de dinars au profit du fonds dédié à la lutte contre la pandémie.

La RSE établira des relations plus solides entre ses clients et le grand public, car ces derniers ont construit de fortes attentes de la part de leur banque / marques préférées en ce qui concerne leurs efforts de lutte contre le virus.

Les clients seraient fiers que leur banque aide leurs employés par exemple. Le lien établi entre la banque / l'entreprise et le client pendant cette période de crise peut être plus significatif et durable que pendant les périodes « pacifiques ». Par conséquent, la pandémie de Covid-19 offre de grandes opportunités pour les entreprises de s'engager activement dans leurs stratégies et leur programme de RSE. Cependant, la pandémie a poussé de nombreuses entreprises au bord de l'effondrement. Il devient encore plus important de comprendre ce qui pousse certaines entreprises à être plus éthiques et socialement responsables, en particulier lorsque les ressources sont limitées et que leur survie est menacée.

Jusqu'à présent, les gouvernements du monde entier ont mis en place des programmes d'aide économique pour alléger la pression imminente, en particulier sur les entreprises

les plus vulnérables, telles que les petites entreprises et les entreprises de tourisme. Ces mesures devraient encourager les entreprises à maintenir des pratiques éthiques et à respecter leur engagement RSE envers leurs différentes parties prenantes. Il est également prouvé que pendant les crises et dans l'incertitude, la haute direction joue un rôle clé à cet égard. Par exemple, plusieurs banques et grandes entreprises maghrébines ont fait des dons pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Par conséquent, cette pandémie représente un excellent contexte pour examiner comment les facteurs institutionnels influencent la RSE et les comportements éthiques des entreprises.

D'autre part, après le coronavirus, une question saillante et également renouvelée : c'est l'analyse de rentabilisation de la RSE, en particulier à moyen et long terme. En fait, la pandémie expose la vulnérabilité des entreprises à des forces extérieures extraordinaires, telles que l'événement du cygne noir de cette pandémie.

I.4 Implications du covid-19 sur la RSE

Il pourrait y avoir deux points de vue et prédictions opposés à ce sujet. D'une part, cela peut empêcher les entreprises d'investir dans la RSE, en raison de la nécessité de se concentrer sur leur activité principale afin de survivre à court terme. D'autre part, l'histoire nous a appris que les changements des forces environnementales (par exemple, la crise pétrolière des années 1970) ont facilité le développement de la RSE.

Par conséquent, une vision plus optimiste est que la pandémie de Covid-19 accélérera le développement postpandémique de la RSE à long terme. De plus en plus d'entreprises réalisent que leur survie et leur développement à long terme dépendent de la réalisation d'un équilibre délicat entre rentabilité et harmonie avec ses différentes parties prenantes. La question la plus pertinente et la plus urgente n'est probablement pas de savoir s'il faut investir ou non dans la RSE, mais plutôt de savoir comment investir dans la RSE pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques mutuellement bénéfiques et interdépendants. La pandémie nous apprendra une leçon selon laquelle « nous sommes tous dans le même bateau », ce qui augmentera sans aucun doute l'attente des gens à ce que les entreprises soient plus socialement responsables. Par conséquent, nous pouvons envisager la période postpandémique comme une période où les entreprises florissantes sont celles qui ont un fort engagement en matière de RSE et des stratégies ESG efficaces. Le greenwashing devient alors de plus en plus risqué en termes de légitimité et de réputation.

Les Nations Unies ont appelé à faire des efforts afin de construire des économies post-Covid-19 plus inclusives et plus durables, plus résistantes face aux défis mondiaux, tels

que les pandémies, les changements climatiques et autres, au lieu de revenir au monde tel qu'il était avant la crise du coronavirus (UN.org, 2020). Cette pandémie offre de grandes opportunités pour les entreprises de s'engager activement dans diverses initiatives de RSE pendant la crise, et potentiellement catalyser une nouvelle ère de développement de la RSE à long terme.

La pandémie a suscité d'approfondir et de renforcer les collaborations intrarégionales les pays de l'UMA. Certaines initiatives issues de la pandémie, notamment dans le domaine de l'innovation numérique et de la RSE, peuvent indiquer un avenir plus interconnecté. Par exemple, dans un projet coordonné par le Maghreb Startup Network, LaStartupFactory (Maroc), IncubMe (Algérie) et EY Tunisie ont organisé le Covid-19 Maghreb Bootcamp, qui s'est déroulé entièrement en ligne à la fin du mois de juin.

Les participants ont développé des approches numériques pour gérer le Covid-19, avec quatre projets sélectionnés comme gagnants. L'une d'elles était la start-up libyenne Speetar, qui développe une plate-forme numérique pour connecter les patients aux médecins, garantissant que les personnes vivant dans des zones reculées reçoivent des soins médicaux. Un autre exemple est Makelti en Algérie, avec une application qui vise à réduire le gaspillage alimentaire dans les cantines institutionnelles en permettant aux gens de réserver leur repas un jour à l'avance.

Bien que les problèmes de RSE et de TIC à l'échelle de la région restent à résoudre, des initiatives comme celles-ci indiquent qu'un écosystème régional plus connecté, collaboratif et socialement responsable pourrait émerger après le Covid-19.

I.5 Méthodologie

L'objectif principal de cette section est de mesurer la performance durable (PD) de 66 banques maghrébines (voir annexe). Nous allons évaluer le degré de durabilité des banques de l'UMA en nous basant sur les données ESG publiées sur leurs sites Web, rapports annuels et RSE. Il s'agit d'une étude qualitative qui vise à identifier les pratiques RSE mises en place par les banques de l'UMA. Le choix d'une approche qualitative s'explique par les données limitées disponibles sur le sujet.

Compte tenu du manque de littérature sur les développements récents des pratiques de RSE dans les pays de l'UMA, nous fournissons ci-dessous les résultats d'une étude qualitative pour documenter et analyser les pratiques de RSE dans les banques maghrébines.

I.6 Description des variables

Le score de performance durable a été évalué sur la base d'une échelle de 5 points basée sur les cinq critères suivants, comme indiqué dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau I.2 - Description des variables

Critères Environnementaux	
A/ Investissements environnementaux et financement vert	1- Financement des grands projets environnementaux 2- Accompagnement des clients dans les projets verts 3- Facilités de prêt pour les projets verts 4- Des petites initiatives 5- N'accorde aucun avantage aux projets verts/ environnementaux
B/ Réduction de la consommation des déchets, énergies, …	1- Dispose d'une stratégie environnementale globale : tel que l'utilisation de l'énergie renouvelable, … (bien détaillée dans le rapport/site) 2- Réduction très importante de déchets, de consommation d'énergie (détaillée dans le rapport/site) 3- Réduction moins importante de déchets, de l'énergie (sans donner de détails) 4- Quelques initiatives vertes. 5- Aucune initiative
Critères sociaux	
C/ Investissement communautaire (éducation, sport, entreprenariat, …)	1- Investissement dans des grands/plusieurs projets communautaires (projets détaillés dans le rapport/site) 2- Investissement dans des projets culturels ou sportifs ou …. (projets détaillés dans le rapport/site) 3- Investissement dans des petits/moyens projets communautaires (projets détaillés dans le rapport/site)

	4- Participer à l'investissement des projets communautaires/ sponsoring (sans donner de détails) 5- Aucun investissement
D/ Ressources humaines (formation, recrutement des jeunes, primes, prêts aux personnels…)	1- Dispose d'une stratégie de formation continu dans plusieurs domaines et d'une stratégie de recrutement (jeunes/femmes) et offre des prêts et œuvres sociales au personnel, des primes (bien détaillée dans le rapport/site) 2- Offre des formations aux employés en lien avec leurs activités professionnelles ou recrutement ou prêts (bien détaillée dans le rapport/site) 3- Offre des formations aux employés en lien avec leurs activités professionnelles ou recrutement ou prêts (sans donner de détails) 4- Quelques initiatives favorisant l'épanouissement des employés (une petite phrase dans le rapport, sans donner de détails) 5- Aucune stratégie pour améliorer la relation avec le personnel
Critères de Gouvernance	
E/ Communication RSE	1- Rapport RSE séparé 2- Une partie importante sur la RSE dans le rapport annuel (bien détaillée et avec des chiffres) 3- Une partie RSE (quelques pages) dans le rapport annuel (bien détaillée avec quelques chiffres) 4- Une partie RSE descriptive dans le rapport annuel ou sur le site (sans donner des chiffres précis) 5- Aucune communication RSE
F/ Lignes directrice (PE, Pacte mondiale, ISO, conventions sociales, environnementales, …)	1- Signature de plusieurs conventions nationales et internationales 2- Signature d'au moins de trois conventions nationales et internationales

	3- Signature d'au moins d'une convention nationale et internationale 4- Signature d'au moins d'une convention nationale 5- Aucune convention
Critères sanitaires	
G/ Covid-19	1- Aides aux clients, à l'Etat et aides sociales 2- Des initiatives pour aider les clients (exemple : report des prêts, etc.) 3- Quelques initiatives pour lutter contre le covid-19 (sans donner de détails) 4- Participer à une campagne de sensibilisation 5- Aucune initiative

Les scores de performance durable ont été déterminés en analysant les pratiques RSE faites par les banques maghrébines à travers leurs sites Web et les rapports annuels / RSE. Comme le montre le tableau 2, le score est basé sur quatre principales dimensions : Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG) et sanitaire. Outre la prise en compte des trois dimensions ESG, la dernière crise a montré que la dimension sanitaire est désormais aussi à prendre en compte dans l'évaluation de la performance durable. En fait, la pandémie a été un déclencheur ou un catalyseur de la RSE pour plusieurs entreprises et banques maghrébines.

Une note de 1 à 5 a été attribuée à chaque critère où 1 signifie que la banque est avancée en matière de DD et RSE et 5 signifie qu'elle est encore débutante. Un score moyen pondéré pour chaque banque est ensuite calculé et ensuite converti en pourcentage (entre 0% et 100%). Plus le score est élevé, plus la banques est durable.

I.7 Statistiques descriptives

Les statistiques descriptives qui comprennent la moyenne, l'écart type, les valeurs minimales et maximales des banques maghrébines sont présentées dans le tableau 3 ci-dessous

Tableau I.3 - statistiques descriptives

Moyenne	Ecart-type	Min	Max	Observations
22%	26%	0%	100%	66

Les résultats montrent que la valeur de la performance durable des banques maghrébines varie entre 0% et 100% sur toute la période d'étude, avec une moyenne de 22%. Nous observons de fortes variations dans les pratiques RSE entre les différentes banques maghrébines. En fait, 27,27% des banques maghrébines sont en progression en matière de DD et RSE et 16,67% sont avancées en matière de DD et RSE. Ces résultats montrent que les banques maghrébines sont sur la bonne voie concernant la prise en compte des pratiques RSE malgré le retard de quelques banques. En fait, la plupart des banques maghrébines ont manifesté un vif intérêt pour la RSE ces dernières années. Cela ressort clairement de leurs rapports annuels et RSE et de leurs sites Web où ils fournissent une déclaration sur leur implication dans la RSE. Dans la plupart de leurs rapports financiers, elles consacrent des pages mettant en évidence leurs contributions à la RSE. Les banques de l'UMA se sont engagées dans des activités qui incluent l'éducation et le développement du leadership, l'accès, l'entrepreneuriat, l'agriculture, la santé, l'innovation, la durabilité environnementale, le développement des entreprises, l'intervention humanitaire, l'éthique des affaires, le développement communautaire et la gouvernance et les questions sur le lieu de travail. En fait, la majorité de leurs activités de RSE se limitaient à des initiatives philanthropiques.

I.8 Conclusion

Généralement, les initiatives de RSE sont promues et soutenues par les gouvernements nationaux. Cela se traduit par un engagement plus fort et explicite en faveur de la RSE.

La majorité des banques maghrébines ont commencé à travailler sur les nouveaux défis sociaux et environnementaux auxquels sont confrontées les sociétés dans lesquelles elles opèrent.

À l'aide d'une étude qualitative, nous avons brièvement discuté de certaines des pratiques RSE des banques maghrébines. Les résultats de cette étude montrent que malgré la divergence entre les différentes banques, la RSE est en train d'évoluer rapidement dans la région. Le défi pressant maintenant pour les universitaires et les praticiens vise à développer des stratégies et des pratiques de RSE efficaces qui sont alignées sur les contextes locaux.

L'économie non observée dans la région maghrébine

La digitalisation lutte-t-elle contre ce fléau ?

II.1 Introduction

Depuis plusieurs décennies, les pays de la région maghrébine souffrent du phénomène de l’économie non observée. Ce fléau a été perçu comme un mal économique et social qui n’a réussi qu’à exploiter les travailleurs appauvris et à paralyser la capacité des décideurs publics à financer les services de base qui sont indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). L’économie non observée constitue un obstacle alarmant et une barrière pour l'environnement d’affaires des entreprises enregistrées sur le marché officiel. Elle peut avoir aussi de graves conséquences sur les performances économiques en faussant les statistiques officielles et la véritable situation économique et sociale d'un pays et également sur les finances publiques en les pénalisant par la réduction de l'assiette fiscale (Tanzi, 1982 ; Schneider and Enste, 2000 ; Gërxhani, 2004).

Dans la région maghrébine, le développement de l’économie non observée remonte aux années 1970 et 1980, et elle est largement expliquée par des restrictions à l’importation, des droits de douanes élevés, du commerce intrarégional officiel rare, etc. L’économie non observée se manifeste de différentes manières dans les pays de la région maghrébine et apparait également sur les frontières des pays en question : les populations frontalières du nord du Maroc importent de l'essence algérienne de la frontière orientale, les vendant sur les marchés informels de la région ; les réseaux du sud de la Tunisie importent également des marchandises libyennes subventionnées telles que l'essence et les produits alimentaires de base (Galien, 2018). Gardons en mémoire aussi que l’économie non observée est au cœur des nombreuses causes du printemps arabe de 2011 qui a commencé en Tunisie par l’immolation d’un vendeur ambulant informel de fruits et légumes maltraité par la police.

Face à l’ampleur des défis posés par l’économie non observée, assurer la transition des travailleurs et des unités économiques non officielles vers l’économie officielle est d’une nécessité primordiale dans la mesure où la formalisation de l’économie non observée est cruciale pour atteindre les ODD. La digitalisation ou l’adoption de technologies et d’approches numériques offre une occasion sans précédent de s’attaquer aux obstacles qui entravent d’une part, l’inclusion sociale et d’autre part, la formalisation de l’économie (Farazi, 2014).

À notre avis, l'évaluation de l'impact de l’adoption de nouvelles technologies sur l'économie non observée représente une question de recherche d'un intérêt majeur, qui a reçu peu d'attention jusqu'à présent (Elgin, 2013 ; Jacoline et al., 2009). Dans ce chapitre, nous avons choisi d’explorer l’impact de la digitalisation sur l’économie non observée dans les pays de du Maghreb. Mener cette étude dans le contexte de la région

maghrébine semble très utile dans la mesure où l’économie non observée est au cœur des principaux défis sociales et économiques de la région dans un contexte de digitalisation croissante. Notre objectif est de déterminer l'effet de la digitalisation sur taille de l’économie non observée tout en prenant en considération d’autres facteurs impactant ce fléau.

Pour évaluer l'impact de la digitalisation sur l’économie non observée, nous nous appuyons, comme point de départ que nous allons généraliser, sur des données annuelles portant sur la Tunisie au cours de la période 1996-2018. Entamer une étude liée à l’économie non observée n’est pas aisé essentiellement du fait de la non-disponibilité des données fiables sur la taille de ce phénomène. Cependant, notre étude présente l’avantage d’utiliser des données issues d’un modèle d’équilibre général dynamique stochastique (DSGE). Contrairement à d'autres approches proposées dans la littérature pour estimer l'économie non observée, le modèle DSGE prend en considération différentes hypothèses sur le comportement rationnel des agents économiques permettant d'appliquer des analyses de politiques monétaire et budgétaire appropriées afin de réduire la prévalence de ce phénomène.

Les résultats de notre étude montrent que la digitalisation tend à lutter contre l’économie non observée en Tunisie et dans la région du Maghreb en général. L’informel diminue à long terme de près de 1 pour cent, suite à une augmentation de 1 pour cent du niveau de la digitalisation. Ce résultat conforte l’hypothèse selon laquelle la digitalisation assure la transition de l’économie non observée à l’économie officielle.

Le reste du chapitre est organisé comme suit. La section 2 présente un cadre théorique sur l’économie non observée et sur la digitalisation. La section 3 présente un bref aperçu sur les faits stylisés de la région maghrébine. La section 4 met l’accent sur la méthodologie économétrique et les résultats empiriques. Enfin, la section 5 résume et suggère des recommandations.

II.2 Littérature

L’un des objectifs de ce travail est de fournir un apport théorique sur la relation entre la digitalisation et l’économie non observée. Pour y parvenir, une définition claire et précise de l’économie non observée et un bon choix de la méthode de son estimation s’avèrent nécessaires.

II.2.1 Economie non observée : définition

La littérature sur l'économie non observée propose une pléthore d'appellations, notamment : souterraine, cachée, grise, ombre, informelle, deuxième, parallèle, clandestine, illégale, non enregistrée, non officielle, et noir (voir, notamment, Thomas, 1992 ; Feige, 1990 ; Fleming et Farrell, 2000 ; Schneider et Enste, 2000, Dell'Anno, 2003). Ces termes sont souvent utilisés comme des synonymes puisqu'ils semblent tous avoir une certaine connotation d'activités illicites mais ils font référence à des phénomènes distincts et doivent être utilisés de manière appropriée (Bagachwa et Naho, 1995 ; Feige, 1990 ; Feige et Urban, 2008 ; Thomas, 1992).

Compte tenu de la multiplicité des concepts et des définitions, et dans le but d'assurer l'exhaustivité du PIB, l'OCDE a introduit le concept de l'économie non observée qui est définie par « *l'ensemble des activités productives – illégales et légales, marchandes et non marchandes – que les comptes nationaux pourraient enregistrer dans l'optique de la production* » (OCDE, 2002). Dans ce sens, l'économie non observée englobe toutes les activités qui ne peuvent pas être prises en compte parce qu'elles sont souterraines, illégales, informelles (y compris celles opérées par les ménages), ou encore parce que le dispositif de collecte des données de base présente des lacunes.

Typologie de l'économie non observée

Selon l'OCDE, l'économie non observée couvre les activités qui font partie de l'une des « 5 zones problématiques » suivantes :

- **L'économie souterraine** comprend des activités qui peuvent être à la fois économiquement productives et légales dans la mesure où elles respectent certaines normes ou réglementations, mais volontairement dissimulées aux pouvoirs publics afin d'échapper au paiement de l'impôt sur le revenu, la taxe sur la valeur ajoutée ou d'autres impôts ; le paiement des cotisations de sécurité sociale ou à certaines normes légales telles que les salaires minimums, le nombre d'heures maximum.
- **L'économie illégale** comprend la production des biens et services dont la possession, la vente et la distribution sont interdites par la loi tels que le trafic d'armes et de drogues. Les activités illégales comprennent encore la production et la vente de la contrefaçon, et enfin, le recel de biens volés, la corruption et le blanchiment de capitaux.
- **L'économie informelle** comprend des activités dont la production et la distribution sont parfaitement légales. Cette caractéristique distingue la production informelle de la production illégale. Il existe également une distinction entre le secteur informel et les activités de l'économie souterraine. Les activités informelles non observées font partie du secteur informel qui couvre également des activités

observées exercées de façon informelle ; en général, les activités informelles sont les activités productives exercées par des entreprises non constituées en sociétés appartenant au secteur des ménages, qui ne sont pas enregistrées et/ou sont inférieures à une taille donnée en termes d'effectifs et qui ont une production marchande (Eurostat, 2013).

- **La production des ménages pour usage final propre** englobe les activités productives qui sont consommées et capitalisées par les ménages eux-mêmes. Il s'agit de la production non-marchande des biens et des services comprenant la production de cultures et de bétail, la production d'autres biens pour leur propre utilisation finale, la construction de maisons individuelles et d'autres formations de capital fixe pour compte propre, les loyers imputés aux propriétaires occupants et les services de domestiques rémunérés.
- **Les productions manquées en raison des lacunes dans le dispositif de collecte des données de base** comprennent toutes les activités de production censées être comptabilisées dans le programme de collecte de données de base mais qui ne sont pas déclarées statistiquement pour des problèmes qui peuvent être résumé dans les trois catégories suivantes :la sous couverture des entreprises dans la mesure où elles sont nouvelles et n'ont pas encore été incluses dans les bases de sondage, ou si elles tombent sous le seuil de taille des enquêtes, ou si elles ont été classées de manière incorrecte par type d'activité ou par région et ont donc été exclues de manière inappropriée ; la non réponse des entreprises dans la mesure où elles sont incluses dans l'échantillon mais aucune donnée n'est collectée et la sous déclaration des entreprises de leur valeurs ajoutées .

II.2.2 Economie non observée : méthodes de mesure et d'estimation

Il est évident que l'obtention des informations sur les activités non observées, leur ampleur et les différentes manières avec lesquelles elles se déroulent est difficile et, dans un certain cas, une tâche ardue puisque ces activités n'appartiennent pas à l'économie officielle. Dès lors, la seule possibilité d'acquérir une quantification de sa taille réside dans l'estimation. Plusieurs tentatives ont été faites et différentes approches sont utilisées à cette fin même si un certain désaccord subsiste quant aux meilleures méthodes pour estimer l'ampleur de ce phénomène.

Il est habituel dans la littérature de classer les approches existantes en trois classes principales : les approches directes, les approches indirectes et l'approche model.

II.2.2.1 Les approches directes

Les approches directes, également appelées micro-approches, traitent généralement des données microéconomiques en utilisant des enquêtes, des entretiens, et des questionnaires appliqués à la fois aux ménages et / ou aux entreprises. Les résultats obtenus à partir de cette approche fournissent des informations précieuses sur la structure de l’économie non observée, sa démographie, ses caractéristiques géographiques et son profil de travail, y compris : la race, le sexe, etc. Toutefois, la méthode d’enquête prête le flanc à plusieurs critiques : les personnes ne sont pas enclines à coopérer et une fois ils acceptent de répondre aux questionnaires, les réponses dégagées ne sont pas fiables puisque la plupart des enquêteurs hésitent à avouer un comportement frauduleux, ce qui rend difficile l’évaluation de la quantité de travail non déclaré et ce qui risque de sous-évaluer la taille de l’activité économique non observée. Un autre inconvénient de cette méthode est que le processus de collecte de données est assez coûteux et prend beaucoup de temps. En outre, étant donné que les questionnaires sont menés à un moment donné (par exemple, un mois spécifique d’une année donnée), les résultats obtenus ne conduisent qu’à des estimations ponctuelles et donc des estimations invariables dans le temps. Ils sont ainsi incapables de fournir des estimations sur l’évolution de l’économie non observée durant une période très longue durée.

II.2.2.2 Les approches indirectes

Les approches indirectes, également appelées « approches indicateurs », traitent généralement des données macroéconomiques en exploitant différentes relations macroéconomiques pour déduire la taille de l'économie non observée. Des estimations peuvent être obtenues, par exemple, en examinant les différences entre le revenu national produit et la consommation (Pissarides et Weber, 1989), ou entre la main-d'œuvre réelle et enregistrée (Contini, 1981) ou encore en comparant les intrants électriques avec la production industrielle (Kaufmann et Kaliberda, 1996), ou même en utilisant l'approche de la demande de monnaie en mesurant l'écart entre la demande de monnaie réelle et la demande de monnaie en l'absence de taxation (Cagan, 1958; Tanzi, 1983). Cependant, ces approches sont généralement critiquées pour être basées sur diverses hypothèses simples et limitées. Ils se concentrent également sur un aspect ou indicateur spécifique de l'économie non observée et en négligent de nombreux autres (Schneider, 2005 ; Elgin et Oztunali, 2012).

II.2.2.3 L’approche modèle

Une troisième approche d'estimation de l'économie non observée est basée sur l’approche modèle qui suppose que l'économie non observée est une variable latente.

Cette approche fait la distinction entre le modèle MIMIC (Multiple Indicator Multiple Cause) et le modèle DSGE.

Quant à la méthode MIMIC, elle s'appuie sur les travaux de Frey et Weck-Hannemann (1983) et repose essentiellement sur un modèle factoriel, dans lequel l'économie non observée est traitée comme une variable inobservable et s'explique par plusieurs variables observables comme causes d’économie non observée et un ensemble d'indicateurs observables qui sont impactés par ce phénomène. Néanmoins, à l'instar des approches définies ci-dessous, cette méthode fait l’objet de vives critiques. Helberger et Knepel (1988) montrent que les estimations de la taille de l’économie non officielle issues de cette approche sont instables face à des changements mineurs, que ce soit dans la période ou dans le groupe de pays étudiés. Ils soutiennent également que les variables indicatrices ne sont pas convaincantes à cette fin. Une autre critique adressée au model MIMIC est qu’il ne repose sur aucune micro-fondation, ce qui le rend ouvert à la célèbre critique de Lucas (1976). Breusch (2005) est l’un des détracteurs de l’utilisation de l’approche MIMIC à cette fin. De plus, Elgin et Erturk (2018) attestent que ce modèle est basé sur l'utilisation de spécifications économétriques ad hoc, le rendant ainsi sujet à des erreurs statistiques.

Une autre approche modèle utilisée pour estimer la taille de l’économie non observée est le modèle DSGE. Comparée aux méthodes présentées ci-dessus, Cette approche s'écarte radicalement des méthodologies traditionnelles proposées dans la littérature pour estimer l'économie souterraine et présente à notre avis deux avantages principaux. Premièrement, parce qu'elle est basée sur la théorie, nous pensons que la méthodologie DSGE permet de mieux comprendre les causes de l'économie souterraine. Deuxièmement, le modèle estimé permet d'évaluer les implications de la politique budgétaire et monétaire de l'économie souterraine dans une perspective d'équilibre général.

II.2.3 Economie non observée et digitalisation : point de vue théorique

D’un point de vue théorique, une meilleure adoption de nouvelles technologies pourrait influencer l’ampleur de l’économie non observée et ouvrir néanmoins de nouvelles perspectives en faveur d’une plus grande formalité.

Théoriquement, la relation entre la digitalisation et l’économie non observée pourrait passer par plusieurs canaux.

- **Réduire l’évasion fiscale**

La digitalisation représente une réelle opportunité pour la formalisation de l’économie non observée et constitue une avancée importante pour lever les contraintes auxquelles est confronté le secteur privé dans les procédures de formalisation. La digitalisation, et en particulier un meilleur accès à Internet pourrait contribuer à développer l’administration fiscale et douanière en élargissant les recettes fiscales et en réduisant les coûts de collecte des impôts (Gnangnon et Brun, 2018). Les applications d'administration électronique peuvent améliorer la transparence et atténuer le problème de l'asymétrie de l'information en augmentant l'accès à l'information. En outre, elles permettent aussi de promouvoir la responsabilité en améliorant la capacité des citoyens à suivre les décisions et les actions des différents fonctionnaires tout en rendant les procédures administratives plus simples et plus transparentes (Bhatnagar, 2003).

En outre, dans la mesure où les autorités publiques utilisent le secteur financier pour contrôler et taxer les transactions, la digitalisation du secteur bancaire permet de lutter contre l’évasion fiscale et, par conséquent atténue davantage la propagation de l’économie non observée (Berdiev et Saunoris, 2016).

- **Favoriser l’inclusion financière et le paiement en ligne**

La digitalisation offre une solution transformationnelle à l'exclusion financière et représente une énorme opportunité pour inclure financièrement ceux de l'économie non observée. La digitalisation peut également avoir un impact sur l’économie non observée en améliorant l'accès au crédit, car les entreprises non officielles déclarent généralement que l'accès au financement est le plus grand obstacle qu’il rencontrent (Jacolin et al., 2019). L’adoption de nouvelles technologies dans le secteur bancaire permet de générer de grands ensembles de données sur les utilisateurs (habitudes, historique de crédit, etc.), elle facilite l'accès au crédit en réduisant les asymétries d'information et en améliorant la transparence (Aron, 2018). La digitalisation des banques représente une opportunité pour diversifier de plus en plus leurs services financiers et s'avère être un facteur de financiarisation des économies (Chaix et Torre, 2015). En effet, tirer parti de la numérisation représente une grande chance pour inclure financièrement ceux de l’économie non observée puisque les personnes et les entreprises opérant sur le marché non officiel sont parfois incapables de fournir une forme fiable d’identification pour ouvrir un compte bancaire. Ils ne peuvent pas prouver de manière convaincante leur capacité de remboursement en raison d’asymétries d’information (Farazi, 2014).

Dans la mesure où, les entreprises qui opèrent sur le marché non officiel utilisent l’argent en espèce comme seul moyen de paiement pour qu’ils puissent réduire la traçabilité de

leurs transactions (La Porta et Shleifer, 2014), le passage des paiements en cash aux paiements numériques rend les transactions commerciales plus sûres, fluides et moins chères (Beck et al., 2018). Ces gains d'efficacité augmentent les coûts d'opportunité d’opérer dans l’économie non observée.

- **Réduire la corruption**

Un autre effet possible de la digitalisation sur la taille de l'économie non observée pourrait s'expliquer par la réduction de la corruption. Etant donné qu’elle est généralement considérée comme l'un des principaux déterminants de l’économie non observée et, comme le suggèrent Lio et al. (2011) , la diffusion de la nouvelle technologie contribue à l’amélioration de la qualité des institutions et de la gouvernance, notamment grâce à une réduction significative de la corruption. En effet, la digitalisation peut jouer un rôle substantiel dans la lutte contre la corruption en améliorant l'application des règles, en réduisant le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires et en augmentant la transparence (Bhatnagar, 2003 ; Sturges, 2004).

- **Renforcer l’économie officielle**

La digitalisation peut influencer également l’économie non observée à travers la croissance de l’économie observée dans la mesure où les canaux de transmission précédents peuvent également être appliqués aux entreprises enregistrées. En particulier, l'amélioration de la productivité des entreprises officielles induite par l'utilisation des outils technologiques pourrait être associée à une augmentation des embauches, réduisant ainsi l’ampleur de l’économie non observée (Jacolin et al., 2019). En assurant la formalisation, la digitalisation constitue un levier d’emplois stables et sécurisés et reflète à la fois un transfert d'entreprises non officielles vers le secteur officiel et la propre croissance de l’économie observée.

II.3 Un aperçu sur la situation de l’économie non observée et de la digitalisation dans les pays du Maghreb

L’économie non observée est au cœur des principaux défis économiques et sociaux de la région maghrébine. Elle représente une préoccupation majeure, étant donné qu’elle s’est avérée être une source d'instabilité potentielle pour la région. Bien qu’elle soit un phénomène relativement ancien, elle semble même avoir fortement augmenté ces dernières années avec la montée des inégalités et l’augmentation du chômage.

Dans la région maghrébine, plus de la moitié de la main d’œuvre régionale opèrent sur le marché non officiel. Selon les estimations du Bureau International du Travail, l’emploi non

officiel représente 60 pour cent de l'emploi total au Maroc et environ 50% en Algérie et en Tunisie.

L'ampleur de l'économie non-observée s'explique en partie par un accès difficile au crédit, ainsi que des procédures de création ou de formalisation des entreprises souvent rédhibitoires, en raison des lenteurs administratives. En effet, le climat des affaires reste encore peu attractif, comme l'illustre le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale qui classe le Maroc à la 53ème place au niveau mondial en occupant désormais la première place au niveau maghrébin suivi par la Tunisie (78ème), la Mauritanie (152ème), l'Algérie (157ème), et la Libye (168ème).

L'essor de la transformation digitale dans la région maghrébine représente une réelle opportunité face aux défis de l'emploi et de l'inclusion financière dans la mesure où elle facilite l'accès au crédit, les procédures de formalisation, ainsi que le paiement des impôts.

Conscients de l'importance d'amorcer une véritable diversification des activités économiques rentables, les autorités publiques des pays du Maghreb se sont engagées dans le lancement des programmes permettant une « transformation digitale » de leurs économies. Les chiffres relatifs à l'utilisation de l'Internet en pourcentage de la population ont suivi une tendance haussière en atteignant désormais environ 23% en 2010 contre environ 46% en 2019.

II.4 Analyse empirique

Dans cette section, nous appliquons un modèle autorégressif à retards échelonnés ARDL pour examiner l'impact de la digitalisation sur le développement de l'économie non observée.

II.4.1 Données

Afin d'examiner la relation entre la digitalisation et l'économie non-observée dans les économies de la région maghrébine, nous utilisons des données annuelles pour la Tunisie sur la période 1996–2018[3]. La Tunisie représente une étude de cas intéressante

[3] La période a été choisie en fonction de la disponibilité des données pour toutes les variables clés

puisqu’elle fait partie des pays dont l’économie non observée est nettement supérieure à la moyenne des autres pays à revenu intermédiaire (OCDE, 2018).

Le modèle adopté permet de générer les données de l’économie non observée en Tunisie en exploitant les informations fournies par les conditions d'équilibre[4]. Les résultats de l’estimation bayésienne fournissent des preuves en faveur d'une économie non observée importante en Tunisie : la proportion de l’économie non observée a dépassé la part de l'économie observée au cours des dernières années. Les résultats obtenus montrent également que la hausse du coût des emprunts auprès des banques et la hausse des taux d'imposition auprès des autorités publiques, impliquent un effet de réallocation des ressources : les activités observées diminuent, tandis que les activités non observées augmentent.

Pour la variable indépendante clé de notre analyse, nous utilisons le nombre d’abonnements cellulaires mobiles (pour 100 personnes) comme proxy de la digitalisation. En suivant la littérature existante, nous contrôlons ainsi les principaux déterminants de l'économie non observée (Gërxhani, 2004; Schneider, 2005; Schneider & Enste, 2000). Nous incluons le PIB réel par habitant pour contrôler le niveau de développement économique. Les individus et les entreprises sont plus incités à opérer officiellement au sommet du cycle économique afin de saisir les opportunités d'affaires et d'emploi (Schneider, 2005, 2010).

Il existe un fort consensus dans la littérature sur l'économie non observée sur le fait que les institutions sont très importantes pour réduire l’ampleur de ce fléau (Koreshkova, 2006 ; Dreher et al., 2009 ; Elgin, 2009 ; Onnis et Tirelli, 2011). Pour prendre en compte le cadre institutionnel, nous utilisons les deux variables ; l’état de droit et le contrôle de la corruption. L’état de droit capture la perception de la mesure dans laquelle les agents ont confiance et respectent les règles de leur société respective, en particulier la qualité de l'exécution des contrats, les droits de propriété, la police et les tribunaux, ainsi que la probabilité de crime et de violence. Le contrôle de la corruption capture les perceptions de la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les petites et grandes formes de corruption.

[4] Les données relatives à l'économie non observée proviennent des résultats issus des recherches doctorales de Sana ZOUARI qui a développé un modèle DSGE fournissant un cadre théorique indiquant que l'économie non observée émerge du fait que les agents économiques sont incités à dissimuler leurs transactions afin d'éviter le paiement des impôts.

Les mesures du développement économique, de l'état de droit et du contrôle de la corruption sont toutes extraites des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) et des Indicateurs Mondiaux de la Gouvernance (WGI) de la Banque mondiale.

II.4.2 Analyse du modèle

Pour évaluer empiriquement l'impact de la digitalisation sur la taille de l'économie non observée, nous utilisons la spécification économétrique suivante :

$$Eno_t = \alpha_0 + \alpha_1 Dig_t + \alpha_2 X_t + \varepsilon_t \quad (1)$$

Où Eno_t est le ratio de l'économie non observée en pourcentage de la production totale, Dig_t désigne la digitalisation, X_t représente le vecteur des variables explicatives comme discuté ci-dessus et ε_t est le terme d'erreur.

Nous allons faire deux régressions : dans la première régression, le vecteur X contient le développement économique comme variable indépendante alors que la seconde régression contient l'état de droit et le contrôle de corruption comme variable explicatives en plus de la digitalisation.

Pour étudier la dynamique de long terme et la possibilité d'ajustements de court terme entre le développement de l'économie non observée et la digitalisation, nous appliquons un modèle autorégressif à retards échelonnés ARDL qui a été développé par Pesaran et Shin (1998) et Pesaran, Shin et Smith (2001). Ce modèle présente l'avantage d'une part, d'étudier la relation entre des variables caractérisées par un ordre d'intégration différent d'autre part, d'obtenir des meilleures estimations sur des échantillons de petite taille (Narayan, 2005).

II.4.2.1 Analyse de stationnarité

L'utilisation de la méthode ARDL signifie qu'il n'est pas nécessaire que toutes les variables à étudier soient intégrées du même ordre ; cependant, ils ne doivent pas être intégrés dans le second ordre (I (2)).

Pour examiner la stationnarité des séries, nous allons appliquer le test de Dickey et Fuller augmenté (Deckey et Fuller ,1979) (ADF) et le test de Phillips et Perron (1988) (PP).

En se référant aux valeurs tabulées fournies par les tests ADF et PP, nous constatons que les variables *Eno, Droit, Corp* sont stationnaires en différence première, alors que la variable *Dig* est stationnaire au niveau. Ainsi, les variables de notre étude sont intégrées d'ordre I(0) et I(1), ce qui justifie l'utilisation du modèle ARDL.

Tableau II.1 - Résultats des tests ADF et PP

	ADF test		PP test	
	t-statistique	Décision	t-statistique	Décision
Eno	5.610***	I(0)	5.023***	I(0)
Dig	3.281**	I(1)	3.194**	I(1)
Droit	-1.967**	I(0)	-1.943**	I(0)
Corp	-3.225***	I(0)	-3.226***	I(0)

*** et ** indiquent la significativité au niveau de 1% et 5%.

II.4.2.2 **Tests de diagnostic et de cointégration**

Le modèle ARDL estime $(p+1)^k$ régressions, avec p est le nombre de retard optimal et k est
le nombre des variables dans l'équation. Pour le nombre de retard optimal, nous allons choisir une durée maximale d'une période. En effet, le nombre de retard optimal sélectionné
est celui qui respecte les critères d'absence de corrélation sérielle.

Les résultats de l'application de l'approche ARDL révèlent que les valeurs des coefficients de détermination simple et ajustée (R^2, R^2 ajusté), lesquelles mesurent la part de la variation expliquée par rapport à la variation totale, la statistique de Fisher « F » et les autres tests sont très acceptables (voir tableau 2).

Tableau II.2 - Les tests du diagnostic

	Modèle 1	**Modèle 2**
R^2	0.946	0.869
R^2 *Ajusté*	0.935	0.839
F-statistic	80.12 (0.000)	40.02 (0.000)
LM(1)	15.643 (0.000)	16.698 (0.000)

Notes : LM Test = le test du Multiplicateur de Lagrange (corrélation sérielle de Breusch–Godfrey).

Le tableau 2 montre que le modèle est globalement significatif étant donné que la probabilité associée au F-statistique est significatif à 1%. Les résultats des tests de validation
des modèles ; à savoir le test de corrélation sérielle de Breusch–Godfrey (LM) de l'ordre de 1 confirment l'absence de corrélation sérielle.

En ce qui concerne le test de cointégration, le F-statistic présenté dans le tableau 3 indique
l'existence d'une relation à long terme entre les variables sous-jacentes. En effet, les valeurs
observées dépassent la valeur critique supérieure (au seuil de 1%).

Tableau II.3 - Test de cointégration « bounds test »

	Valeur critique 1%		Valeur critique 5%		Valeur critique 10%	
	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
F-stat. (regression1) = 7.250	4.134	5.761	2.910	4.193	2.407	3.517
F-stat. (regression 2) = 16.310	2.915	3.695	3.538	4.428	5.155	6.265

II.4.2.3 Les **relations de long et de court terme**

Afin d'analyser les relations de long terme, l'équation (1) est estimée et sa représentation mathématique s'écrit comme suit :

$$\Delta Eno_t = \beta_0 + \sum_{i=1}^{p} \alpha_1 \, Eno_{t-i} + \sum_{i=0}^{q} \alpha_2 \, Dig_{t-i} + \sum_{i=0}^{q} \alpha_3 \, X_{t-i} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Pour étudier les effets de court terme des variables explicatives sur l'économie non observée, nous estimons les régressions de correction d'erreur. Ces dernières se présentent de la manière suivante :

$$\Delta Eno_t = \beta_0 + \sum_{i=1}^{p} \beta_1 \, \Delta Eno_{t-i} + \sum_{i=0}^{q} \beta_2 \, \Delta Dig_{t-i} + \sum_{i=0}^{q} \beta_3 \, \Delta X_{t-i} + \lambda ECT_{t-1} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Avec *ECT* représente le terme de correction d'erreur et λ : le coefficient de correction d'erreur qui montre la vitesse d'ajustement vers l'équilibre à long terme.

Les relations de long terme qui sont estimées par l'approche ARDL, sont présentées dans le tableau 4. Les résultats montrent que la digitalisation a un effet significatif et négatif sue la taille de l'économie non observée en Tunisie. Ce fléau diminue à long terme de près

de 1 pour cent, suite à une augmentation de 1 pour cent du niveau de la digitalisation. Ce résultat supporte notre hypothèse selon laquelle la digitalisation assure la transition de l'économie non observée à l'économie officielle. Nos résultats montrent un impact négatif mais non significatif de développement économique sur l'économie non observée. Cela peut être expliqué par le fait que la Tunisie a connu un taux de croissance relativement faible durant la période d'étude. Nous avons trouvé également que l'état de droit et le contrôle de la corruption ont un effet significatif et négatif sur l'économie non-observée.

Tableau II.4 - ARDL, les relations de long terme (la variable dépendante : la taille de l'économie non observée)

	Regression 1	Regression 2
Dig	-0.012*** (0.013)	0.011*** (0.023)
GDP	-0.039 (0.467)	_
Droit	_	- 0.041* (0.084)
Corp	_	-0.02* (0.095)
Constante	-3.587*** (0.008)	-2.895** (0.071)

***, ** et * indiquent la significativité au niveau de 1%, 5% et 10%.

Après avoir étudié l'impact à long terme de la digitalisation et d'autre variables de contrôles sur l'économie non-observée, nous proposons d'analyser son effet à court terme. Le signe négatif et significatif du coefficient estimé du terme à correction d'erreur prouve l'existence d'un mécanisme de convergence vers la cible de long terme.

Contrairement à la relation de long terme, la digitalisation, le développement économique et le cadre institutionnel stimule positivement l'économie non observée. Cela implique qu'il faut un certain temps pour que ces variables aient des répercussions sur l'économie non observée.

Tableau II.5 - ARDL, les relations de court terme ECT (la variable dépendante : la taille de l'économie non observée)

	Regression 1	Regression 2
Δ *Dig*	0.103*** (0.000)	0.069*** (0.001)
Δ *GDP*	0.392 (0.503)	_
Δ *Droit*	_	0.239* (0.098)
Δ *Corp*	_	0.169* (0.095)
ECT_{t-1}	-0.120*** (0.006)	-0.171*** (0.000)

***,** et * indiquent la significativité au niveau de 1%, 5% et 10%.

II.5 Conclusion

L'importance de la digitalisation au cours de ces dernières années a couvert un large éventail de domaines tels que la productivité technologique, l'investissement direct étranger, l'inflation et la croissance économique (Sussman, 2000 ; Freund et Weinhold, 2000, 2004 ; Choi et Yi, 2005, 2009). Nous avons essayé, dans ce présent chapitre, de contribuer à cette importante littérature en examinant l'impact de la digitalisation sur l'économie non observée : la prévalence de l'économie non observée et la tendance générale à la digitalisation dans les pays de la région maghrébine font de l'interaction entre ces deux phénomènes un sujet intéressant. Pour ce faire, nous avons employé l'approche ARDL en utilisant des données annuelles pour la Tunisie sur la période qui s'étale de 1996 jusqu'à 2018.

Nos résultats montrent que la digitalisation représente un excellent moyen pour lutter contre le fléau de l'économie non observée. Nous avons montré que l'adoption de nouvelles technologies diminue considérablement la taille de l'économie non observée

Les résultats empiriques ont confirmé la prédiction selon laquelle un meilleur environnement institutionnel réduit l'économie non-observée. Ce résultat est conforme

à l'idée selon laquelle un cadre institutionnel solide garantissant l'exécution des contrats et l'état de droit est bénéfique pour lutter contre l’économie non observée.

Dans le cas des économies de la région maghrébine, nos résultats ont les implications suivantes : dans la mesure où la digitalisation a le potentiel de lutter contre l’économie non observée, les décideurs publics ont ainsi tout intérêt à rattraper leurs retards en matière d’adoption de nouvelles technologies. Des réformes en profondeurs sont nécessaires. Il est primordial d’améliorer l'infrastructure numérique afin d’assurer un environnement favorable à la transformation digitale.

Conclusion Générale

La RSE : une véritable dynamique en cours dans les banques maghrébines

Généralement, les initiatives de RSE sont promues et soutenues par les gouvernements nationaux. Cela se traduit par un engagement plus fort et explicite en faveur de la RSE.

La majorité des banques maghrébines ont commencé à travailler sur les nouveaux défis sociaux et environnementaux auxquels sont confrontées les sociétés dans lesquelles elles opèrent.

À l'aide d'une étude qualitative, nous avons brièvement discuté de certaines des pratiques RSE des banques maghrébines. Les résultats de cette étude montrent que malgré la divergence entre les différentes banques, la RSE est en train d'évoluer rapidement dans la région. Le défi pressant maintenant pour les universitaires et les praticiens vise à développer des stratégies et des pratiques de RSE efficaces qui sont alignées sur les contextes locaux.

La digitalisation : un excellent moyen pour lutter contre l'économie non observée

Nos résultats confirment que la digitalisation représente un excellent moyen pour lutter contre le fléau de l'économie non observée. Nous avons montré que l'adoption de nouvelles technologies diminue considérablement la taille de l'économie non observée. De même un meilleur environnement institutionnel réduit l'économie non-observée. Ce résultat est conforme à l'idée selon laquelle un cadre institutionnel solide garantissant l'exécution des contrats et l'état de droit est bénéfique pour lutter contre l'économie non observée.

Dans le cas des économies de la région maghrébine, nos résultats ont les implications suivantes : dans la mesure où la digitalisation a le potentiel de lutter contre l'économie non observée, les décideurs publics ont ainsi tout intérêt à rattraper leurs retards en matière d'adoption de nouvelles technologies. Des réformes en profondeurs sont nécessaires. Il est primordial d'améliorer l'infrastructure numérique afin d'assurer un environnement favorable à la transformation digitale.

Annexe

Banques	
Algérie	**Libye**
Banque Extérieure d'Algérie	Jumhouria Bank
Banque Nationale d'Algérie	National Commercial Bank
Banque de Développement Local	Wahda Bank
Crédit Populaire d'Algérie	Sahara Bank BNP Paribas Group
Banque Al Baraka D'Algérie	North Africa Bank
Arab Banking Corporation	Aman Bank for Commerce and Investment
NATIXIS ALGERIE	First Gulf Libyan Bank
SOCIETE GENERALE ALGERIE	Assaray Bank Trade & Investment Bank
BNP PARIBAS EL DJAZAIR	United Bank For Commerce & Investment
Trust Bank Algéria	Bank of Commerce & Development
Gulf Bank Algeria	Libyan Foreign Bank
Housing Bank -Algeria	Nuran Bank
Al Salam Bank	Libyan Islamic Bank
	Al Waha Bank
Maroc	**Mauritanie**
Attijariwafa Bank	Banque Mauritanienne pour le Commerce
Banque Centrale Populaire SA	Banque Nationale de Mauritanie
Caisse de Dépôt et de Gestion	Chinguity Bank
Crédit Agricole du Maroc	Banque Al Wava Mauritanienne Islamique
Société Générale Marocaine de Banques	Générale De Banque De Mauritanie Pour
Banque Marocaine pour le Commerce et	Banque El Amana
Crédit du Maroc	Banque pour le Commerce et l'Industrie
Crédit Immobilier et Hotelier	Attijari Bank Mauritanie
Al Barid Bank	Banque Islamique de Mauritanie
Fonds d'Equipement Communal	Banque Populaire Mauritanie
CDG Capital	Banque des financements islamiques
Citibank-Maghreb SA	Banque Mauritanienne de l'Investissement
Salafin (BANK OF AFRICA)	International Bank of Mauritania
Tunisie	
Arab Tunisian Bank	
Banque Nationale Agricole	
Attijari Bank	
Banque de Tunisie	
Amen Bank	
Banque Internationale Arabe de Tunisie (Biat)	
Société Tunisienne de Banque	
Union Bancaire pour le Commerce et	
Union Internationale des Banques	
BH Bank	

Banque Tunisio Koweitienne
Tunisian Saudi Bank
Banque Zitouna

Bibliographie

Adjemian, S., & Devulder, A., (2011), Evaluation de la politique monétaire dans un modèle DSGE pour la zone euro, *Revue française d'économie, 26*(1), 201-245.

Aron, J., (2018), Mobile money and the economy: a review of the evidence, The World Bank Research Observer 33, 135-188.

Bagachwa M. S. D & Naho A., (1995), Estimating the Second Economy in Tanzania, *World Development*, Vol. 23, No. 8, pp. 1387-1399, 1995

Bayoud, N. S., & Kavanagh, M. (2012). Corporate social responsibility disclosure: Evidence from Libyan managers. *Global Journal of Business Research*, 6(5), 73–83.

Beck, T., Pamuk, H., Ramratta, R.& Uras, B.R., (2018), Payment instruments, finance and development, *Journal of Development Economics*. 133, 162-186.

Ben Hassine, L. & Ghozzi-Nekhili, C. (2013). Perception de la responsabilité sociale des entreprises par leurs dirigeants [Perception of corporate social responsibility by their managers]. *Revue internationale P.M.E., 26*(2), 59-80. https://doi.org/10.7202/1024321ar

Berdiev, A.N., & Saunoris, J.W., (2016), Financial development and the shadow economy: A panel VAR analysis, *Economic Modelling* 57, 197-207

Bhatnagar, S., (2003), E-government and access to information. Global Corruption Report 2003. Washington DC: Transparency International.

Breusch, T., (2005), Estimating the underground economy using MIMIC models. *Econometrics* 0507003, Econ WPA

Cagan, P., (1958), The demand for currency relative to the total money supply. *Journal of Political Economy* 66, 302– 328.

Chaix, L. & Torre, D, (2015), Le double rôle du paiement mobile dans les pays en développement, *Revue Economique*, Vol. 66 (4), pp. 703-727.

Chang, Y. K., Oh, W. Y., Park, J. H., & Jang, M. G. (2017). Exploring the relationship between board characteristics and CSR: Empirical evidence from Korea. *Journal of Business Ethics*, 140(2), 225–242.

Choi, C., Yi, M.H., (2005), The effect of the internet on inflation: panel data evidence, *Journal of Policy Modelling* 27, 885–889.

Choi, C., Yi, M.H., (2009), The effect of the internet on economic growth: evidence from cross-country panel data, *Economics Letters* 105, 39–41

Contini, B., (1981), Labor market segmentation and the development of the parallel economy: the Italian experience, *Oxford Economic Papers* 33, 401–412.

DADENE, A., & Ahmed, A. (2014). The Determinants of CSR in Algerian SMEs: an Empirical and Exploratory Study.

Dell'Anno, R., (2003), Estimating the shadow economy in Italy: A structural equation approach, *Economics Working Paper* (2003-7).

Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979), Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root, *Journal of the American statistical association*, 74(366a), 427-431

Dotsey, M., (2013), DSGE models and their use in monetary policy. *Business Review Q, 2,* 10-16.

Dreher, A., Kotsogiannis, C., McCorriston, S., (2009), How do institutions affect corruption and the shadow economy? *International Tax and Public Finance* 16, 773–796.

Elgin, C., (2009), Political Turnover, Taxes and the Shadow Economy, Job Market Paper, Department of Economics, University of Minnesota, MN, USA

Elgin, C., & Oztunali, O., (2012), Shadow economies around the world: Model based estimates. Bogazici University Department of Economics *Working Papers,* 5.

El Khazzar, A., & Benfares, H. (2017). La pratique de la responsabilité sociétale dans les grandes entreprises: Cas de Tanger, Maroc/Corporate social responsibility practice among large companies: Studycase of Tangier, Morocco. *International Journal of Innovation and Applied Studies, 19*(3), 627.

Eurostat, (2013), Essential SNA: Building the basics, chapter 6: The Informal Sector, pp. 121-134, Methodologies and working papers, European Union, Luxemburg.

Farazi, S., (2014), Informal Firms and Financial Inclusion : Status and Determinants, *Policy Research Working Paper* (6778).

Feige, E. L., (1990), Defining and estimating underground and informal economies: The new institutional economics approach, *World development* 18 (7), 989–1002.

Feige, E.L., & Urban, I., (2008), Measuring Underground (Unobserved, Non-Observed, Unrecorded) Economies in Transition Countries: Can We Trust GDP?, *Journal of Comparative Economics* 36, no. 2: 287–306.

Fleming, M. H., Roman, J., & Farrell, G., (2000), The shadow economy*, Journal of International Affairs* 53 (2), 387–409.

Freund, C.L., & Weinhold, D., (2000), On the effect of the internet on international trade. *FRB International Finance Discussion Paper* No. 693, Washington, DC.

Freund, C.L., Weinhold, D., (2004), The effect of the internet on international trade, *Journal of International Economics* 62, 171–189.

Frey, B. S., Weck-Hannemann, H., (1983), Estimating the Shadow Economy: A Naive Approach, *Oxford Economic Papers*, 35, pp. 23-44.

Galien, M., (2018), Understanding Informal Economies in North Africa From Law and Order to Social Justice, INTERNATIONAL POLICY ANALYSIS.

Gërxhani, K., (2004), The informal sector in developed and less developed countries. A literature survey, Public Choice 120, pp. 267–300.

Gnangnon, S. k., & Brun, J., F., (2018), Impact of bridging the Internet gap on public revenue mobilization, *Information Economics and Policy* 43-2018.

Hatnagar, S. (2003), E-government and access to information. In P. Eigen (Ed.), Global Corruption Report 2003 (pp. 24-32).

Hawashe, A. A.-M. (2014). An evaluation of voluntary disclosure in the annual reports of commercial banks: Empirical evidence from Libya (Doctoral Thesis). Retrieved from http://usir.salford.ac.uk/id/ eprint/31513/3/Thesis_Abdallah_Hawshe_2014.pdf

Helberger, C., & Knepel, H., (1988), How big is the shadow economy? A re-analysis of the unobserved-variable approach of B.S. Frey and H. Weck-Hannemann, *European Economic Journal* 32,965–976.

Institut de RSE en Tunisie (IRSET). (2018). *Communication sur l'engagement de l'IRSET [Communication on IRSET's commitment]*. https://s3-us-west-2.amazonaws.com/ungcproduction/attachments/cop_2018/468443/original/Communication_sur_l'Engagement_COE_IRSET_2018-converted_%282%29.pdf?1540154019

International Labor Organisation, (2020), COVID-19 crisis and the informal economy: Immediate responses and policy challenges.

Jacolin L., Keneck, M., & Noah, A., (2019), Informal Sector and Mobile Financial Services in Developing Countries: Does Financial Innovation Matter?, Banque de France, *Working Paper.*

Jain, T., Aguilera, R. V., & Jamali, D. (2017). Corporate stakeholder orientation in an emerging country context: A longitudinal cross industry analysis. *Journal of Business Ethics*, 143(4), 701–719.

Jain, T., & Jamali, D. (2016). Looking inside the black box: The effect of corporate governance on corporate social responsibility. Corporate Governance: *An International Review*, 24(3), 253–273.

Jain, T., & Jamali, D. (2015). *Strategic approaches to corporate social responsibility. Development oriented corporate social responsibility: Volume 2: Locally led initiatives in developing economies,* 71–90. Greenleaf Publishing

Jamali, D., & Neville, B. (2011). Convergence versus divergence of CSR in developing countries: An embedded multi-layered institutional lens. *Journal of Business Ethics*, 102(4), 599–621.

Jamali, D., Samara, G., & Hossary, M. (2019). *Corporate social responsibility and development: The case of international business firms in emerging economies. Business and development studies*: Issues and perspectives. Routledge, 286–309.

Kaufman, D., & Kaliberda, A. (1996), Integrating the unofficial economy into the dynamics of postsocialist economies: A framework of analysis and evidence. World Bank Policy *Research Working Paper* No. 1691.

Koleva, P. & Gherib J. (2012) La responsabilité sociale des entreprises en Tunisie: une lecture institutionnaliste [Corporate social responsibility in Tunisia: an institutionalist reading]. *Revue Tiers Monde*, *212*(4), 83-99. https://doi.org/10.3917/rtm.212.0083

Koreshkova, T.A., (2006), A quantitative analysis of inflation as a tax on the underground economy, *Journal of Monetary Economics* 53, 773–796.

KPMG. (2017). *The road ahead*. The KPMG survey of corporate social responsibility reporting 2017. https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/xx/pdf/2017/10/kpmg-survey-of-corporate-responsibility-reporting-2017.pdf

La Porta, R., & Shleifer, A., (2014), Informality and development, *Journal of Economy Perspectives* .28, 109-126.

Lio, M. C., Liu M. C., & Ou. Y., (2011), Can the internet reduce corruption? A cross-country study based on dynamic panel data models, *Government Information Quarterly*, 28 (2011) 47–53.

Lucas, Jr, (1976), Econometric policy evaluation: A critique, Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, Elsevier, vol. 1(1), pages 19-46, January.

Lythreatis, S., Mostafa, A. M. S., & Wang, X. (2019). Participative leadership and organizational identification in SMEs in the MENA Region: Testing the roles of CSR perceptions and pride in membership. *Journal of Business Ethics*, 156(3), 635–650.

Mahmoud Elmogla, Christopher Cowton, Yvonne Downs (2009). Corporate Social Reporting in Libya: A Research Note. *Social Responsibility Journal,* 11(4)

Narayan, P. K., (2005), The saving and investment nexus for China: evidence from cointegration tests, *Applied economics*, 37(17), 1979-1990.

OCDE, (2018): Economic Survey, Tunisia.

OCDE, (2002), Measuring the Non-Observed Economy A Handbook.

Onnis, L., & Tirelli, P., (2011), Institutions, Policies and Economic Development. What are the Causes of the Shadow Economy? *Working Paper Series* No. 206, Department of Economics, University of Milan - Bicocca, Italy.

Orsi, R., Raggi, D., & Turino, F., (2014), Size, trend, and policy implications of the underground economy, *Review of Economic Dynamics*, 17 (3), pp. 417–36.

Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J., (2001), Bounds testing approaches to the analysis of level relationships, *Journal of applied econometrics*, 16(3), 289-326.

Pesaran, M. H., & Shin, Y., (1998), An autoregressive distributed-lag modelling approach to cointegration analysis, *Econometric Society Monographs*, 31, 371-413.

Phillips, P. C., & Perron, P., (1988), Testing for a unit root in time series regression. Biometrika, 75(2), 335-346.

Pissarides, C., & Weber, G., (1989), An expenditure–based estimate of Britain's black economy, CLE *Working Papers* 104 (London). 40 pp.

Porter, M. E., & Kramer, M. R. (2002). The competitive advantage of corporate philanthropy. *Harvard Business Review*, 80(12), 56–69.

Pratten, J. D., & Abdulhamid Mashat, A. (2009). Corporate social disclosure in Libya. *Social Responsibility Journal*, 5(3), 311–327.

Schneider, F., & Enste, D., (2000), Shadow economies: size, causes, and consequences, *Journal of Economic Literature* 38, 77–114.

Schneider, F., & Enste D., (2002), The Shadow Economy: Theoretical Approaches, Empirical Studies, and Political Implications, Cambridge (UK): Cambridge University Press.

Schneider, F., (2005), Shadow economies around the world: what do we really know? *European Journal of Political Economy* 21, 598–642.

Smets, F., & Wouters, R., (2003), An estimated dynamic stochastic general equilibrium model of the euro area. *Journal of the European Economic Association, 1*(5), 1123-1175

Solis-Garcia, M., & Xie, Y., (2018), Measuring the size of the shadow economy using a dynamic general equilibrium model with trends, Journal of Macroeconomics.

Sturges, P., (2004), Corruption, transparency and a role for ICT? *International Journal of Information Ethics*, 2, 1-9

Sussman, L.R., (2000), Censor dot gov: the internet and press freedom 2000, *Journal of Government Information* 27, 537–545

Tanzi, V., (1982), The Underground Economy in the United States and Abroad. Lexington Books, Lexington.

Thomas, J.J. (1992), Informal Economic Activity, Harvester Wheatsheaf, Hemel Hempstead.

U.S. Department of State (2013). Algeria. Retrieved 28 May 2015, from http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204588.htm

Woodford, M. (2003). Comment on: Multiple-solution indeterminacies in monetary policy analysis, *Journal of monetary Economics, 50*(5), 1177-1188.